



Tempête Goretti

- Tempête Goretti - « Ces phénomènes s'intensifient et vont se multiplier » : en Normandie, l'inquiétude du Giec (Paris Normandie)
- Tempête Goretti : le dispositif FR-Alert fait des siennes en Seine-Maritime (France 3)
- Tempête Goretti : rafale à 156 km/h au Havre, 55.000 foyers sans électricité, le bilan en Seine-Maritime et dans l'Eure (France Bleu)
- Tempête Goretti au Havre et dans sa région : le point après son passage (Paris Normandie)
- Etretat. Le casino dévasté par la tempête Goretti, le village interdit aux promeneurs (Tendance Ouest)
- Normandie. Tempête Goretti : 92 000 clients encore privés d'électricité ce matin, Enedis a mobilisé 3000 techniciens (Tendance ouest)
- Après le passage de la tempête Goretti, encore 4100 foyers privés d'électricité en Seine-Maritime (76 actu)
- Encore 23 000 foyers privés d'électricité en Normandie, après le passage de la tempête Goretti (Ouest France)
- Seine-Maritime. Tempête Goretti : 2 900 personnes sont toujours privées d'électricité (Courrier Cauchois)
- Tempête Goretti : encore des foyers sans électricité dans le pays de Caux et des problèmes d'eau ! (Paris Normandie)
- Tempête Goretti. Mobiliers urbains arrachés, restaurants touchés... à Fécamp, de gros dégâts sur la plage (Paris Normandie)
- Tempête Goretti. "Comme si une tornade était passée" : cinquante arbres ont été balayés au château d'Etelan (Courrier Cauchois)
- Front de mer dévasté, maisons inondées, des tonnes de galets à déblayer : à Fécamp, la tristesse et la solidarité après la tempête (France 3)
- "On se relève toujours" : la solidarité s'organise pour redonner vie aux locaux de ce club de sport, inondés après la tempête Goretti (France 3)
- Tempête Goretti : à Sotteville-lès-Rouen, avec son toit arraché, l'école ne rouvrira pas lundi (Paris Normandie)
- Tempête Goretti et neige en Normandie : « C'était la pagaille ! », la dure semaine des transporteurs (Paris Normandie)
- Goretti en Normandie. Ces habitants ont balancé toute la semaine entre stress et résignation (Paris Normandie)
- À Barentin, après la tempête, ces habitants toujours privés d'électricité : « Il fait 13 degrés chez nous » (Paris Normandie)
- Tempête Goretti : « Le casino d'Étretat ne pourra pas rouvrir avant plusieurs semaines » (Paris Normandie)

Agriculture

- Le Havre. Des agriculteurs tentent de bloquer le port pour dénoncer l'accord de libre-échange avec le Mercosur (Tendance Ouest)
- Colère des agriculteurs. 150 exploitants bloquent le Pont de Normandie avant de se rendre au port du Havre (France 3)
- Durablement installés dans le port du Havre, les Jeunes agriculteurs attendent les camions (Paris Normandie)
- Au Havre, les Jeunes agriculteurs s'installent à l'entrée du port pour contrôler les camions (76 actu)
- Échaudés par les promesses non tenues du gouvernement, les agriculteurs restent mobilisés au Havre (Paris Normandie)
- "Aucune fin de manifestation prévue" : les Jeunes Agriculteurs mobilisés sur le pont de Normandie et le port du Havre (France Bleu)
- Colère agricole : une vingtaine d'agriculteurs contrôlent les camions réfrigérés à l'entrée du port du Havre (France Bleu)
- Mercosur. Les agriculteurs mettent en place un barrage filtrant sur le port du Havre pour protester contre l'accord de libre-échange (Tendance Ouest)
- « Mercosur mort à coup sûr » : les agriculteurs sont installés au port du Havre pour contrôler les marchandises (Ouest France)
- Crise agricole. Les agriculteurs normands déversent leur fumier au pied d'un entrepôt au port du Havre (Ouest France)
- Près de 200 agriculteurs mobilisés du pont de Normandie au port du Havre pour défendre leur profession (Ouest France)
- Crise agricole. « Au moins jusqu'à lundi » : les agriculteurs en colère contrôlent les produits dans le port du Havre (Ouest France)
- Blocages, témoignages, fumier déversé, solidarité... On a suivi une journée de mobilisation des agriculteurs (Ouest France)

Sécurité

- Les systèmes de vidéoprotection désormais connectés au commissariat de Rouen (76 actu)
- La vidéooverbalisation expérimentée depuis plusieurs mois à Rouen : voici ce que révèlent les images (76 actu)
- « Un mauvais fonctionnement » : des défenses osées face aux grands excès de vitesse en pays de Bray (Paris Normandie)

Grippe aviaire

- Seine-Maritime. Deux canards morts de la grippe aviaire à Cerza, provenaient du Parc de Clères (Courrier Cauchois)
- Le parc de Clères sous surveillance pour des cas de grippe aviaire au Cerza (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- À Rouen, l'hôtel de ville et la Halle aux toiles sont désormais des monuments protégés (Paris Normandie)
- Travaux sur la digue de Bardouville : la préfecture met en demeure le gestionnaire du site (Paris Normandie)
- À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle (Paris Normandie)

Transport

- Nouvelle Ligne Paris Normandie. État et collectivités valident une nouvelle feuille de route pour une refonte du projet à l'automne (Tendance ouest)
- Suite à l'épisode neigeux, perturbations et travaux sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Vincent Duteurtre nommé directeur général de l'Agence d'urbanisme Le Havre-Estuaire (Gazette de Normandie)

Social et société

- Le Havre. Une centaine de manifestants contre le « coup de force » de Trump au Venezuela (Paris Normandie)

Santé

- Pourquoi un chirurgien de l'HPE au Havre part en « exil à Bruxelles » pour la grève des médecins (Paris Normandie)

Éducation

- Près de Rouen : les enseignants de ce lycée indignés et inquiets face aux mesures annoncées par le rectorat (76 actu)

Politique

- "Si le maire n'est pas ambitieux, qui va l'être ?" : Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, candidat à sa réélection (France Bleu)
- Municipales à Rouen : communistes et écologistes s'engagent dès le premier tour avec Nicolas Mayer-Rossignol (Paris Normandie)
- Municipales à Rouen : le candidat Lutte Ouvrière Eric Moisan, inlassable porte-parole des travailleurs (76 actu)
- Municipales 2026 à Longueuil : les élus laissent leur place : "on a réalisé 99,9 % de nos projets" (76 actu)
- Campagne électorale oblige, les vœux des maires normands scrutés à la loupe (Paris Normandie)
- Auban Al Jiboury, conseiller municipal sortant est candidat aux élections municipales (Paris Normandie)
- Municipales à Gainneville : Lionel Schlessler, premier adjoint, se lance dans la course à la mairie (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Corinne Mellien mise sur « un fonctionnement transparent », au Tréport (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : « Je m'investis pour ma commune » Lionel Perré brigue un second mandat de maire à Freulleville (Paris Normandie)
- Quels ont été les propos du maire de Dieppe à l'occasion des vœux de l'année 2026 (Paris Normandie)
- « Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Christophe Ferrari : "Les métropoles sont reconnues comme les moteurs des politiques de transition écologique"

- Fonction publique : l'État contraint de renforcer l'information sur le report des congés
- Après la réforme des corps techniques, les premiers défis autour du nouveau corps unique de l'Insee
- PLF 2026 : la commission des finances cherche à rouvrir le jeu des amendements

Tempête Goretti - « Ces phénomènes s'intensifient et vont se multiplier » : en Normandie, l'inquiétude du Giec

Anthony QUINDROIT

7-9 minutes

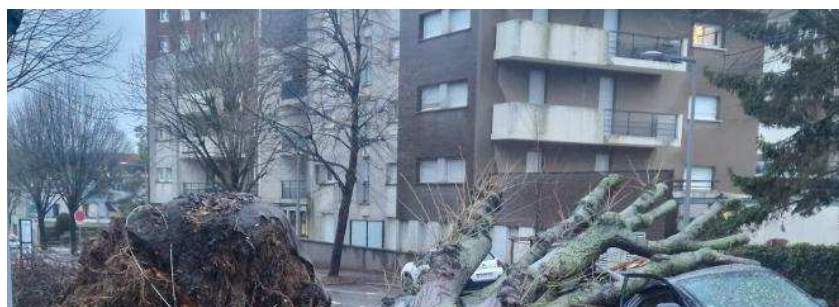
L'entretien. Sale temps pour le climat... Professeur à l'Université de Rouen Normandie, Benoît Laignel est l'une des figures du Giec en région et en France. Entre annonces de Trump et tempête Goretti sur la Normandie, l'heure n'est pas à l'optimisme...



Par Propos recueillis par Anthony Quindroit

Publié: 9 Janvier 2026 à 16h11 Temps de lecture: 1 min

Professeur en Géosciences et Environnement à l'Université Rouen Normandie, président du [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) (Giec) de la métropole de Rouen Normandie, coprésident du Giec normand, mais aussi délégué du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace (ESRE) au Giec international... Le CV du Rouennais Benoît Laignel en fait l'une des personnalités françaises les plus capées pour décrypter l'actualité. Car entre les États-Unis de Donald Trump qui quittent le Giec et 65 autres organisations environnementales et la [tempête Goretti](#) qui a balayé la Normandie, il y a quelques liens. Explications.





La tempête Goretti a provoqué d'importants dégâts matériels, dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026. Comme ici à Rouen. Et le risque est de voir ce type d'événements météorologiques extrêmes se multiplier et s'intensifier. - photo Paris Normandie / ANTHONY QUINDROIT



Benoit Laignel. - DR Anna Shumanskaia

Une obstruction accentuée

Les États-Unis quittent le Giec et 65 autres organisations internationales en lien avec le climat. On imagine que ce n'est pas une surprise...

Benoit Laignel : « On s'y attendait. Donald Trump l'avait déjà fait lors de son précédent mandat. Les impacts sont nombreux sur la science. Concrètement, la science américaine ne travaille plus sur les questions liées au climat, les accès aux données nous sont fermés... En lâchant le National oceanic and atmospheric administration [Noaa, Administration nationale des océans et de l'atmosphère, NDLR], on nous prive de l'un des organismes centraux sur le climat. »

Et quel impact cela va avoir sur les travaux du Giec et sur les Cop à venir ?

« Les États-Unis ne sont plus contraints de tenir leurs engagements. Bon, ils ne les ont déjà pas tenus lors du premier mandat de Trump... Mais le pire dans tout ça, c'est qu'ils vont même faire le contraire des préconisations. Donald Trump veut forer, forer, forer alors qu'il faut réduire l'utilisation du charbon, du pétrole, du gaz... Des études sont interdites, il propage des fausses informations car il ne croit pas au changement climatique ! Et sa politique internationale, en Ukraine, au Venezuela [ou au Groenland](#), [le prouve](#) : il ne cherche que les ressources de ces pays. Sauf que les États-Unis sont déjà le 2e émetteur de gaz à effet de serre et que cette attitude est un mauvais signal envoyé à des pays qui traînent des pieds. Comme l'Inde, avec laquelle on a du mal à négocier et qui pourrait accentuer son obstruction. Donald Trump ne se rend pas compte que cela a un impact sur l'économie, sur la santé, le bien-être... Et sur les événements climatiques extrêmes. Il suffit de voir les vagues de chaleur ces dernières années. »

« Tous les types d'événements extrêmes se sont multipliés »

À l'échelle locale, les épisodes météorologiques intenses des derniers jours – neige et tempête Goretti – peuvent-ils être mis sur le compte du dérèglement climatique ?

« Pour la neige, depuis les années 1970 en Normandie, il y en a de moins en moins. C'est là où il est important de rappeler la différence entre météo et événements extrêmes climatiques. Par contre, la tempête Goretti... Depuis les inondations dévastatrices à Valence, en Espagne, en octobre 2024, j'ai fait une synthèse des événements extrêmes liés au climat dans le monde. Ce sont les deux tempêtes violentes qui ont frappé la Normandie en décembre 2024, [la tempête Benjamin](#) sur la France en octobre 2025, les centaines d'incendies au Canada en juin 2025, les inondations à

Montpellier en décembre 2025... Tous les types d'événements extrêmes se sont multipliés ! Tous ! Et personne n'est à l'abri avec un dérèglement climatique qui s'accroît ! »

Tempêtes et orages plus intenses...



Une tempête comme Gorette accélère également le recul du trait de côte. - photo Paris Normandie / BORIS MASLARD

Tout est foutu ?

« Ce n'est pas foutu. On peut le stabiliser. On est loin des accords de la Cop de Paris de 2015 avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5°C. Là, on est plus sur 3°C, soit 4°C pour la France. Cela va entraîner une multiplication des événements comme la tempête Gorette par deux, trois voire quatre ! Ce qui s'est produit n'est que le début. Mais on peut stabiliser, limiter le réchauffement. On était sur la trajectoire des 3°, qui va entraîner des tempêtes et des orages plus intenses. Avec la décision des États-Unis, on va avoir du mal à être sur cette ligne. Ces phénomènes météorologiques intenses s'intensifient et vont se multiplier. Il faut réduire l'émission des gaz à effet de serre. Mais il va aussi falloir travailler [sur nos efforts d'adaptation](#), connaître les secteurs qui seront le plus touchés. Une tempête comme Gorette participe par exemple de l'accélération du recul du trait de côte. Quelles zones nous ne pourrions plus habiter ? Comment anticiper un recul stratégique ? Ce sont des questions qu'il faut se poser. »

Lire aussi

[À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

Tempête Goretti : le dispositif FR-Alert fait des siennes en Seine-Maritime

Écrit par Bénédicte Robin

~2 minutes

Le dispositif d'alerte aux populations FR-Alert avait été activé jeudi 8 janvier 2026 pour prévenir de l'arrivée de la tempête Goretti en Seine-Maritime. Certains habitants ont reçu une nouvelle alerte ce vendredi 9 janvier. C'est un dysfonctionnement.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Le préfet de la Seine-Maritime avait activé le dispositif FR-Alert jeudi 8 janvier pour prévenir de l'arrivée de la tempête Goretti dans le département. Cette alerte aux populations permet de faire sonner tous les téléphones équipés de 4G ou de 5G d'un même secteur et de délivrer un message de prévention.

En l'occurrence, il s'agissait de prévenir de que le département allait passer en vigilance orange aux vents violents pour la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026.

Un nouveau message de fin d'alerte a été envoyé ce vendredi matin vers 8h.

Cependant, dans l'après-midi de vendredi et en début de soirée un nouveau message a fait sonner les téléphones de certains propriétaires de smartphones présents en Seine-Maritime.

Il s'agit "d'un dysfonctionnement temporaire et sporadique pris en compte et traité par les autorités nationales" fait savoir la préfecture de la Seine-Maritime dans un communiqué ce vendredi soir.

Tempête Goretti : rafale à 156 km/h au Havre, 55.000 foyers sans électricité, le bilan en Seine-Maritime et dans l'Eure - ICI

Sixtine Lys , Simon Maunoury , Théophile Pedrola

7-9 minutes

La tempête Goretti est passée en Seine-Maritime et dans l'Eure dans la nuit de jeudi à vendredi 9 janvier, avec des rafales de vent très violentes. Retrouvez le bilan actualisé.

La [tempête Goretti](#) a balayé la Seine-Maritime et l'Eure ce vendredi 9 janvier 2026. Les fortes rafales de vent sont arrivées par le littoral dès jeudi soir. Les établissements scolaires sont restés fermés ce vendredi. Le trafic des trains est resté interrompu en Normandie jusqu'à ce vendredi après-midi, suivant les lignes. Suivez la situation en direct avec ICI Normandie.

2.200 agents d'Enedis mobilisés

Les vents ont soufflé très fort dans la nuit de jeudi à vendredi sur une large partie de la Seine-Maritime et de l'Eure. **Une rafale a été enregistrée à 156 km/h sur la pointe de la Hève**, 154 km/h à Fécamp, 126 km/h à Dieppe et à Yvetot, 117 km/h du côté du viaduc de la Risle.

La préfecture évoque un phénomène de "vagues-submersion" particulièrement marqué à Etretat et à Fécamp, où de nombreux dégâts, notamment sur le front de mer, sont à déplorer, mais cette tempête n'a fait **aucune victime en Seine-Maritime**.

Les promenades sur les fronts de mer et les falaises à Etretat et à Fécamp sont interdites ce vendredi soir.

Les équipes d'Enedis sont aussi sur le pont. **Dans la Seine-Maritime, 33.000 clients étaient encore sans électricité à 18h, 22.000 dans l'Eure**. Toutes les équipes sont à pied d'œuvre pour tenter de rétablir la situation au plus vite. *"Nous avons plus de 2.200 personnes sur le terrain, des renforts sont arrivés"*, a indiqué Hervé Champenois, directeur technique et directeur de crise

d'Enedis.

Au plus fort de la crise, environ 100.000 foyers n'avaient plus d'électricité en Seine-Maritime et dans l'Eure

Michelle, habitante du pays de Bray, n'a plus d'électricité chez elle
© Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Des équipes venues d'autres régions ont rejoint les unités locales de Bretagne et de Normandie pour accélérer les dépannages. Depuis la tempête de 1999, Enedis s'appuie sur la Force d'intervention rapide Électricité (FIRE), qui réunit techniciens et matériel, pour faire face à ce type d'événements météorologiques majeurs.

"Nous sommes sur le diagnostic et sur le positionnement des équipes pour engager les dépannages. On va avoir des interventions toute la journée", a-t-il ajouté, précisant qu'Enedis a attendu "la fin de l'événement" pour commencer à intervenir en toute sécurité.

Dans l'Eure, 21.000 abonnés au réseau **Bouygues - SFR** étaient privés de téléphonie mobile ce vendredi soir.

500 interventions des pompiers

Entre jeudi soir et vendredi soir, **les pompiers de la Seine-Maritime sont intervenus 500 fois**, pour des chutes d'arbres, des dégradations d'habitations ou des opérations d'assèchement de bâtiments inondés. Il y a aussi eu 50 interventions des forces de l'ordre, principalement pour des obstacles sur la route. Il y a également eu 500 interventions pour dégager des chutes d'arbres, notamment sur les routes départementales.

Il y a eu, dans l'Eure, 94 interventions des pompiers, notamment pour des chutes d'arbres ou des toitures endommagées. Il a également fallu **sauver un cheval dans un hangar** s'étant écroulé, à Treis-Sants-en-Ouche.

Des dégâts sur le littoral

À **Fécamp**, les vagues sont largement passées au-dessus de la digue. Du mobilier urbain a été projeté, des bancs et des blocs de granite de plus de 600 kg.

La tempête a projeté du mobilier urbain à Fécamp © Aucun(e) - Le Phare à Images

Plus bas sur la côte, à **Étretat**, les barrières qui longent la plage ont été détruites, même chose pour le poste de secours. Le casino lui aussi n'a pas été épargné : *"La devanture est totalement cassée, et*

les galets amenés par l'eau ont décollé la moquette", indique André Baillard, le maire de la commune.

La préfecture évoque *"des dégâts matériels importants, des habitations fragilisées, des voiries encombrées par des galets et des débris"*, précisant qu'un dispositif d'appui psychologique a été activé par la mairie à destination des habitants impactés.

La devanture du casino d'Étretat a été totalement cassée, et la moquette décollée par l'eau et les galets © Radio France - Christine Wurtz

La Ville du Havre a pris un arrêté pour interdire temporairement l'accès et le stationnement sur la digue Nord, jusqu'à ce que les conditions météorologiques et l'état du cheminement piéton soient compatibles avec sa réouverture. L'accès aux plages de Dieppe, du Tréport, d'Yport et Fécamp est également restreint.

Les ponts de Tancarville, de Brotonne et de Normandie ont pu rouvrir à la circulation ce vendredi matin.

Des vents violents

Des vents violents ont été relevés au Havre (156 km/h), à Fécamp (154 km/h), à Dieppe et Yvetot (126 km/h) [sans égaler les valeurs à Cherbourg-en-Cotentin, où un record absolu a été battu](#) (161 km/h), ni dans le Val de Saire (216 km/h).

Globalement, *"sur la Normandie, la tempête Goretti est globalement comparable à la tempête Ciarán de novembre 2023, mais n'atteint pas les valeurs de la tempête de 1987"*, [affirme Météo France](#) qui précise que l'on *"peut également trouver des similitudes entre Goretti et les tempêtes Aurore (octobre 2021), Daria (janvier 1990), Herta (novembre 1983), ou encore la tempête non nommée de novembre 1984."*

Record de rafales en Seine-Maritime © Radio France

De nombreux arbres sont tombés suite aux vents violents dans le secteur d'Incheville en Seine-Maritime. © Aucun(e) - Ornella Fos

Une toiture s'est effondrée du côté de Fécamp. © Aucun(e) - Helene Legris

Établissements scolaires fermés en Seine-Maritime

Le préfet de la Seine-Maritime a pris [un arrêté pour fermer tous les établissements scolaires ce vendredi](#). Une communication a été faite aux parents jeudi. La Direction des services départementaux de l'Éducation nationale a décidé du renvoi dès jeudi après-midi de tous les internes chez eux.

Les [transports scolaires restent à l'arrêt ce vendredi](#) en Seine-Maritime. Dans l'Eure, les transports scolaires NOMAD sont suspendus dans une partie du département uniquement, dans le secteur de Bernay, mais **les établissements restent ouverts**.

Le toit de l'école Michelet de Sotteville-lès-Rouen abîmé par la tempête Goretti. © Radio France - DR

Reprise progressive des trains

La [circulation des trains est restée interrompue sur l'ensemble des lignes normandes depuis jeudi](#) soir, jusqu'à ce vendredi soir. A 15h, plus de 500 incidents avaient été recensés, des arbres tombés, des branches ou des objets divers (piscine gonflable, lampadaire, tôles, abri de jardin) sur les voies.

La reprise du trafic est progressive ce vendredi soir entre Paris, Rouen et Yvetot, entre Dieppe et Rouen et entre Rouen et Caen.

Les trains entre Rouen et Amiens ne rouleront pas avant samedi 10 janvier au matin. Ce sera encore plus tard, pas avant dimanche 11 janvier, au matin, entre Yvetot et Le Havre, donc entre Le Havre et Paris, et entre Bréauté et Fécamp.

Les équipes de la SNCF sont à pied d'œuvre pour dégager les voies des chemins de fer. Ici sur la ligne Rouen-Dieppe. ©
Aucun(e) - SNCF

Tempête Goretti au Havre et dans sa région : le point après son passage

Arnaud Rouxel avec la rédaction

6-7 minutes

Quelques heures après le passage de la tempête Goretti en région havraise, où un pic de vitesse de vent a été enregistré, tour d'horizon des conséquences du violent épisode météo au Havre et en pointe de Caux.



Par Arnaud Rouxel avec la rédaction

Publié: 9 Janvier 2026 à 16h01 Temps de lecture: 1 min

Après la neige et le verglas, qui ont beaucoup perturbé les transports entre lundi 5 et mercredi 7 janvier 2026, est arrivé la tempête, dès jeudi 8 janvier, au soir. « *Nous n'avons pas constaté de gros dégâts. Et tant mieux. Les dispositions prises en amont ont été efficaces et la population raisonnable* », explique la Ville du Havre ce vendredi 9 janvier 2026 au matin. [Le plus gros de la tempête Goretti](#), qui a saboté des milliers de sommeils et soufflé nombre d'objets, est passé. Mais des agents municipaux continuent de faire le tour des rues de la cité Océane.





Après la neige du début de semaine (ici dans le secteur des docks Vauban, au Havre), la tempête... - Romain Huynh/Paris Normandie



Après la neige du début de semaine (ici à Manéglise), la tempête...

« Avec la neige en début de semaine, le travail avait déjà été compliqué »

Un ripeur

Ici et dans l'agglomération, de nombreux conteneurs à déchets ont été renversés. Une charge de travail en plus pour les ripeurs, dont les ramassages ont pris du retard. « *Avec la neige en début de semaine, le travail avait déjà été compliqué*, explique l'un d'eux, en ville haute. *On n'a pas pu œuvrer mardi. Et aujourd'hui, on a dû commencer à 8 h au lieu de 5 h* ».





Les vélo électriques en location au Havre ont aussi été sérieusement bousculés par la tempête (ici cours de la République). - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

Quelques bâtiments communaux, comme certains commerces, ont subi des bris de vitre. Des câbles électriques aériens se sont décrochés.



Rue Colette à Sanvic, au Havre, un câble s'est décroché du réseau aérien. Ne surtout pas s'en approcher, rappellent régulièrement les autorités.

En de très nombreux endroits, des branches ont cédé. Et parfois, comme à l'est de l'avenue Foch, non loin de la place de l'Hôtel-de-Ville, c'est un arbre qui a été déraciné par la force des vents.



Avenue Foch, au Havre, un arbre déraciné. - Arnaud Rouxel/Paris

Un pic de vitesse de vent au cap de la Hève



Dans le port de plaisance du Havre, des bateaux échoués sur les roches. - Arnaud Rouxel/Paris Normandie

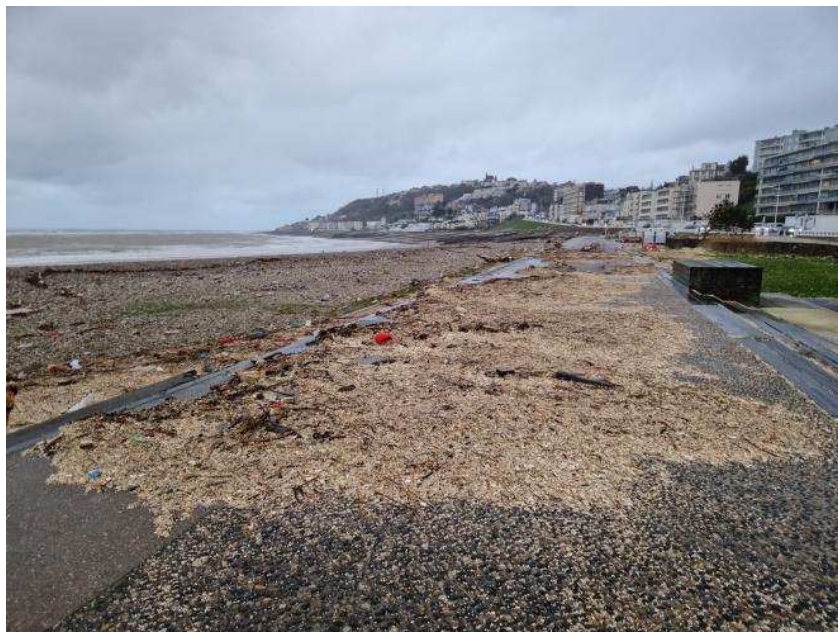
Dans le port de plaisance du boulevard Georges-Clemenceau, les amarres de deux bateaux ont cédé. Ils ont été poussés loin des pontons. Et même hors de l'eau, jusque sur les hauteurs des blocs de pierre de l'extrémité sud l'anse de Joinville, près de la station de la SNSM.



Pour un restaurateur, une mauvaise surprise : la rambarde de la Croisette, face à la plage du Havre, n'a pas résisté au vent. - Arnaud Rouxel/Paris Normandie

Plus loin, face à la plage, la rambarde du bar-restaurant La

Croisette n'a pas résisté. Le littoral a été souillé depuis la mer jusqu'au-delà de la digue-promenade.



L'estran et la digue-promenade de la plage du Havre souillés par Goretti. - Arnaud Rouxel/Paris Normandie

Encore en bord de Manche, à Sainte-Adresse, promenade François-Lebel, les galets ont jailli jusqu'au pied des immeubles. Et des morceaux de muret se sont effondrés. Un pic à 156 km/h aura été enregistré au cap de la Hève au cœur de la nuit, symbolisant l'intensité du phénomène météo.

Coupures d'électricité

En campagne, ce sont surtout les coupures d'électricité qui ont marqué les esprits. Notamment à Criquetot-l'Esneval, à Oudalle, à la Cerlangue ou à Sainte-Marie-au-Bosc. Ou des chutes d'arbre bloquant des routes, comme rue du Général-de-Gaulle, à Manéglise.

Les parcs de Montgeon, de Rouelles et les cimetières du Havre, resteront fermés tout le week-end, indique la Ville.

Lire aussi

[Comédiens de la Lézarde : le jubilé de la troupe à Montivilliers et Harfleur en janvier-février 2026](#)

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Le Havre. Un nouveau pressing vient d'ouvrir ses portes quartier Danton](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Photos] Etretat. Le casino dévasté par la tempête Goretti, le village interdit aux promeneurs

Célia Caradec

2-3 minutes

[Le passage de la tempête Goretti](#), dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026, a été dévastateur pour le front de mer d'Etretat. Le vent a soufflé très fort "de minuit à 4h du matin" relate André Baillard, le maire de la cité balnéaire, qui a déclenché le plan communal de sauvegarde dans la nuit. *"A 1h58, il y a eu une coupure générale d'électricité. Il a fallu se mobiliser pour reconnecter au plus vite les endroits stratégiques comme la mairie, le centre de secours"*, poursuit le maire.

"Ils ont eu la peur de leur vie"

Ce n'est vraiment qu'au lever du jour que les autorités et les habitants ont découvert l'ampleur des dégâts. *"Toute la devanture du casino est complètement détruite, il y a des galets à l'intérieur, ils ont emporté la moquette, la mer a balancé les fauteuils, etc. Les propriétaires ont eu la peur de leur vie"*, relate André Baillard. La police municipale et la gendarmerie assurent la surveillance du site.

André Baillard - maire d'Etretat



0:00 / 0:42

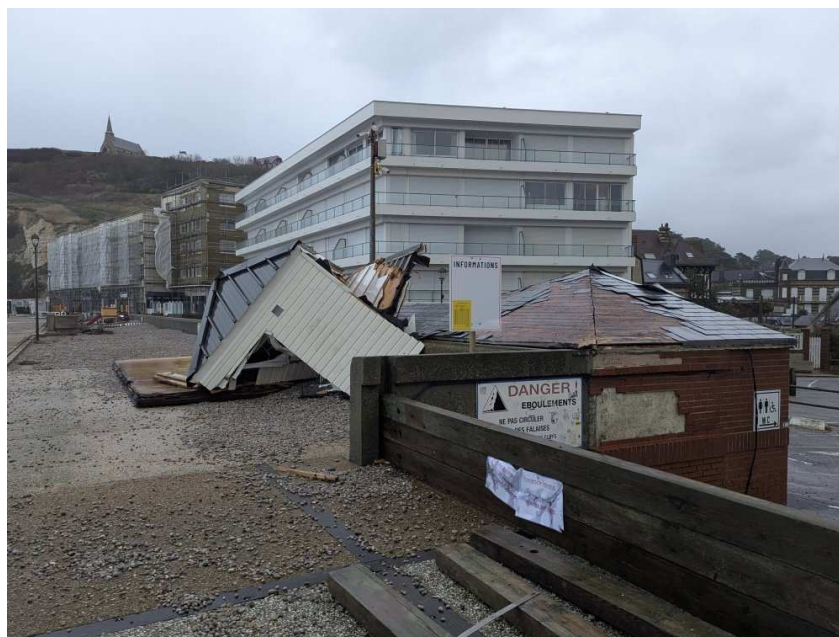


Des fragments de terrasses, de mobilier urbain, des galets ont envahi les rues de la ville. *"La tempête a englouti le premier rang du littoral"*, souligne Eric Jouane, directeur du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 76).



Les traces de la tempête sont partout à proximité du front de mer. -
Célia Caradec

A l'intérieur du village, une maison a été très endommagée par [la chute d'un arbre](#). L'occupante sera relogée à la résidence autonomie.



Nombre de bungalows et divers mobiliers urbains se sont envolés. -
Célia Caradec

Si la tempête est passée, les autorités appellent toutefois à la plus grande prudence. *"Il y aura du vent toute la journée, il ne faut surtout pas s'aventurer sur les plages, les digues ou les falaises qui peuvent être fragilisées"*, rappelle Elsa Pépin, sous-préfète du Havre. Pour André Baillard, c'est clair : *"le village est interdit"* aux promeneurs, *"les bains de mer sont interdits, les falaises sont interdites"*, jusqu'à nouvel ordre.



La place Alphonse Karr est méconnaissable. - Célia Caradec

Normandie. Tempête Goretti : 92 000 clients encore privés d'électricité ce matin, Enedis a mobilisé 3000 techniciens

Justine Carrère

~2 minutes

Le passage de la tempête Goretti en Normandie, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier, a causé d'importants [dégâts](#). Samedi 10 janvier au matin, Enedis a indiqué que 92 000 clients en Normandie n'ont toujours pas d'électricité.

- **A lire aussi.** [Cherbourg. Le toit du collège des Provinces touché par la tempête Goretti](#)

Combien de clients concernés ?

Dans son dernier bilan partagé samedi 10 janvier au matin, Enedis a indiqué que 20 000 clients étaient encore privés d'électricité dans le Calvados. Dans l'Eure, ce sont 11 500 clients, dans la Manche, 35 000 clients, dans l'Orne, 10 500 clients et en Seine-Maritime, 15 000.

Dans son communiqué, Enedis a indiqué avoir "*déclenché sa Force d'Intervention Rapide Electricité (FIRE)*". Des techniciens en provenance de toute la France ont rejoint les régions les plus impactées. Près de 3 000 techniciens dont 2 200 techniciens Enedis et 800 salariés prestataires sont mobilisés sur le terrain.

Si vous êtes face à une situation d'urgence, contactez le Centre d'Appel Dépannage d'Enedis au 09 726 750 + XX (ajouter les deux chiffres de votre département). Le Centre d'Appel Dépannage d'Enedis est accessible 24h/24 et 7j/7 par téléphone.

Après le passage de la tempête Goretti, encore 4100 foyers privés d'électricité en Seine-Maritime

3–4 minutes

La tempête Goretti a fait beaucoup de dégâts matériels en Seine-Maritime, dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026. Notamment sur le réseau électrique en Seine-Maritime.

Sur le même thème

[Électricité](#)

[panne](#)

[Tempête Goretti](#)



Dehors s'entassent déjà tapis, moquette et tout le matériel rendu inutilisable. (©illustration Marie Lemaistre)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 11 janv. 2026 à 10h03

[Tout rentre dans l'ordre](#) peu à peu après le [passage de la tempête Goretti](#), dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026. Mais l'attente est longue pour les personnes privées d'électricité. **4 100 clients d'Enedis** sont encore concernés en [Seine-Maritime](#), dimanche 11 janvier au matin.

7 000 clients samedi soir, 4 100 dimanche matin

Samedi 10 janvier au soir, Enedis et la Préfecture de Seine-

Maritime annonçaient encore **7 000 foyers privés d'électricité** sur le département. « Ce samedi soir à 18 h, Enedis a réalimenté 90 % des clients privés d'électricité », annonçait Enedis. Ce dimanche matin, Enedis déclare que ce nombre **est descendu à 4 100 clients**.

En revanche, concernant la SNCF, la **circulation des trains a repris son cours normal** en Normandie. « Quelques adaptations et retards pourront parfois subsister, nous vous recommandons donc de vérifier la circulation de votre train avant de vous rendre en gare », prévient tout de même la SNCF sur ses réseaux sociaux.

Sur les autres départements de Normandie on compte également de nombreux foyers encore privés d'électricité : **9 900 dans la Manche**, 4 100 dans le Calvados, 3 800 dans l'Eure et 1 100 dans l'Orne, soit 23 000 clients sans électricité sur la région ce dimanche matin.

« Les équipes [d'Enedis sont pleinement mobilisées](#) et missionnent des **techniciens d'intervention rapide venus de toute la France** vers les régions les plus impactées jusqu'au retour à la normale », indique la Préfecture. « 3 000 techniciens dont 2 200 techniciens Enedis et 800 salariés prestataires sont mobilisés sur le terrain », précise Enedis. Sans oublier **850 conseillers clientèle** basés en France pour répondre aux clients par téléphone.

Na jamais toucher aux fils tombés à terre

Enedis rappelle les **mesures de sécurité** à respecter :

Vidéos : en ce moment sur Actu

- Ne jamais toucher à des fils tombés à terre,
- Signaler toute anomalie (fils électriques trop bas ou à terre, poteaux endommagés...),
- Ne jamais toucher à un objet en contact avec une ligne électrique,
- Respecter les zones de danger balisées
- En cas d'utilisation d'un groupe électrogène individuel, le placer à l'extérieur de l'habitation et penser à couper le disjoncteur

En cas d'urgence, le centre d'appel dépannage Enedis est joignable en permanence au 09 726 750 76.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre](#)

Encore 23 000 foyers privés d'électricité en Normandie, après le passage de la tempête Goretti

Bénédicte Charles-Munch

5-6 minutes

Ce dimanche 11 janvier 2026, deux jours après le passage de la tempête Goretti sur la Normandie, dans la nuit de jeudi à vendredi, 23 000 foyers restent privés d'électricité dans la région.



Ce dimanche matin 11 janvier 2026, en Normandie, 23 000 foyers sont encore privés d'électricité, après le passage de la tempête Goretti, dans la nuit de jeudi à vendredi. | THOMAS BRÉGARDIS / OUEST-FRANCE

Publié le 11/01/2026 à 12h26

Après le passage de la tempête Goretti, en Normandie, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026, 23 000 foyers n'ont toujours pas retrouvé de courant, ce dimanche 11 janvier, selon un nouveau point d'Enedis, cette matinée.

Lire aussi : [Entre la tempête Goretti et la fonte des neiges, les nappes phréatiques seront-elles rechargées ?](#)

Dans la Manche, ils sont encore 9 900 sans électricité, 4 100 dans le Calvados, et même chose en Seine-Maritime. Dans l'Eure, 3 800 foyers sont toujours sans courant et 1 100 dans l'Orne.

[Samedi à 18 h, 36 700 foyers normands devaient encore s'éclairer à la bougie.](#)

3 000 techniciens sur le terrain

Rappelons qu'après le passage de Goretti, vendredi au lever du jour, 266 200 clients Enedis n'avaient plus de courant. L'entreprise a alors déclenché sa Force d'intervention rapide électricité (FIRE) avec des techniciens venant de toute la France. 3 000 techniciens dont 2 200 techniciens Enedis et 800 salariés prestataires sont mobilisés sur le terrain.

Face à une situation d'urgence, le centre d'appels de dépannage d'Enedis est joignable 24 heures/24 ; 7j/7 au

09 726 750 76.

Seine-Maritime. Tempête Goretti : 2 900 personnes sont toujours privées d'électricité

Ghislain Annetta

1-2 minutes

La Seine-Maritime n'en a pas terminé avec les stigmates de la tempête Goretti qui a déferlé dans la nuit du jeudi au vendredi 9 janvier. Ce dimanche 11 janvier à 18 heures 2 900 clients sont toujours privés d'électricité en Seine-Maritime. En Normandie, 2 400 foyers n'ont pas de courant dans le Calvados, 1 850 dans l'Eure, 5 850 dans la Manche et 300 dans l'Orne.

95 % des clients réalimentés

Enedis estime avoir réalimenté 95 % des clients privés d'électricité depuis les vents violents qui ont soufflé à plus de 200 km dans la Manche et plus de 150 km en Seine-Maritime. L'entreprise a déclenché sa Force d'Intervention Rapide Electricité (FIRE), des techniciens en provenance de toute la France ayant rejoint les régions les plus impactées.

3 000 techniciens dont 2 200 techniciens Enedis et 800 salariés prestataires sont mobilisés sur le terrain. Les effectifs des centres d'appels et dépannage (CAD) ont également été renforcés.

Tempête Goretti : encore des foyers sans électricité dans le pays de Caux et des problèmes d'eau !

Mireille Loubet-Anquetil

5-6 minutes

Les conséquences du passage de la tempête Goretti du 9 janvier 2026 se prolongent avec des effets parfois inattendus. Après l'électricité, les approvisionnements en eau sont aussi parfois difficiles notamment sur la presqu'île de Brotonne.



Depuis samedi 10 janvier 2026, les habitants de la presqu'île de Brotonne doivent limiter leur consommation en eau



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 11 Janvier 2026 à 12h01 Temps de lecture: 1 min

La [tempête Goretti](#) a mis à terre de nombreux poteaux électriques privant d'énergie de nombreuses habitations. La situation s'améliore un peu partout en Seine-Maritime mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. À Touffreville-la-Corbeline,

Écretteville-lès-Baons par exemple, les derniers raccordements semblent avoir été effectués samedi 10 janvier 2026 en fin de journée après une longue attente.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Dans un message diffusé dimanche 11 janvier 2026 via [l'application Panneau Pocket](#), [la municipalité d'Hattenville](#) signalait que des foyers, dans deux secteurs de la commune, étaient encore privés d'électricité, annonçant un probable retour à la normale seulement à 23 h dimanche soir.

À Duclair, encore une trentaine de maisons (en direction de Barentin) n'étaient pas encore reconnectées au réseau, la mairie a donc, comme la veille, ouvert la salle Marcel-Vot jusqu'à 14 h dimanche 11 janvier 2026 offrant des boissons chaudes à disposition et permettant aux habitants de venir recharger leurs téléphones portables.

L'eau portable manque parfois sur la presqu'île

Mais la tempête en interrompant l'alimentation électrique de façon prolongée a aussi des conséquences sur la distribution de l'eau potable. Dès samedi 10 janvier 2026, la société STGS 76 informait les communes connectées à son réseau de la presqu'île de Brotonne que le château d'eau du Fayel à Arelaune-en-Seine n'était plus alimenté en électricité.

Les communes de Vatteville-la-Rue, Arelaune-en-Seine, Heurteville notamment ont transmis des messages à leurs habitants pour leur demander de diminuer leur consommation d'eau. Dans la nuit de samedi à dimanche 11 janvier 2026, les châteaux d'eaux de la Presqu'île ont pu se remplir mais tant que l'électricité n'est pas rétablie sur ces équipements, le fonctionnement reste en mode dégradé et la pression pourrait baisser aux robinets. La population est donc toujours appelée à la solidarité en réduisant sa consommation.

Lire aussi

[François Martot pilier de la restauration du manoir du Fay d'Yvetot était « un boulimique d'engagement »](#)

[Rallye-Raid – Dakar 2026 : l'Émanvillais Delaunay pense le podium « encore jouable »](#)

[« C'est la Ligue 2 du football, mais en BMX » : qui sont les jeunes de la DN2 de Bolbec-Nointot ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Tempête Goretti. Mobiliers urbains arrachés, restaurants touchés... à Fécamp, de gros dégâts sur la plage

Suzelle Gaube avec correspondant

7-8 minutes

Le vent a soufflé jusqu'à 160 km/h à Fécamp dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026. La tempête Goretti a essentiellement fait de nombreux dégâts dans le secteur de la plage.



Par Suzelle Gaube avec correspondant

Publié: 9 Janvier 2026 à 17h09 Temps de lecture: 2 min

Des bancs publics installés initialement sur la plage que l'on retrouve dans les rues adjacentes, à Fécamp. Des lampadaires à terre sur le front de mer. Un amoncellement de galets boulevard Albert-Ier et dans tout le secteur de la plage. De nombreux blocs de granit arrachés de leur emplacement le long de la promenade... et que l'on retrouve en plein milieu de la promenade voire sur la chaussée. Des jeux d'enfants arrachés...

Des dégâts « impressionnants »

Les dégâts de la [tempête Goretti](#) – avec des vents à 160 km/h à Fécamp – sont « *impressionnants* » de paroles de rares Fécampoises se hasardant sur le front de mer, dans la matinée de vendredi 9 janvier 2026. « *Je ne pensais pas que ça allait avoir cette force-là*, témoigne Frédéric, un riverain, alors qu'il marche boulevard Albert-Ier, avec son voisin d'en face, David. *Il y avait déjà eu la tempête en 2023, mais ça n'avait pas été aussi important. Je me souviens aussi d'une grosse tempête en 1990. Les maisons avaient été inondées.* » Mais cette fois-ci, la tempête n'a pas engendré

beaucoup d'inondations à Fécamp. Quelques sous-sols ont été inondés, et surtout un parking situé quai de la Vicomté, à quelques pas de la plage. Les pompiers ont œuvré pour pomper la quantité importante d'eau qui s'y est accumulée.



Situées boulevard Albert-Ier, des portes de maisons ont été enfoncées par le vent et l'eau de mer. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

Un vent si fort qu'il a cassé des portes de maison

Sur le front de mer, on peut aussi constater quelques maisons dont les portes ont été abattues par le vent, qui s'est alors engouffré dans les logements. C'est le cas de celui d'un couple, resté à l'étage de leur habitation, indique Jean-Mary Demondion, adjoint au maire : « *On avait du monde pour s'occuper d'eux.* »

Boulevard Albert-Ier, au-delà du vent, c'est aussi une submersion marine qui s'est produite. Un torrent d'eau de mer a dévalé le boulevard, comme la rue de la Plage située à proximité, décrivent plusieurs riverains comme Jean-Marie, dont la porte de garage a « *explosé* » à 3 h sous « *l'intensité rarement vue* » de l'eau et du vent. Eric, qui habite rue de la Plage, a été réveillé par l'eau qui dévalait la rue : « *On s'est mis à la fenêtre et on a vu le torrent d'eau*, témoigne-t-il impressionné. *Il devait y avoir environ 30 centimètres d'eau. On a, par contre, à peine été inondé* ».

La cabane des sauveteurs renforcée par 4 tonnes de béton

Côté restaurants situés sur la plage, les structures métalliques matérialisant la terrasse en face des établissements Le Pavillon et La Plage – dont la vitrine a explosé – ont été en partie arrachées.

Au lendemain de la nuit de tempête, plusieurs personnes s'attelaient à enlever la structure abîmée. La terrasse du restaurant Le Red Rock a également été impactée.

Concernant la promenade, des lampadaires ont été arrachés. Une grande partie des bordures, sous forme de bloc de granit : « *C'est du jamais vu* », témoigne Jean-Mary Demondion. Il poursuit : « *On avait renforcé la cabane des sauveteurs avec 4 tonnes de blocs de béton pour ne pas qu'elle recule* », mais ça n'a pas suffi... « *C'est au-delà de ce qu'on avait imaginé. Quand on voit l'état de toute la digue promenade, c'est pratiquement un spectacle de guerre.* » Vers 3 h – 4 h, « *le vent qui venait sud-ouest a brutalement changé en plein ouest, donc carrément de face* » : un changement de direction qui serait la cause de tous ces dégâts selon l'adjoint au maire.

La priorité : « Rouvrir les axes de circulation »

Sur le port, aucun dégât majeur n'a été constaté, selon la capitainerie contactée dans la matinée : seules quelques amarres ont été cassées, et des passerelles ont été déplacées. Le local de [l'Association des pêcheurs plaisanciers de Fécamp](#) (AFFP) a vu sa porte enfoncée : 200 kilos de galets s'y étaient engouffrés, témoigne le président, Eric Donis.

Dans la matinée du vendredi 9 janvier 2026, la priorité était « *de rouvrir les axes de circulation* », indique Jean-Mary Demondion. D'ailleurs, « *tous nos espaces verts et élagueurs ont travaillé dès 1 h. Ils ont fait un boulot extraordinaire*, se satisfait David Roussel, le maire. *De nombreux arbres s'étaient en effet couchés sur l'avenue de Lattre de Tassigny, reliant la ville à l'hôpital. Ce qui fait que l'axe n'a jamais été coupé réellement.* » Toute la journée, les agents de la Ville munis d'engins de chantier, renforcés par six membres de la [réserve communale de sécurité civile](#), ont contribué à dégager les galets qui jonchaient le boulevard Albert-Ier et les rues aux alentours.

Autre commune côtière du secteur, Yport n'a pas été touchée par la tempête, indique son maire Philippe Capron, contrairement aux communes alentour qui ont notamment été touchées par des chutes d'arbres et des coupures d'électricité.

Lire aussi

[Football : l'USF Fécamp vise la montée et relance une équipe féminine](#)

[Fécamp. Un incendie se déclare dans un restaurant, une octogénaire incommodée par les fumées secourue](#)

[Photos] Tempête Goretti. "Comme si une tornade était passée" : cinquante arbres ont été balayés au château d'Etelan

Ghislain Annetta

3-4 minutes

"Dès que j'ai entendu les premières fortes rafales, j'ai compris que les bruits n'étaient pas habituels". Alors, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier, Marc Boudier qui vit non loin de la propriété familiale du château d'Etelan, à Saint-Maurice-d'Etelan, a tenté d'apercevoir l'ampleur du phénomène de la tempête Goretti.

"J'avais bien observé que l'œil de cette sorte d'ouragan s'approchait de nos côtes", glisse-t-il. Mais à part, l'inquiétante *"danse des arbres"*, il n'a pu mesurer l'ampleur des dégâts. C'est seulement le matin qu'il a compris... *"Un voisin m'a appelé vers 7h30. Un arbre d'un de nos deux bois, appelé 'La Chênaie' est tombé sur la rue du Parc, c'est la route qui passe entre Saint-Maurice et Norville".* Dans ce massif, composé comme son nom l'indique en grande majorité de chênes, une quinzaine de végétaux ont chuté.



C'est notamment dans le bois, nommé "La Garenne", que le souffle

infernale de Goretti s'est acharnée. - Ghislain ANNETTA

- **A lire aussi.** [\[Photos\] Etretat. Le front de mer de la cité balnéaire dévasté par la tempête Goretti](#)

"Lors d'une tempête classique, nous dénombrons trois ou quatre chutes. Mais une cinquantaine, cela fait beaucoup"

Mais c'est dans l'autre bois de la propriété, nommé "La Garenne" que le souffle infernal de Goretti s'est acharné. Vendredi après-midi, la superbe allée cavalière, qui trace du château vers l'église du village sur un kilomètre, est jonchée de troncs et branches sur le sol. *"J'ai prévu de débiter moi-même ce que je pouvais. Mais pour les plus gros, je vais devoir faire appel à des élagueurs professionnels"*, souligne Marc Boudier, arpentant le parc en mini-tracteur. Au moment où notre journaliste quitte les lieux, il empoigne sa tronçonneuse pour s'attaquer à un hêtre, écroulé non loin du chemin qui mène à l'entrée du château. *"Des noyers, des châtaigniers, des frênes, des marronniers, des sycomores, des platanes, etc."*, énumère-t-il. Il paraît touché par la situation.

"Lors d'une tempête classique, nous dénombrons trois ou quatre chutes. C'est normal. Les arbres les plus fragiles ne résistent pas. Mais une cinquantaine, cela fait beaucoup", justifie-t-il. Et cela réveille un triste souvenir. *"Lors de la tempête du 26 décembre 1999, 800 arbres étaient tombés ; il y en avait partout"*.



"C'est un peu comme si une tornade était passée", constate Marc Boudier. - Ghislain ANNETTA

"Un phénomène exceptionnel"

Cette fois, Goretti n'a pas sévi de manière uniforme. Elle s'est

concentrée sur cinq endroits. *"Un peu comme si une tornade était passée"*, constate Marc Boudier. *"Nous avons eu à faire à un phénomène exceptionnel avec des vents venus du sud-ouest, ce qui n'est pas habituel ici. Les racines ne sont pas adaptées à ça. De plus, après l'épisode de neige du début de semaine, la terre était très humide"*. Le cocktail idéal pour fragiliser des végétaux pourtant imposants... Quant au tilleul quadricentenaire, proche du château, déjà abîmé par de précédentes rafales, il sera confié à un spécialiste, Maxime Lemonnier. *"Il dira comment l'élaguer pour qu'il retrouve son équilibre"*, conclut Marc Boudier.



"Des noyers, des châtaigniers, des frênes, des marronniers, des sycomores, des platanes, etc.", énumère le représentant de la famille propriétaire. - Ghislain ANNETTA

Front de mer dévasté, maisons inondées, des tonnes de galets à déblayer : à Fécamp, la tristesse et la solidarité après la tempête

Écrit par Sylvie Callier

5-6 minutes

La tempête Goretti a soufflé à 157 km/h dans la cité des Terreneuvas la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 janvier 2026. Les galets ont pilonné la promenade de la plage et des commerces. Une vague de submersion marine a ensuite déferlé dans les rues et inondé caves et maisons. Les agents communaux et les bénévoles de la réserve communale sont sur le pont.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ce vendredi matin, à Fécamp (Seine-Maritime), le lever du jour a dévoilé l'ampleur des dégâts et aussi la puissance de la tempête Goretti. Elle a soufflé à 157 km/h au cap Fagnet, les vagues ont atteint 6 mètres de haut.

Des tonnes de galets sont devenus des projectiles. Il sont éparpillés sur le boulevard de la plage mais aussi dans les petites rues adjacentes. La digue promenade est ravagée.

Des commerces, parmi lesquels de nombreux restaurants, ont eu leurs terrasses et leurs vitrines brisées. La ville ne recense aucun blessé (NDLR : à l'heure de publication de cet article).

Les chaises, les bancs, des éléments en béton se sont envolés. C'est impressionnant, on aurait presque cru la fin du monde.

[De nombreux commerces ont eu leurs vitrines et terrasses brisées par les projections de galets à Fécamp. • © A. Develay/France](#)

Télévisions

Fécamp a affronté la tempête puis l'inondation due au [phénomène vagues submersion marine](#). La plupart des habitants connaissent cet enchainement désastreux. Beaucoup se souviennent de la grande inondation de la [tempête de 1999](#).

En passant dans les petites rues derrière le front de mer, on peut remarquer des planches fixées devant les portes "au cas où" pour faire barrage à l'eau.

Mais Carine, arrivée depuis seulement deux ans à Fécamp, a été surprise en pleine nuit par l'irruption de l'eau dans sa maison.

À 2h du matin je me suis levée. J'avais de l'eau partout dans ma pièce de vie. Dans la rue, j'ai vu le torrent qui arrivait des deux côtés, ils se sont rejoints. Cela faisait une grande vague qui est arrivée jusqu'à ma porte.

Carine, habitante de Fécamp

VIDEO- Reportage de B. Drouet, E. Leconte, A. Develay, et images de France 2.

durée de la vidéo : 00h01mn33s



Dans la cité des Terre Neuvas, la tempête Goretti a soufflé à 157 km/h, les projections de galets ont pilonné la promenade de la plage et des commerces. Une vague de submersion marine a ensuite déferlé dans les rues et inondé caves et maisons. Les agents communaux et les bénévoles de la réserve communale sont sur le pont. • ©E. Leconte/ B. Drouet/ A. Develay/ Y. Relat/ France 2/ France Télévisions

Une image frappe les esprits, des portes d'entrée béantes. Une habitante qui était descendue au rez-de-chaussée dans la nuit pendant le passage de la tempête raconte, stupéfaite : " *J'ai ouvert la lumière et j'ai vu la porte qui est tombée*".

[La porte d'entrée d'une maison près du front de mer a été brisée](#)

[Télévisions](#)

Le jour d'après est triste. Il fait froid et humide, les bourrasques de vent semblent ne pas vouloir cesser. Fécamp est une ville solidaire. Des artisans du bâtiment sont venus prêter main forte aux commerçants et habitants sinistrés.

Les services techniques de Fécamp sont sur le pont. La ville peut aussi compter sur la [réserve communale](#) de la sécurité civile. Ces habitants volontaires et bénévoles interviennent à la demande du maire en cas de crise.

Ce vendredi soir, la mairie de Fécamp informait les habitants d'une première bonne nouvelle, l'électricité est revenue dans tous les foyers.

En revanche, la cérémonie des vœux pour 2026 est annulée. Le maire appelle les "curieux" à ne surtout pas venir ce week-end dans la ville qui panse ses plaies.

"On se relève toujours" : la solidarité s'organise pour redonner vie aux locaux de ce club de sport, inondés après la tempête Goretti

Écrit par Mélisande Queïnnec

3-4 minutes

Après le passage de la tempête Goretti, qui a frappé la Normandie dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026, l'heure est à l'évaluation des dégâts. À Dieppe, les locaux d'un club de kempo (un art martial), situés près de la plage, ont été complètement inondés. Ainsi, des adhérents se mobilisent pour leur redonner vie.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Raclette ou sac-poubelle à la main, ils étaient nombreux, ce samedi, à déblayer les locaux du club Kempo Fight 76, une association spécialisée dans cet art martial. *"Ça aide le club, il faut être tous ensemble, solidaires"*, résume Clément, un adhérent, décidément prêt à se retrousser les manches.

Les deux filles d'Émilie s'entraînent ici. Alors pour leur mère, *"c'est normal de rendre service"*. Elle confie avoir découvert la salle inondée avec stupéfaction. *"Non, du tout, du tout. On a vu des photos, mais en vrai, ce n'est pas pareil du tout... Ça fait peur, même."*

Plusieurs vagues ont frappé l'entrée de la salle lors de la tempête. L'une d'elles s'est engouffrée par un atelier mitoyen, charriant avec elle des coquillages, des morceaux de bois, des gravats... *"Ça nous tue. Vous voyez les dégâts que la mer peut faire ?"* Déploire Fabrice, un autre adhérent, assurant néanmoins : *"on se relève"*

toujours".

Le reportage de Grégory Archiapati et Bruno Belamri :

durée de la vidéo : 00h01mn23s



Dans ce club d'arts martiaux, la solidarité s'organise • ©France 3 Normandie

On commence mal l'année 2026 et je suis vraiment dégoûté. En fait, je n'ai pas de mots, parce que franchement, il y a beaucoup de travail.

Fabrice Friboulet, président du club Kempo Fight 76

Et outre les débris à déblayer, le matériel touché par l'eau doit en grande partie être jeté. Difficile de l'encaisser, pour le président du club, Fabrice Friboulet. *"Le bénévolat, on y va avec le cœur. Et aujourd'hui, mon cœur, là, il est un peu brisé quand même..."*

Les membres du club espèrent retrouver leur salle au plus vite. Cela ne se fera pas avant deux mois. En attendant, les cours reprendront dans un gymnase mis à disposition par la ville de Dieppe.

Avec Grégory Archiapati et Bruno Belamri.

Tempête Goretti : à Sotteville-lès-Rouen, avec son toit arraché, l'école ne rouvrira pas lundi

Paris Normandie

6-8 minutes

Les fortes bourrasques de cette nuit du 08 janvier 2026 ont causé des dégâts sur le groupe scolaire Renan-Michelet, à Sotteville-lès-Rouen. Ses élèves vont être dispatchés dans les autres écoles de la Ville jusqu'au jeudi 15 janvier 2026.



Publié: 9 Janvier 2026 à 15h03 Temps de lecture: 2 min

Le groupe scolaire Renan-Michelet qui borde l'espace Lods à [Sotteville-lès-Rouen](#) a été victime de la tempête Goretti, dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026.

« Comme replié sur lui-même »

Les agents municipaux en veille toute la nuit ne s'en sont rendu compte qu'au petit matin, une fois le jour levé : une partie du toit en cuivre du bâtiment regroupant la maternelle Renan et l'élémentaire Michelet a été renversée par les rafales de vent nocturne.

« *Comme replié sur lui-même* », commente-t-on du côté de la municipalité.

Les 420 élèves dispatchés ailleurs

Vendredi 9 janvier 2026, l'enjeu était de savoir si les élèves pouvaient être accueillis sur place lundi 12 janvier 2026, l'école étant de toute façon fermée ce jour comme [toutes celles du département de Seine-Maritime](#). Ce ne sera pas le cas. Les 420 élèves de l'ensemble scolaire seront affectés dans d'autres

établissements scolaires sottevillais dès lundi 12 janvier 2026. Les parents en ont été informés directement, assure la municipalité.

« L'accueil périscolaire est maintenu pour tous les élèves sur leur lieu d'affectation », indique la Ville dans un communiqué de presse ; « en revanche, les élèves de CM1 et CM2 ne bénéficieront pas d'accueil périscolaire le matin mais bel et bien le midi et le soir ».

300 mètres carrés de toiture endommagée

Les agents municipaux ont procédé à la dépose de différents éléments afin de sécher complètement les locaux. Samedi 10 janvier 2026, il sera procédé à la découpe et à la dépose des 300 mètres carrés de toiture endommagée, ainsi qu'à la mise hors d'eau du bâtiment grâce à une bâche renforcée. Le retour en classe des 420 élèves à Renan-Michelet est annoncé par la municipalité au jeudi 15 janvier 2026.

Pour rappel, ce groupe scolaire doit être entièrement rénové à partir de septembre prochain, à la suite de l'autre groupe scolaire de l'ensemble Lods, Franklin-Raspail, dont les travaux de réhabilitation doivent s'achever à la fin de l'année scolaire en cours. Ces chantiers s'inscrivent dans le cadre de la [refonte complète](#) de l'espace aux sept immeubles (1100 logements) pour six hectares de parc.

Lire aussi

[À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Hockey sur glace – Ligue Magnus : les Dragons de Rouen battus par des Chamoniards revanchards](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Sotteville-lès-Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Tempête Goretti : retrouvez les articles de la rédaction de Paris Normandie



Tempête Goretti et neige en Normandie : « C'était la pagaille ! », la dure semaine des transporteurs

Barbara HUET

5-6 minutes

Les sociétés de transport normandes ont subi de plein fouet les conséquences des chutes de neige et de la tempête Goretti. Une première semaine de janvier 2026 compliquée, dans un contexte économique qui n'est déjà pas favorable.



Publié: 10 Janvier 2026 à 07h12 Temps de lecture: 1 min

« *Ce fut une première semaine de l'année 2026 difficile à gérer* », ne cache pas Benoît Lefebvre, directeur de la société de transport Sonotri (filiale du Groupe Charles André), basée à Port-Jérôme-sur-Seine. Le premier arrêté, interdisant la circulation des poids lourds dans la région à cause des [chutes de neige](#), entrain en vigueur dimanche 4 janvier dans la soirée et l'activité « *n'a réellement repris que mercredi après-midi. Avant d'être de nouveau stoppée jeudi soir jusqu'à vendredi matin, en raison, cette fois, de la [tempête Goretti](#)* », rappelle le chef d'entreprise.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Chez Sonotri, qui compte environ 150 employés, « *le personnel a été mis à l'arrêt. Il n'était pas concevable de mettre les conducteurs sur la route. Il ne faut pas prendre de risque. Notre responsabilité est engagée* », poursuit Benoît Lefebvre, vice-président de la Fédération nationale des transports routiers Normandie.

« On a l'habitude d'attendre et de dormir dans nos camions ! »

Avec une semaine aussi hachée, « *la sanction est immédiate : pas de revenu. Avec trois jours plein en moins, nous avons 15 % du chiffre du mois qui s'envole* », estime le directeur. Et ce, « *dans un [contexte économique](#) qui n'est déjà pas mirobolant* ». Spécialisé

dans le transport de matières liquides, solides et gazeuses en citerne, Sonotri souffre, notamment, du recul de l'industrie chimique.

« Nous faisons preuve de pédagogie »

Cette semaine a donc généré beaucoup de stress aussi bien sur le plan économique, qu'au niveau de la gestion des plannings et des relations avec les clients. « *Nous faisons preuve de pédagogie envers notre personnel et nos clients mais ces circonstances créent forcément des tensions et des attentes.* » Cette situation n'est pas inédite et « *se reproduira certainement de plus en plus fréquemment, avec le dérèglement climatique. On va devoir s'adapter* », souligne, de son côté, Hakim, chauffeur et délégué syndical de l'entreprise Samat Normandie, située au Grand-Quevilly.

Certains conducteurs de la société spécialisée dans le transport de produits dangereux se sont retrouvés sur la route lundi 5 janvier à l'aube. « *Ils ont rapidement été stoppés par les gendarmes, sur l'A29 notamment. Ils sont restés bloqués plusieurs heures, certains n'ont pu repartir que le lendemain matin* », explique Hakim. Mercredi matin, rebelote, mais cette fois, « *ils ont pu reprendre la route assez vite car l'interdiction a été levée en milieu de matinée* ».

Quoi qu'il en soit, « *c'était la pagaille cette semaine ! Même ce matin (vendredi, NDLR), c'était encore compliqué avec la tempête* », confirme Hakim. Le conducteur relativise : « *On a l'habitude d'attendre et de dormir dans nos camions !* »

Lire aussi

[« C'est la Ligue 2 du football, mais en BMX » : qui sont les jeunes de la DN2 de Bolbec-Nointot ?](#)

[François Martot pilier de la restauration du manoir du Fay d'Yvetot était « un boulimique d'engagement »](#)

[Tempête Goretti : encore des foyers sans électricité dans le pays de Caux et des problèmes d'eau !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Grand-Quevilly \(Seine-Maritime\) Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Goretti en Normandie. Ces habitants ont balancé toute la semaine entre stress et résignation

Patricia LIONNET

6-7 minutes

Atypique, inquiétante, imprévisible... La semaine de rentrée a été vécue par certains avec difficulté pendant que d'autres décidaient de s'adapter vaille que vaille et de relativiser un épisode sans incident majeur.



Publié: 10 Janvier 2026 à 11h02 Temps de lecture: 2 min

Dany revient de quelques courses aux Docks du Havre vendredi 9 janvier vers midi. Et soupire : « *Pas un chat dans les magasins. Bon, on a presque envie d'avoir une tempête tous les jours pour être tranquille !* » Pourtant, elle, comme tous les habitants de Seine-Maritime, a reçu vers 8 heures un texto qui a vibré et résonné dans les sacs et dans les poches en provenance de la préfecture : « Fin de l'alerte météo pour vents violents. Vous pouvez reprendre une activité normale. » Mais, rien n'y a fait. Les rues et centres-villes sont restés calmes une bonne partie de la journée. « *Entre les alertes qui font du bruit et la fermeture de toutes les écoles, il y a de quoi se poser des questions. C'est stressant tout ça* », reconnaît Sandrine, la quarantaine qui vit [Résidence de France](#), un ensemble de 1 200 logements face à la mer où les rafales sont venues s'engouffrer toute la nuit. Avec de nombreux dégâts constatés au réveil.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un autre résident, au 9e étage, affirme que « *cela a été dur toute la semaine. Il a fallu faire attention à ne pas se retrouver par terre une fois que le gel est arrivé et ensuite se demander ce qui allait nous tomber sur la tête.* » Entre les vigilances neige et tempête émises à moins de 72 heures d'intervalle, les Normands ont eu leurs nerfs

mis à rude épreuve. Même si aucun incident n'est à déplorer. Et que la simple prudence s'imposait.

« Il faut arrêter de jouer à se faire peur »

Pas un peu exagéré toutes ces précautions ? La préfecture a sorti, classiquement, le parapluie et a informé à chaque nouvelle étape [météo](#). Romain qui travaille entre Rouen et Le Havre avec des arrêts à Yvetot sourit. Le commercial, montagnard des Alpes, Normand d'adoption depuis plusieurs années, tacle :

« Heureusement que vous n'avez pas de la neige tous les jours ! C'est incroyable d'être dans une région aussi peu préparée à ces intempéries hivernales. » Amusé et quelque peu résigné. Lui a alterné télétravail, train et voiture. *« Mercredi était une journée tout à fait praticable en voiture, sauf peut-être en pleine campagne. Il faut arrêter de jouer à se faire peur ! »*

Catherine, enseignante au lycée Jean-Prévost à Montivilliers, a vécu cette semaine au ciel chahuté en s'adaptant le plus possible. *« Une semaine de rentrée incroyable ! Lundi, il n'y avait que 5 ou 6 absents sur une classe. Il a beaucoup neigé le matin, alors le lycée a fermé dès midi. Mardi matin, il y avait pas mal d'absents chez les jeunes et les collègues, avec également aucun transport scolaire. Rebelote le lendemain, mais là c'était peut-être un peu exagéré. »*

Certains salariés plus décontractés...

Les routes autour du Havre étaient praticables. Mais, l'enseignante normande trouve que *« c'est important de prendre les précautions nécessaires pour se protéger. »* Même pour les écoles fermées vendredi, quelques heures après le passage du gros de la tempête Goretti ? *« C'était pour la sécurité des élèves et aussi des profs qui habitent parfois à la campagne. Et les routes étaient parfois peu praticables. Le but était de faire cours en distanciel quand on a de l'électricité chez soi... »* Quand la résignation entre dans la danse.

Plus décontractés, certains salariés de Seine-Maritime du privé ou du public ont eu l'ordre de rester en télétravail toute la journée. Même s'il n'y avait aucun danger dans l'hyper centre du Havre ou de Rouen.

En tout cas, les spectateurs venus jeudi soir pour une version atypique de Carmen, dans un Volcan au Havre complet, ont retrouvé leur humeur joyeuse. Le metteur en scène François Gremaud a prévenu avant l'arrivée des comédiens qu'il était possible que le spectacle soit interrompu en fonction de l'évolution météo. Une douce réprobation est venue des rangs du public. Les intempéries musicales ont pris le dessus sur celles du ciel...

À Barentin, après la tempête, ces habitants toujours privés d'électricité : « Il fait 13 degrés chez nous »

Sylvain Auffret

7-9 minutes

Dimanche 11 janvier 2026, Enedis poursuivait la réduction des poches sans électricité après le passage de la tempête Goretti, notamment entre Barentin et Duclair. Face à une situation qui s'éternise pour les derniers foyers, les communes s'organisent.



Publié: 11 Janvier 2026 à 13h58 Modifié: 11 Janvier 2026 à 18h43

Temps de lecture: 2 min

Ce dimanche 11 janvier 2026, certains habitants de Barentin, Villers-Écalles et Limésy ou Duclair attendaient encore qu'Enedis rétablisse l'alimentation en électricité après le passage de [la tempête Goretti](#) dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026. Vers 11 h 30, selon le site d'Enedis (qui n'est pas mis à jour en temps réel, mais alimentée à partir des remontées des équipes d'intervention), quatorze « incidents » restaient à traiter à Barentin, trois à Limésy et Duclair, enfin un à Villers-Écalles. La société tablait sur un retour à la normale pour 20 heures.

Vers 18 h, les pannes avaient été réglées à Duclair et Limésy. À Villers-Écalles, on en dénombrait neuf. Quant à Barentin, aucune panne n'était plus indiquée. « *Le site donne une photographie à un instant T qui peut avoir changé peu de temps après* », explique un membre du pôle communication d'Enedis.

« On a plus de chauffage, tout fonctionne à l'électricité chez nous. On mange dehors, on se fait inviter, aussi pour pouvoir nous doucher. On a acheté des bougies dès vendredi. Tout le monde est touché dans notre rue. On se connecte sur le site d'Enedis pour voir quand ce serait rétabli, mais ils décalent tout le temps l'horaire de rétablissement. À cette heure ce serait pour ce soir 20h... À

voir », explique une Barentinoise privée d'électricité depuis
« *vendredi vers 2 heures du matin.* »

Environ 50 foyers touchés à Barentin

Combien de personnes cela concerne-t-il à [Barentin](#) ? « *Une cinquantaine selon ce qu'on a pu voir sur les réseaux sociaux, mais c'est approximatif* », expliquent Valérie Béasse et Rodolphe Lemerancier, deux adjoints de la mairie de Barentin mobilisés au pied levé pour tenir ouvert l'espace de vie sociale (EVS) Chez Clara, rue Jules-Ferry.

« *On a été alerté vers 19 h que des gens étaient encore sans électricité, donc on a décidé d'ouvrir ce local à 20 h, jusqu'à 22 h, pour qu'ils puissent venir préparer un repas, passer un moment* », expliquent-ils sur place ce dimanche matin, alors que personne ne s'est présenté depuis la veille et que l'EVS va rester ouvert toute la journée. Villers-Écalles a pris une initiative similaire. Avec le retour de l'école lundi, la question du retour à la normale devient un peu plus pressante.

Basic-Fit ou la piscine

« *L'initiative de la mairie est bonne, ce local mis à disposition pour accueillir les gens, qu'ils puissent se restaurer, etc., mais ça arrive très tard. À Duclair, dès le vendredi matin [le samedi, en réalité, NDLR] un gymnase a été ouvert !* » Cette Barentinoise, qui souhaite préserver son anonymat, prend son mal en patience, elle aussi. Elle habite près de l'église, « *sur les hauteurs de Barentin* », là où se concentrent pour la commune les coupures d'électricité.

« *Chez nous, il fait 13,8 degrés, on vient à peine d'installer un chauffage d'appoint au pétrole, ça devrait commencer à remonter,* indique-t-elle alors que midi approche. *Cette nuit, on a mis plus de couettes [...]* On va voir comment ça évolue dans l'après-midi, mais si on n'a pas de nouveau, on ira peut-être ce soir avec ma fille nous doucher à Basic Fit, j'ai un abonnement... » Les Bains de l'Austreberthe, la piscine intercommunale, ont été ouverts dès dimanche 9 heures pour permettre de s'y doucher gratuitement.

« On a un numéro dédié aux collectivités, mais c'est un répondeur... »

Christophe Bouillon, maire de Barentin

Au téléphone, le maire de Barentin et président de la communauté de communes Christophe Bouillon tente, comme il peut, de faire le point. Difficilement. « *Ce n'est pas si évident que ça d'avoir des informations auprès d'Enedis. On a un numéro dédié aux collectivités, mais c'est un répondeur... En plus c'est compliqué de suivre leurs interventions car Enedis parle en armoires et pas en rues, donc c'est difficile de savoir exactement combien de*

personnes sont impactées, car il n'y a pas une armoire par rue. Quand on a les services techniques municipaux, ils peuvent traduire, mais en temps réel, ce n'est pas toujours simple. Ce serait mieux si on avait un référent humain, ça nous permettrait d'être un peu plus répondant. »

Lire aussi

[Suite à l'épisode neigeux, perturbations et travaux sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen](#)

[Basket – L2F : le RMBB densifie sa raquette en recrutant une nouvelle joueuse américaine](#)

[Rallye-Raid – Dakar 2026 : l'Émanvillais Delaunay pense le podium « encore jouable »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Barentin \(Seine-Maritime\)](#) [Villers-Écalles \(Seine-Maritime\)](#) [Limésy \(Seine-Maritime\)](#) [Duclair \(Seine-Maritime\)](#)

Retour à la normale progressif dimanche à Duclair



Par la rédaction

Publié le 11/01/2026 à 13:49 Temps de lecture: 1 min

« Actuellement on a 25 foyers sans électricité à Duclair, explique au téléphone vers midi ce dimanche 11 janvier 2026 Jean Delalandre, maire de la commune, membre de la Métropole de Rouen. Il y en avait 122, des hameaux et un peu dans le centre, quand on a pris l'initiative d'ouvrir, samedi, la salle commune de la résidence autonomie pour que les gens puissent recharger leur téléphone, manger un repas chaud, voir du monde, avoir de la lumière. On a communiqué sur les réseaux sociaux et fait le tour des quartiers touchés pour prévenir les gens de l'ouverture de la salle. Ce dimanche midi certains sont en train d'y déjeuner et ont déjà prévu de revenir ce soir. »

Au contraire de son confrère Christophe Bouillon, Jean Delalandre indique par ailleurs être en contact permanent avec Enedis pour connaître l'avancée des interventions via « *une personne référent pour les élus* ». À 18h, tous les problèmes avaient été résolus selon le site d'Enedis.

Tempête Goretti : « Le casino d'Étretat ne pourra pas rouvrir avant plusieurs semaines »

Karine LEROY

4-5 minutes

Le casino d'Étretat a subi de gros dégâts après le passage de la tempête Goretti. Selon le président du groupe JOA, il ne rouvrira pas avant plusieurs semaines. Le personnel est au chômage technique.



Publié: 9 Janvier 2026 à 18h15 Temps de lecture: 1 min

La [tempête Goretti](#) a provoqué d'importants dégâts à Étretat. Le [casino](#), sur le front de mer, a été l'un des bâtiments les plus impactés de la commune.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Vers 3 h, une vague est entrée dans l'établissement et les structures ont volé en éclat », raconte le président du groupe JOA, Laurent Lassiaz, joint par Paris Normandie, au lendemain du drame. Les vagues suivantes ont charrié des galets et ont poursuivi leur va-et-vient destructeur. « Nous avons dû évacuer la personne qui se trouvait sur place », poursuit le directeur. L'établissement avait fermé exceptionnellement ses portes à 18 h la veille, jeudi 6 janvier afin d'évacuer le personnel et les clients.

Inondé, sans électricité

Selon Laurent Lassiaz, le casino ne pourra toutefois pas rouvrir « avant plusieurs semaines le temps de commander les huisseries et de les remplacer. » Il faudra aussi tester les machines à sous. « Nous n'avons pas pu les réarmer car le casino est inondé et il n'y a plus d'électricité », poursuit le président du groupe qui a dû se résoudre à mettre les salariés, une trentaine de personnes, au chômage technique et à prévenir la police des jeux de cette

fermeture exceptionnelle.

Les joueurs sont invités à fréquenter le casino de Fécamp en attendant la réouverture de celui d'Étretat. L'établissement de Fécamp a subi de moindres dommages et il a pu rouvrir vendredi 9 janvier.

Le casino d'Étretat a été mis en sécurité et restera sous bonne garde. « *La mairie a très bien réagi, très tôt* », poursuit Laurent Lassiaz.

Lire aussi

[Comédiens de la Lézarde : le jubilé de la troupe à Montivilliers et Harfleur en janvier-février 2026](#)

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Le Havre. Un nouveau pressing vient d'ouvrir ses portes quartier Danton](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Étretat \(Seine-Maritime\)](#)

[Le Havre](#)



[Comédiens de la Lézarde : le jubilé de la troupe à Montivilliers et Harfleur en janvier-février 2026](#)



Le Havre. Des agriculteurs tentent de bloquer le port pour dénoncer l'accord de libre-échange avec le Mercosur

Alexandre Leno

3–4 minutes

Quelques centaines d'agriculteurs, pour la plupart membres du syndicat des Jeunes Agriculteurs (JA), tentent de bloquer samedi 10 janvier le port du Havre, et envisagent de contrôler les camions qui y entrent ou sortent pour dénoncer l'accord signé par l'UE avec les pays du Mercosur, affirme l'un de leurs porte-parole.

Mobilisation sur le pont de Normandie

"Nous sommes 250 à 300 agriculteurs et une soixantaine de tracteurs, notre objectif est de bloquer un point névralgique de l'import-export en contrôlant tous les camions qui sortent du port du Havre à partir de dimanche soir", a déclaré à l'AFP Justin Lemaître, secrétaire général des JA76, un syndicat proche de la première organisation agricole française, la FNSEA. "Nous installons un camp de base pour passer la nuit sur place" a-t-il ajouté. Plus tôt dans la journée, les agriculteurs des JA avaient mené une première action revendicative au Pont de Normandie tout proche, qu'ils ont quitté sur leurs tracteurs en milieu de journée pour aller rejoindre le port du Havre, a-t-il précisé.

- Lire aussi. [Mobilisation agricole. De nouveaux rassemblements dans l'Orne : des "feux de colère" seront allumés](#)

Une action menée plusieurs jours au Havre

"C'est la première fois que nous organisons une opération de cette envergure, les agriculteurs viennent de toute la Normandie. Notre action, menée essentiellement par les JA, va durer plusieurs jours au Havre", a expliqué le responsable qui souhaite dénoncer les "produits importés non conformes aux règles de production européennes". Les manifestants prévoient de contrôler les camions qui viennent charger ou décharger au Havre. "Nous allons faire des barrages filtrants, nous ne voulons pas laisser entrer ou sortir des aliments" non conformes aux normes sanitaires et

environnementales de production que respectent les agriculteurs français et européens, a-t-il dit.

Une opération de blocage symbolique

L'endroit choisi est stratégique, quelque 5.000 camions transportant des conteneurs ou des cargaisons de marchandises débarquées des bateaux y passent chaque jour, a-t-il fait valoir. *"Nous savons que l'accord UE-Mercosur va être signé par la Commission, mais il reste des voies de recours, d'abord une saisine de la Cour européenne de justice, puis le Parlement européen peut voter contre"* a-t-il espéré.

- Lire aussi. [Salon de l'agriculture 2026. "Un sentiment mitigé" en Mayenne après l'annulation des concours bovins](#)

Vendredi 9 janvier, pour la même raison, une cinquantaine de tracteurs d'agriculteurs français et allemands ont bloqué le Pont de l'Europe reliant Strasbourg à Kehl, de l'autre côté du Rhin. Deux autoroutes à la frontière franco-belge ont aussi été bloquées ainsi qu'un dépôt pétrolier dans le nord de la France. Pour ses détracteurs, dont font partie les agriculteurs français, ce traité va bousculer l'agriculture européenne avec des produits importés d'Amérique latine moins chers et pas forcément respectueux des normes européennes, faute de contrôles suffisants.

En supprimant une large part des droits de douane, l'accord favorise les exportations européennes de voitures, de machines, de vins, d'huile d'olive et de produits laitiers, et il facilite l'entrée en Europe de bœuf, de volaille, de sucre, riz, miel, et soja.

Avec AFP

Colère des agriculteurs. 150 exploitants bloquent le Pont de Normandie avant de se rendre au port du Havre

Écrit par Mélisande Queïnnec

5-7 minutes

Une majorité de pays européens s'est prononcée, vendredi 9 janvier 2026, en faveur du traité de libre-échange avec le Mercosur. Un accord que les exploitants agricoles français dénoncent. Dès ce midi, plusieurs convois des Jeunes agriculteurs ont ainsi bloqué le pont de Normandie, avant de se diriger vers leur véritable cible, le port du Havre.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Vendredi, l'Union européenne a donné son feu vert à l'accord commercial avec le Mercosur. Un vote qui a sérieusement ouvert la voie à une ratification, malgré le refus de la France. Pas de calme après la tempête, donc, pour les agriculteurs français toujours farouchement opposés à ce traité.

Ce midi, près de 150 agriculteurs se sont donc donné rendez-vous sur le pont de Normandie. Car l'opposition de la France à ce traité, dans un contexte tendu, "*ça ne change rien*", a assuré Jean Puech d'Alissac, secrétaire général adjoint des jeunes agriculteurs de Seine-Maritime.

"Ça ne change rien à notre détermination de sauver notre agriculture française, de sauver notre sécurité alimentaire française, a-t-il poursuivi. Les gros enjeux du Mercosur, c'est 'n'importons pas l'agriculture dont nous ne voulons pas'. On va importer des productions avec des standards qui n'ont rien à voir

avec nos normes européennes et françaises. C'est la sécurité alimentaire et le revenu des agriculteurs qui sont jeu."

Le compte rendu d'Adrien Develay et Danilo Comodi :

durée de la vidéo : 00h01mn30s



Mercosur : une nouvelle action des agriculteurs • ©France 3 Normandie

On est là pour se faire entendre, défendre notre profession et éviter que tous ces produits qui viennent de l'autre bout du monde puissent rentrer avec des normes complètement différentes de celles de notre belle agriculture française.

Paul Bouley, exploitant agricole en Seine-Maritime

Alice Hennotier, apprentie au CFA de Canappeville (Eure), a abondé : *"Notre but, c'est de défendre notre mode d'élevage, de rester sur le bien-être animal. Ça nous tient à cœur de se mobiliser ici parce que l'élevage est censé faire notre avenir. On ne sait pas trop dans quoi on s'embarque. Le danger, c'est qu'en France, on puisse produire, mais que l'on ne puisse plus rendre en raison des prix..."*

[Les agriculteurs avaient prévu cette action depuis plusieurs semaines.](#) • © France 3 Normandie

Après avoir occupé le terrain au niveau du péage, sur le pont de Normandie, les agriculteurs se sont rendus peu après 15h au port du Havre - le pont de Normandie n'ayant été qu'un leurre. Leur point de chute : le site Seafrigo, l'un des leaders mondiaux du transport en conteneurs frigorifiques.

C'est là, en plein milieu de la zone portuaire du Havre, que s'est arrêté le convoi de plusieurs dizaines de tracteurs. Avec les inquiétudes autour du Mercosur, le site apparaissait comme très symbolique. Prévue depuis plusieurs semaines, l'action avait été décalée en raison de la neige de ce début de semaine.

Pourquoi ici ? Parce que le port du Havre est l'entrée parfaite pour tous les produits qui ne respectent pas nos standards. L'idée, c'est de savoir un peu ce qu'il se passe clairement sur notre territoire, qu'est-ce qui sort, qu'est-ce qui rentre, et de faire passer un message auprès du consommateur : faites confiance à l'agriculture française !

Jean, exploitant agricole

"La menace du Mercosur, c'est l'importation de viande, tous les autres produits alimentaires qui nous menacent. C'est de la concurrence déloyale. Pourquoi nous, on se plierait à des normes alors qu'on peut faire rentrer en France des produits qui ne les respectent pas ?", s'est offusqué Jérôme Malandain, président des Jeunes agriculteurs de Seine-Maritime.

L'exploitant a argué : "Ça fait déjà quatre ans qu'on manifeste, on en a ras le bol". Rappelant l'urgence aussi de simplifier l'administratif pour les agriculteurs, un élément qu'ils demandent depuis des années : "On est surplombé de papiers tout le temps, tout le temps, tout le temps, et on en a marre. On fait bien notre travail, mais il faut que l'État nous fasse un peu confiance..."

[Les agriculteurs occupent l'espace devant Seafrigo, au Havre. • © France 3 Normandie](#)

Les agriculteurs n'ont pas encore décidé quand lever le camp et prévoient d'ores et déjà de passer tout le week-end devant les locaux de Seafrigo... Avant un prochain grand rassemblement d'agriculteurs de toute la France, le 20 janvier prochain, devant le Parlement européen de Strasbourg.

Avec Adrien Develay et Danilo Commodi.

Durablement installés dans le port du Havre, les Jeunes agriculteurs attendent les camions

Dorothée BRIMONT

7-9 minutes

Après une brève manifestation sur le pont de Normandie, samedi 10 janvier 2026, les Jeunes agriculteurs ont investi le port du Havre. En attendant la reprise du trafic, lundi 12 janvier, ils s'installent durablement, mais pas confortablement, aux points stratégiques.



Publié: 11 Janvier 2026 à 18h59 Temps de lecture: 2 min

De retour dans le port du Havre pour [cette deuxième journée d'action des Jeunes agriculteurs normands](#), les traits des visages sont tirés mais la convivialité est toujours bien présente.

Des renforts attendus lundi

Ils sont une vingtaine à avoir affronté le froid nocturne pour tenir leur position au cœur du port du Havre. L'objectif ? Contrôler les camions pour vérifier la provenance des denrées alimentaires. Avec [5 000 poids lourds par jour](#), les agriculteurs seront servis mais pas avant ce lundi 12 janvier, et la reprise du travail. « C'est vrai qu'on est arrivés un peu tôt, ça complique un petit peu les choses parce qu'il n'y a pas beaucoup de passages de camions, explique [François-Xavier Hupin, secrétaire national adjoint des Jeunes agriculteurs](#) (JA). Mais, on n'aurait pas pu venir jusqu'ici pour s'installer si le trafic avait repris. » Ce laps de temps a permis de coordonner le mouvement « avec les forces de l'ordre et avec les dockers pour ne pas les gêner. Ce n'est pas le but. »

Les premiers contrôles de camion

Dimanche 11 janvier 2026, l'heure est donc à l'organisation. Autour

d'un brasero, « *les gars* » discutent : « *ça serait bien qu'on soit entre 10 et 15 la nuit prochaine. Il faut tenir jusqu'à lundi 9h. Beaucoup de monde va nous rejoindre pour contrôler les poids lourds.* » Une cinquantaine de pizzas vient d'être livrée pour la pause déjeuner.



Un peu démunis, les Jeunes agriculteurs n'ont croisé que deux camions dimanche 11 janvier en début de journée. Le gros du trafic devrait reprendre le lundi. - Dorothée Brimont

D'un seul coup, la petite troupe s'agite. Au loin, un camion. Un agriculteur saute dans un tracteur qu'il positionne au milieu de la chaussée. Le routier n'a pas d'autre choix que de s'arrêter. « *Ça ne me dérange pas, j'ai du temps. Puis, je comprends leur mobilisation* », lâche Geoffrey, en ouvrant les portes de son poids lourd. Les agriculteurs sautent à l'intérieur et vérifient la provenance des maigres marchandises se trouvant à l'intérieur. Les comptes sont vite faits : « *de la farine et des yaourts allemands, des légumes européens et de la crème française.* »

Une organisation bien rodée

Le routier repart sans encombre. En redémarrant, il ouvre sa fenêtre pour glisser dans les bras des agriculteurs quelques paquets de biscuits. Les hommes expliquent, « *il est là pour ravitailer les cantines des bateaux. On ne va rien lui prendre.* » « *Sauf si ç'avait été de la bière belge, rigolent quelques-uns. On l'aurait réquisitionnée.* » Car effectivement, l'une des questions d'organisation à régler est de savoir si les marchandises alimentaires étrangères vont être réquisitionnées ? « *Si c'est ça, il faut qu'on appelle une banque alimentaire. Il est hors de question de gaspiller les denrées.* » La proposition est restée en suspens : « *on avisera demain.* »

Petit à petit, le soleil décline. Les Jeunes agriculteurs espèrent avoir un dîner aussi qualitatif que celui de la veille : des saucisses produites par [un agriculteur du Pays de Bray](#) et du pain. Même si

les soirées sont animées autour du brasero, les nuits sont rudes dans les tracteurs et les voitures. Un système de rotation est mis en place pour que chacun puisse reprendre un peu de force pour poursuivre le mouvement. La seule inconnue demeurant sa date de fin.

Lire aussi

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Le Havrais JEROME sort sa nouvelle BD, « Full metal quinoa »](#)

[Football – Coupe de France féminine : le HAC n'a fait qu'une bouchée d'Auxerre !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Normandie](#)

Contenus sponsorisés

[Le Havre](#)



[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)



Au Havre, les Jeunes agriculteurs s'installent à l'entrée du port pour contrôler les camions

5–6 minutes

Au Havre, les Jeunes agriculteurs ont installé un camp à l'entrée du port pour contrôler le contenu des camions en opposition à l'accord UE-Mercosur.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Alimentation](#)

[Manifestations](#)



Au Havre, les jeunes agriculteurs ont installé leur camp de base à l'entrée du port, pour contrôler le passage des camions
(©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 11 janv. 2026 à 17h11

Ils ont passé une première nuit sur place et sont prêts pour la deuxième. Dimanche 11 janvier 2026, les **Jeunes agriculteurs** (JA) sont installés à l'entrée du port du [Havre](#) et comptent y rester le plus longtemps possible. Cet endroit stratégique leur permet de **contrôler le contenu des camions**, en [opposition à l'accord UE-Mercosur](#).

« Se rendre compte des différences de normes »

Leur mobilisation était [prévue lundi 5 janvier](#), elle a finalement été **reportée au samedi**. À midi, **des dizaines de tracteurs** se sont [réunies au pied du pont de Normandie](#). De là, les agriculteurs de Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados ont convergé [vers Le Havre, leur réelle destination](#).



Les Jeunes agriculteurs du Pays de Caux et de l'agglomération du Havre, mais aussi de l'Eure sont regroupés dans le port du Havre et espèrent le soutien d'autres collègues (©LB/76actu)

Différentes **entreprises d'importation d'alimentation** ont été ciblées, recevant des pneus et parfois du purin devant leurs grilles. Mais l'objectif principal était d'installer un **barrage filtrant** pour contrôler les camions et leur contenu. Ouverture des camions, vérification des produits étrangers et éventuellement récolte de quelques échantillons « minimales » : le but des agriculteurs est avant tout **la pédagogie**. « Que les consommateurs soient au courant de ce qui est importé chez nous », explique Jérôme Malandain, président départemental JA de Seine-Maritime.

On veut voir un peu ce qui se trame chez nous, en Normandie, mais en fait dans toute la France car tout ce qui est importé passe par ici. Et se rendre compte vraiment des différences de normes entre les produits importés et nos produits.

Un camp pour une durée indéterminée

Pour cela, les jeunes agriculteurs se relaient sur le **rond-point à l'entrée du port**. « On a monté un **camp de base pour la nuit**. Certains ont dormi dans leurs voitures », explique Raphaël Guentcheff, administrateur départemental des jeunes agriculteurs de Seine-Maritime.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ce dimanche après-midi, ils sont une cinquantaine, et espèrent compter sur une centaine de personnes plus tard pour **être présents dès l'arrivée des premiers camions** lundi matin. « **On s'excuse auprès des chauffeurs**, on sait qu'ils ont leur job à faire, mais ce n'est pas de leur ressort. Ils transportent ce qu'ils transportent malheureusement ce n'est pas forcément ce qui nous plaît », glisse Jérôme Malandain.



Les agriculteurs sont très visibles à l'entrée du port du Havre, avec leurs tracteurs, un camp de base monté avec du foin et un feu pour se réchauffer. (©LB/76actu)

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Pour combien de temps sont-ils installés ? « Une durée indéterminée », autrement dit, **le plus longtemps possible**. « On a tous des fermes, le boulot passe avant tout », justifient-ils.

Leur idée serait d'effectuer un roulement, avec l'aide des jeunes agriculteurs d'autres départements. « On est en **appel général de tous nos collègues du nord/nord-ouest** pour venir nous donner un coup de main pour ce point stratégique », déclare le président départemental qui voit même plus loin. « On est sur le plus gros port d'importation de France, j'espère que nos collègues du sud pourront nous **suivre le mouvement sur les ports du sud** ».

« Le but ce n'est pas d'embêter la circulation »

Mais que les personnes qui travaillent sur le port se rassurent, l'objectif n'est pas de gêner les dockers ou les autres personnes travaillant sur cette zone. « **Le but ce n'est pas d'embêter la**

circulation », confirme Jérôme Malandain.

« On se sent soutenu, **les gens nous font des signes, klaxonnent**, c'est aussi ce qui nous motive, affirme Raphaël Guentcheff. On se bat pour nous, pour nos fermes, mais **aussi pour les consommateurs**. C'est la souveraineté alimentaire de la France qui est en jeu ».

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Échaudés par les promesses non tenues du gouvernement, les agriculteurs restent mobilisés au Havre

Dorothée BRIMONT

3–4 minutes

Alors que dans une lettre adressée aux syndicats agricoles, le gouvernement détaille les 11 mesures prises pour protéger la filière, les agriculteurs n'y croient plus et restent concentrés sur le Mercosur.



Publié: 11 Janvier 2026 à 15h21 Temps de lecture: 1 min
Céréaliier dans le Calvados, François-Xavier Hupin, secrétaire national adjoint des Jeunes agriculteurs (JA), a rejoint ses camarades dans le port du Havre. La mobilisation des JA, commencée samedi 10 janvier 2026, devrait se poursuivre dans les prochains jours. Tant leurs attentes et leurs revendications sont grandes.

« Il n'y a pas de date de fin, prévient-il. Tant que les gars sont motivés, et qu'on a du monde pour occuper les lieux et faire des contrôles de camions, on reste. » Avec [5 000 poids lourds par jour](#), les agriculteurs seront servis mais pas avant ce lundi 12 janvier, et la reprise du travail. « C'est vrai qu'on est arrivés un peu tôt, ça complique un petit peu les choses parce qu'il n'y a pas beaucoup de passages de camions. Mais, on n'aurait pas pu venir jusqu'ici pour s'installer si le trafic avait repris. » Ce laps de temps a permis de coordonner le mouvement « avec les forces de l'ordre et avec les dockers pour ne pas les gêner. Ce n'est pas le but. »

Prochain rassemblement le 20 janvier

Car l'opération pourrait durer dans le temps malgré les 11 mesures annoncées par le gouvernement pour soulager le monde agricole. L'homme reste sceptique, « oui, il y a une volonté du gouvernement

de vouloir bien faire, mais ça fait plus de deux ans que tout le monde a la volonté de vouloir bien faire. On se souvient encore de [toutes les annonces de Gabriel Attal](#) [Premier ministre de janvier à septembre 2024, NDLR]. On nous a demandé de travailler sur la LOA [loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire, promulguée le 24 mars 2025, NDLR]. Ensuite, nous avons travaillé sur la loi Duplomb [le choc de simplification, NDLR]. Puis sur la loi Entrave... Au final, une fois que toutes ces lois ont été promulguées, les décrets d'application ne sont pas sortis. » Et rien n'a changé.

François-Xavier Hupin reste concentré sur le combat du moment : [le traité du Mercosur](#). Il y a la manifestation en cours sur le port du Havre et un rassemblement des Jeunes agriculteurs prévu à Strasbourg le 20 janvier 2026. « *Il n'y a pas grand-chose qui pourra nous faire partir d'ici car on ne va rien nous promettre d'ici le prochain rassemblement.* »

Lire aussi

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Le Havrais jEROME sort sa nouvelle BD, « Full metal quinoa »](#)

[Football – Coupe de France féminine : le HAC n'a fait qu'une bouchée d'Auxerre !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Normandie](#)

"Aucune fin de manifestation prévue" : les Jeunes Agriculteurs mobilisés sur le pont de Normandie et le port du Havre - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

5-7 minutes

Les agriculteurs de Calvados et de l'Eure rassemblés avant de rejoindre les JA de Seine-Maritime sur le pont de Normandie © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le samedi 10 janvier 2026 à 23:23 Mis à jour le dimanche 11 janvier 2026 à 9:09

La crise agricole ne faiblit pas après la validation de l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Plus de 150 membres des Jeunes Agriculteurs (JA) et de la FNSEA ont mené des actions sur le pont de Normandie ce samedi 10 janvier, avant de rallier le port du Havre.

"Mercosur, mort à coup sûr", "les JA ne lâcheront pas" : tels sont les slogans brandis sur la cinquantaine de tracteurs des agriculteurs normands ce samedi 10 janvier, au cours d'une longue procession entre le pont de Normandie et le port du Havre.

En tête des revendications, [l'annonce de la future signature du traité de libre-échange avec les pays du Mercosur](#) fait grincer les dents. *"L'État français a refusé de le signer, mais comme l'Europe a accepté, on sera y sera soumis"*, déplore un jeune exploitant agricole du Calvados. *"C'est-à-dire qu'on devra importer des produits qu'on ne veut pas voir en France et que nos consommateurs ne veulent pas manger."*

Des importations **qui feront forcément baisser leurs revenus**, estime Paul-Henry Langlois, vice-président des Jeunes Agriculteurs (JA) normands. *"Ce traité va permettre l'importation de bouts nobles de la viande qui vont entrer en concurrence directe avec nos bouts nobles à nous. Cela va indirectement réduire nos prix. C'est l'offre et la demande : s'il n'y en a plus sur le marché, ça diminue le prix."*

"Mercosur, mort à coup sûr", peut-on lire sur les tracteurs des JA 76 mobilisés © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

L'avenir de la profession en jeu

C'est aussi **les normes de ces produits étrangers** qu'Anne-Marie Denis, présidente de la FRSEA Normandie, dénonce : *“On a joué la carte de l'alimentation sûre, saine et durable en France, et on ne voit pas pourquoi on ferait l'inverse en intégrant des produits qui ne sont pas du même type de production. En plus, socialement, ils n'ont pas les mêmes conditions sociales avec leurs salariés.”* Les augmentations des aides de la politique agricole commune (PAC) sont également dans le viseur : il faudrait aux agriculteurs *“plus du double”* du montant de l'augmentation accordée, selon elle.

Car l'avenir de la profession qui est en jeu, craint Anne-Marie Denis. *“Les jeunes sont inquiets pour arriver à rentabiliser leurs investissements. Certains se demandent s'ils ne doivent pas tourner le dos à l'agriculture.”* Justement, Angèle est en alternance dans une coopérative agricole de l'Eure. *“Évidemment, j'aimerais m'installer plus tard et monter un atelier au vin, tout un tas de choses, projette-t-elle... Mais aujourd'hui, est-ce que c'est encore envisageable ? Ça, on ne sait pas. Ce sont des rêves...”*

Des rêves au bord d'un gouffre sans fond : *“Il suffit que les rendements ne soient pas là et on ne peut plus s'en sortir, s'inquiète l'étudiante. Donc plus de trésorerie, plus rien, plus de projet, on ne peut plus avancer, on ne peut plus s'installer.”*

Après le pont de Normandie, les agriculteurs sont partis contrôler des camions-frigos sur le port du Havre, notamment devant la société de logistique Seafrigo, pour faire barrage à ceux qui transportent des produits venant de l'étranger. Ils ont ensuite dressé le camp pour la soirée, sur le rond-point près du port 2000 au Havre. Avec un seul mot d'ordre : *“il n'y a aucune fin de manifestation prévue !”*

Plus de 150 agriculteurs étaient rassemblés au péage du pont de Normandie © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Les agriculteurs des JA et de la FNSEA se sont ensuite rendus au port du Havre pour contrôler les marchandises de camion-frigos. © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

- [Agriculture](#)
- [Crise agricole](#)
- [Manifestations](#)
- [FNSEA \(Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles\)](#)

Colère agricole : une vingtaine d'agriculteurs contrôlent les camions réfrigérés à l'entrée du port du Havre - ICI

Marianne Naquet , Lila Lefebvre

4–5 minutes

Certains agriculteurs ont passé la nuit sur place, au Havre. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le lundi 12 janvier 2026 à 8:40

Une vingtaine d'agriculteurs ont entamé ce lundi 12 janvier une série de contrôles des camions réfrigérés, sur la zone industrielle du port du Havre. Depuis samedi, à l'appel des JA et de la FNSEA, ils ont mis en place un barrage filtrant pour dénoncer l'accord commercial avec le Mercosur.

Après le feu vert donné vendredi 9 janvier au traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, la colère des agriculteurs français ne retombe pas. La France s'est dite opposée à ce traité dont la signature est prévue samedi 17 janvier, au Paraguay. Plusieurs actions sont menées dans tout le pays, notamment au Havre où **une vingtaine d'agriculteurs**, à l'appel de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs, se sont postés **au péage d'entrée de Port 2000 où arrivent les porte-conteneurs**, ce lundi 12 janvier. Les agriculteurs veulent tenir encore ce lundi même s'ils savent qu'ils pourraient rapidement être délogés, car Le Havre est le plus grand port commercial de France.

Il s'agit d'un **poste stratégique puisque que c'est là que doivent passer les camions pour quitter le port** et livrer les quelque trois millions de conteneurs qui transitent chaque année par le port du Havre. Les agriculteurs normands passent un nouveau cran dans la protestation. Leur objectif est de contrôler les conteneurs de marchandises alimentaires qui arrivent du monde entier ici dans le port du Havre. Ils partent ensuite en camion en prenant obligatoirement le péage d'entrée dans le port, la porte François 1^{er} où ils sont installés depuis 6 heures ce matin.

Selon notre reporter sur place, **les agriculteurs se concentrent sur les camions blancs**, ceux qui transportent des produits réfrigérés. Un premier camion a été contrôlé, il transportait des soupes en provenance de Thaïlande. Les agriculteurs ont négocié quelques minutes puis le conducteur a ouvert. À l'aide d'un cutter, un agriculteur a découpé le filet de sécurité et sorti une boîte pour regarder les indications à l'arrière. Après vérification du respect des normes européennes, le routier a pu repartir avec ses soupes. Pendant ces opérations, certains routiers ont klaxonné en soutien. Ce dimanche, seulement deux poids-lourds ont été contrôlés. **Ce lundi, les agriculteurs vont voir passer 5.000 camions.** La police portuaire a été dépêchée sur place.

- [Agriculture](#)
- [Mercosur](#)
- [Élevage](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La crise agricole ne faiblit pas après la validation de l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Plus de 150 membres des Jeunes Agriculteurs (JA) et de la FNSEA ont mené des actions sur le pont de Normandie ce samedi 10 janvier, avant de rallier le port du Havre.

Il y a 24h

- Les Jeunes agriculteurs appellent à une "mobilisation d'ampleur régionale" sur le pont de Normandie, lundi 5 janvier à la mi-journée, en soutien à cinq de leurs adhérents de Seine-Maritime et pour manifester contre l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Le pont doit être bloqué partiellement.

Le 02/01/2026 à 19:28

- Le syndicat des Jeunes Agriculteurs avait appelé à la mobilisation ce lundi 5 janvier 2026 sur le pont de Normandie, contre le projet d'accord de libre-échange avec les pays d'Amérique du Sud du

Mercosur. Les agriculteurs mettent en place un barrage filtrant sur le port du Havre pour protester contre l'accord de libre-échange

Alexandre Leno

2-3 minutes

Une centaine d'agriculteurs ont passé la nuit à l'entrée du port du Havre (Seine-Maritime) pour mettre en place, dimanche 11 janvier, un barrage filtrant et contrôler les camions afin de dénoncer l'accord signé par l'UE avec les pays du Mercosur. *"On a établi un petit camp de base à l'entrée du port et l'idée va être de contrôler un maximum de produits alimentaires qui entrent et qui sortent"*, a expliqué par téléphone Justin Lemaître, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs de Seine-Maritime (JA76), un syndicat proche de la première organisation agricole française, la FNSEA.

- Lire aussi. [Des agriculteurs tentent de bloquer le port pour dénoncer l'accord de libre-échange avec le Mercosur](#)

Les militants agricoles entendent bloquer le passage des aliments qui ne respectent pas les normes sanitaires et environnementales imposées aux producteurs français et européens. *"On sait très bien qu'il n'y aura pas un flux de camions important dans la journée mais on veut être en place pour ce soir, où le trafic va s'intensifier. Demain (lundi), on nous annonce 5.000 camions par jour"*, a-t-il dit.

Filtrer mais pas bloquer

Les agriculteurs présents, qui organisent un roulement avec des collègues de Seine-Maritime et de départements voisins, veulent *"filtrer mais pas bloquer les accès au port du Havre, pour ne pas bloquer totalement l'activité des dockers"*, a souligné Justin Lemaître. Selon lui, aucun membre des forces de l'ordre n'était à proximité immédiate des manifestants. *"On a la visite de la sécurité portuaire assez régulièrement et ça se passe très bien. Pour l'instant, on ne nous a pas dit qu'on allait nous déloger"*, a assuré le militant agricole. La veille, 250 à 300 agriculteurs, dont une partie

s'était rassemblée à la mi-journée sur le pont de Normandie avec des tracteurs, avaient convergé vers le port du Havre pour protester contre l'accord avec le Mercosur, sans que les autorités ne s'y opposent.

Avec AFP

VIDÉO. « Mercosur mort à coup sûr » : les agriculteurs sont installés au port du Havre pour contrôler les marchandises

Mathilde GUILBAUD

~3 minutes

Poursuivant leurs actions contre l'accord commercial avec le Mercosur, à l'appel du syndicat Jeunes Agriculteurs, les manifestants se sont installés sur un rond-point à l'entrée du port du Havre, samedi 10 janvier 2026 au soir, pour être prêts à contrôler les camions de marchandises qui en sortiront dès l'aube.

Publié le 11/01/2026 à 07h10

Une grande tente blanche dépliée. Une benne remplie de nourriture. Et un grand brasier pour tenter de se réchauffer, face au froid mordant. « **On restera le temps qu'il faudra** », lâche un agriculteur déterminé. Après avoir monté [un barrage filtrant au pont de Normandie](#) et [avoir vidé leurs bennes de fumiers devant un entrepôt de logistique alimentaire](#) du port du Havre samedi 10 janvier 2026, les agriculteurs se sont installés sur le rond-point de l'entrée de Port 2000, « **point névralgique du port du Havre** », pour contrôler les camions de marchandises qui en sortiront, dimanche 11 janvier au petit matin.

La plupart resteront dormir sur place, dans leurs tracteurs. D'autres devront faire un tour dans leur exploitation pour s'occuper des troupeaux avant de revenir au matin.

Un campement sur un rond point

Avec ce barrage filtrant, les manifestants et manifestantes protestent contre les produits agricoles importés et non-réglémentés, qu'ils craignent de voir déferler si l'[accord commercial avec le Mercosur est entériné](#) définitivement.

Lire aussi : [Crise agricole. Partis de Honfleur, environ 200 agriculteurs sont arrivés au port du Havre et prévoient d'y rester](#)

« **Le gros du boulot sera dimanche et dans la nuit de lundi à mardi**, explique Justin Lemaître, secrétaire général du syndicat en Seine-Maritime. L'objectif sera de contrôler les produits alimentaires qui sortent du port et de bloquer « **ceux qui ne nous plaisent pas** », comme le décrit un autre représentant de JA dans l'Eure, Romain Loiseau. En espérant se faire entendre des autorités. « **Le Mercosur, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.** »

VIDÉO. Crise agricole. Les agriculteurs normands déversent leur fumier au pied d'un entrepôt au port du Havre

Mathilde GUILBAUD

2-3 minutes

À l'appel des Jeunes agriculteurs (JA) de Seine-Maritime, une centaine d'agriculteurs normands a franchi, en tracteur, le pont de Normandie, en direction du port du Havre (Seine-Maritime), ce samedi 10 janvier. Il y ont déversés leur fumier devant un entrepôt de marchandises, pour protester contre les produits agricoles importés et non réglementés, qu'ils craignent de voir déferler si l'accord commercial avec le Mercosur est entériné.

Publié le 11/01/2026 à 06h17

Après avoir organisé un barrage filtrant sur le [pont de Normandie](#), samedi 10 janvier 2026 à la mi-journée, les agriculteurs normands, guidés par le syndicat Jeunes agriculteurs (JA), ont ensuite pris la route du port du Havre (Seine-Maritime).

[Installés tout l'après-midi devant un entrepôt Seafrigo](#), société spécialisée dans la logistique alimentaire, pour contrôler les sorties de marchandises et leur provenance, les agriculteurs ont ensuite déversé le contenu de leurs bennes devant l'entrée. Fumier, foin, pneus se sont retrouvés entassés.

Un premier « coup de pression »

« **Le gros du boulot sera demain et dans la nuit de lundi à mardi**, explique Justin Lemaître, secrétaire général du syndicat en Seine-Maritime, alors qu'aucun camion de marchandise n'a été contrôlé samedi. « **L'idée aujourd'hui, c'était de mettre un coup de pression et d'arriver sur le port. On va maintenant mettre notre campement à l'entrée de Port 2000, au rond-point, car c'est le point névralgique du port.** »

L'objectif sera de contrôler les produits alimentaires qui sortent du port et de bloquer « **ceux qui ne nous plaisent pas** », comme le décrit un autre représentant de JA dans l'Eure, Romain Loiseau. Le moyen de rappeler leur opposition à [l'accord commercial européen avec le Mercosur](#) et de faire réagir les pouvoirs publics.

REPORTAGE. Près de 200 agriculteurs mobilisés du pont de Normandie au port du Havre pour défendre leur profession

Aurore COUÉ

8–10 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

L'image est forte : des tracteurs circulant sur le pont de Normandie. Près de 200 personnes, selon le syndicat des Jeunes agriculteurs de Seine-Maritime, se sont mobilisées pour défendre leur profession ce samedi 10 janvier 2026. Circulation perturbée sur le pont de Normandie, barrage filtrant au port du Havre... La mobilisation doit continuer « jusqu'à au moins lundi ».



Samedi 10 janvier 2026, à l'appel des Jeunes agriculteurs, des agriculteurs normands ont mis en place un barrage filtrant au péage du pont de Normandie. Ils ont ensuite rejoint le port du Havre (Seine-Maritime). | JULIEN PICAUD/OUEST-FRANCE

Publié le 11/01/2026 à 11h40

« Les bennes de fumiers n'étaient pas prévues ! », réagit un policier face à l'arrivée d'une dizaine de tracteurs au pied du pont de Normandie, samedi 10 janvier 2026, peu avant 12 h.

Venant de l'Eure et du Calvados, les Jeunes agriculteurs (JA) veulent rejoindre leurs collègues de l'autre côté du pont dans le

cadre [d'une « mobilisation d'ampleur régionale »](#) à l'appel du syndicat des JA de Seine-Maritime. Objectif : le port du Havre.

« La conjoncture me fait peur »

Les regards sont déterminés. Le slogan, « Jeune, on en rêve. Plus vieux, on est crève », écrit sur une banderole, est clair. Tous sont venus défendre leur profession et crier leur colère. « On nous fait des promesses mais il n'y a pas d'évolution ! », déplore Damien Cornier, agriculteur aux Andelys (Eure). La veille, il s'est rendu [« à la capitale »](#) [avec son tracteur](#). « Il y a deux ans, j'avais participé au blocage de l'A13. C'est toujours la même histoire. »

Lire aussi : [Neige : la manifestation des agriculteurs sur le pont de Normandie est reportée « pour des raisons de sécurité »](#)

Cette fois, le cheval de bataille est le Mercosur, cet accord commercial de libre-échange entre les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et l'Union européenne en passe d'être signé, lundi 12 janvier 2026. « Si c'est acté, c'est la mort de l'agriculture française », lâche Édouard Lemoine, président des JA du canton de Lisieux (Calvados).

Circulation compliquée, samedi 10 janvier 2026, sur le pont de Normandie, lors de la manifestation des agriculteurs. | JUSTIN PICAUD/QUEST-FRANCE

À 20 ans, [ce jeune rêve pourtant de devenir éleveur laitier](#) à la tête d'une exploitation. « Depuis mon plus jeune âge, je veux faire ce métier. Mais cette conjoncture me fait peur », confie-t-il dans son tracteur lancé à 5 km/h sur le pont de Normandie en direction du Havre (Seine-Maritime). « C'est la passion qui nous tient ! »

Barrage filtrant au port du Havre

Charles-Henri Lebrun, lui, a fini par céder. À 40 ans, cet éleveur ovin et céréalier près de Lisieux a arrêté les bovins en septembre 2025 « pour des soucis de rentabilité. Je ne m'en sortais plus », avoue-t-il. « On se bat tous les jours pour respecter les normes imposées. Demain, on sait parfaitement que la viande qui va arriver sera moins chère et pourrait être éventuellement produite avec des hormones de croissance qu'on nous interdit en France et en Europe » [depuis 1989 N.D.L.R.] « . »

Lire aussi : [Crise agricole : Emmanuel Macron votera contre l'accord UE-Mercosur, le RN déposera une motion de censure](#)

Au-delà de leur mouvement, les jeunes veulent défendre aussi la santé des citoyens. « Nous savons que les gens sont avec nous. »

«C'est ce qui nous tient », précise Édouard Lemoine en montrant son duvet dans son tracteur.

Les 200 agriculteurs mobilisés et la cinquantaine de tracteurs au port du Havre ont bloqué les accès de l'entreprise Seafrigo où une partie du fumier a été déversée, et mis en place un barrage filtrant des camions. « Nous voulons maintenir la pression économique et contrôler l'origine des produits,»explique Justin Lemaitre, secrétaire générale des JA de Seine-Maritime. «Nous sommes là au moins jusqu'à lundi ! »

Crise agricole. « Au moins jusqu'à lundi » : les agriculteurs en colère contrôlent les produits dans le port du Havre

Aurore COUÉ

6-8 minutes

Depuis samedi 10 janvier 2026, les agriculteurs en colère se mobilisent dans le port du Havre, à l'appel des Jeunes agriculteurs (JA) de Seine-Maritime, face à l'accord UE-Mercosur. Ils contrôlent les camions transportant des produits alimentaires « au moins jusqu'à lundi ».



Les agriculteurs ont bloqué les accès de l'entrepôt Seafrigo dans le port du Havre (Seine-Maritime, samedi, une entreprise experte dans la logistique de la chaîne du froid. | JUSTIN PICAUD / OUEST-FRANCE

Publié le 11/01/2026 à 16h23

À l'appel des Jeunes agriculteurs (JA) de Seine-Maritime, [près de 200 agriculteurs et une cinquantaine de tracteurs](#), selon le syndicat, se sont rassemblés dans le port du Havre, samedi 10 janvier 2026, pour dénoncer [l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur](#).

L'idée initiale était de mettre en place un barrage filtrant au niveau du pont de Normandie mais ce n'était qu'un point de rassemblement entre les agriculteurs de l'Eure, du Calvados et une

partie de la Seine-Maritime. « Nous visons le port du Havre, » a lancé Justin Lemaitre, secrétaire général des Jeunes agriculteurs de Seine-Maritime devant la foule réunie au péage. « L'idée est d'établir un siège pour contrôler les camions transportant des produits alimentaires qui entrent et qui sortent. »

Après avoir traversé le pont de Normandie, plusieurs centaines d'agriculteurs se sont rassemblées au port du Havre et ont bloqué les accès à l'entreprise Seafrigo, plateforme de logistique du froid traitant des marchandises alimentaires importées. | JUSTIN PICAUD / OUEST-FRANCE

« On nous annonce 5 000 camions par jour »

Les manifestants ont établi leur camp de base au niveau de la section port 2 000, après avoir bloqué les accès [de l'entrepôt Seafrigo](#) en y déversant du fumier. « On compte y rester au moins jusqu'à lundi. »

Lire aussi : [Crise agricole. Partis de Honfleur, environ 200 agriculteurs sont arrivés au port du Havre et prévoient d'y rester](#)

Les agriculteurs se sont installés au rond-point de Port 2 000. | JUSTIN PICAUD / OUEST-FRANCE

Selon les informations de l'AFP, une centaine d'agriculteurs ont mis en place, ce dimanche 11 janvier 2026, un barrage filtrant à l'entrée du port du Havre. « On veut être en place pour ce soir, où le trafic va s'intensifier. Demain, lundi, on nous annonce 5 000 camions par jour », précise Justin Lemaitre, à l'APF ajoutant vouloir « filtrer mais pas bloquer les accès au port du Havre, pour ne pas bloquer totalement l'activité des dockers ».

VIDÉO. Blocages, témoignages, fumier déversé, solidarité... On a suivi une journée de mobilisation des agriculteurs

Mathilde Guilbaud

3-4 minutes

À l'appel des Jeunes agriculteurs, une centaine d'agriculteurs normands a franchi, en tracteur, le pont de Normandie, en direction du port du Havre, samedi 10 janvier. Ils y ont déversé leur fumier pour protester contre les produits agricoles importés et moins réglementés, qu'ils craignent de voir déferler si l'accord de libre-échange avec le Mercosur est entériné. De la traversée en tracteur à l'installation du campement, nous les avons suivi et récolté leurs témoignages en vidéo.

Publié le 12/01/2026 à 06h56

« **La ligne rouge a été franchie en termes d'incohérence** », constate le président des Jeunes Agriculteurs (JA) de l'Eure, Romain Loiseau. A l'appel de son syndicat, [plus d'une centaine d'agriculteurs et agricultrices ainsi qu'une cinquantaine de tracteurs sont réunis](#) au port du Havre depuis samedi 10 janvier 2026 pour protester contre l'accord commercial avec [le Mercosur](#).

De leur [traversée du pont de Normandie](#) au [barrage filtrant installé sur le rond-point central du port du Havre](#) à la tombée de la nuit, en passant par le blocage des accès d'un entrepôt de marchandises importées [avec du fumier](#), nous avons suivi les agriculteurs sur une journée de mobilisation. Et récolté leurs témoignages en vidéo.

Lire aussi : [Agriculteurs, salariés... Face au Mercosur, ces Européens désarmés par les conséquences du commerce international](#)

« Tout ça pour que les Allemands vendent leurs voitures »

« **Tout ça pour que les Allemands vendent leurs voitures** », ironise Côme de Wever, qui a vendu ses céréales « **presque à perte cette année** ». Il s'inquiète de la baisse des cours du blé et

du colza alors que l'accord de libre-échange avec le Mercosur est en passe d'être définitivement adopté. Au même moment, l'Union européenne pourrait instaurer une nouvelle taxe carbone sur les engrais importés. « **On plie sous le poids des réglementations mais on accepte la concurrence déloyale des pays étrangers.** »

Lire aussi : [Compétitivité, revenus... Pourquoi le Mercosur n'est pas le seul problème pour l'agriculture française](#)

« **Le Mercosur sera le point de non-retour. Cela fait des années que l'on parle du début de la fin, là, ce serait la fin** », prédit Angèle Clomenil, 20 ans, Jeune agricultrice euroise qui espère un jour s'installer, « **même si les perspectives sont limitées aujourd'hui. On est ici pour contrôler les camions et montrer aux Français ce qu'il y a vraiment derrière les étiquettes. Des produits qui se disent Made in France mais qui ne respectent en rien les normes qu'on respecte chez nous.** »

Retrouvez leurs témoignages et ceux de leurs confrères au coeur de cette journée de mobilisation, la première d'une série de plusieurs jours au port du Havre, en vidéo. « **On restera le temps qu'il faudra** », annoncent les agriculteurs.

Lecture automatique

Plus de vidéos de Crise agricole

Les systèmes de vidéoprotection désormais connectés au commissariat de Rouen

~4 minutes

A Bois-Guillaume, le système de vidéoprotection est désormais directement raccordé au Centre d'Information et de Commandement (CIC) du commissariat de police de Rouen.

Sur le même thème

[Police](#)

[Vidéoprotection](#)

[Vidéosurveillance](#)



Le système de vidéoprotection de Bois-Guillaume est désormais directement raccordé au centre d'information et de commandement de la police de Rouen. ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 11 janv. 2026 à 12h04

Depuis l'année 2020, la Ville de [Bois-Guillaume \(Seine-Maritime\)](#) a entrepris un développement significatif de son système de **vidéoprotection urbaine**. Le nombre de caméras installées sur le territoire communal a connu une augmentation substantielle,

passant de **13 à 71 en l'espace de cinq ans**.

Accéder aux images en temps réel

Auparavant, les images enregistrées au Centre de Supervision Urbaine (CSU) communal n'étaient accessibles à la Police nationale que sur présentation d'une réquisition judiciaire. Par une délibération adoptée lors du conseil municipal du 18 décembre 2025, la municipalité a décidé de procéder au **raccordement du système de vidéoprotection communal au Centre d'Information et de Commandement (CIC)** du commissariat de police de Rouen.

Ce raccordement permet désormais à la Police nationale d'accéder en temps réel aux images capturées par les caméras de la commune.

Ce renforcement opérationnel représente un levier stratégique majeur pour optimiser la réactivité des interventions, l'efficacité des enquêtes et la coordination entre la Police municipale et la Police nationale.

Acquisition prévue de trois caméras nomades

Parallèlement, lors de l'adoption du budget 2026, le conseil municipal a alloué une enveloppe budgétaire de 200 000 euros à la **poursuite du déploiement du système de vidéoprotection**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Il est également prévu l'acquisition de trois caméras nomades, rapidement déployables dans les zones sensibles ou non raccordées au réseau de fibre optique, afin de renforcer la flexibilité et l'efficacité du dispositif.

Sécurité des habitants : une priorité pour Théo Pérez

Le maire Théo Pérez, a insisté sur le fait que « **la sécurité des habitants est bien sûr une priorité**. Depuis 2020, nous avons renforcé la vidéoprotection, accru les effectifs de la police municipale, créé une patrouille de soirée et de week-end, multiplié les opérations conjointes avec la Police nationale et mis en place une aide financière pour accompagner les habitants à s'équiper de systèmes d'alarme. En renforçant massivement la vidéoprotection et en la connectant directement au centre de supervision de la police nationale, la Ville se donne les moyens d'**agir plus vite et plus efficacement** notamment contre les cambriolages et autres vols par effraction. Dans ce domaine, la coordination des forces de

police est absolument essentielle », a détaillé l'élus.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La vidéoverbalisation expérimentée depuis plusieurs mois à Rouen : voici ce que révèlent les images

4–5 minutes

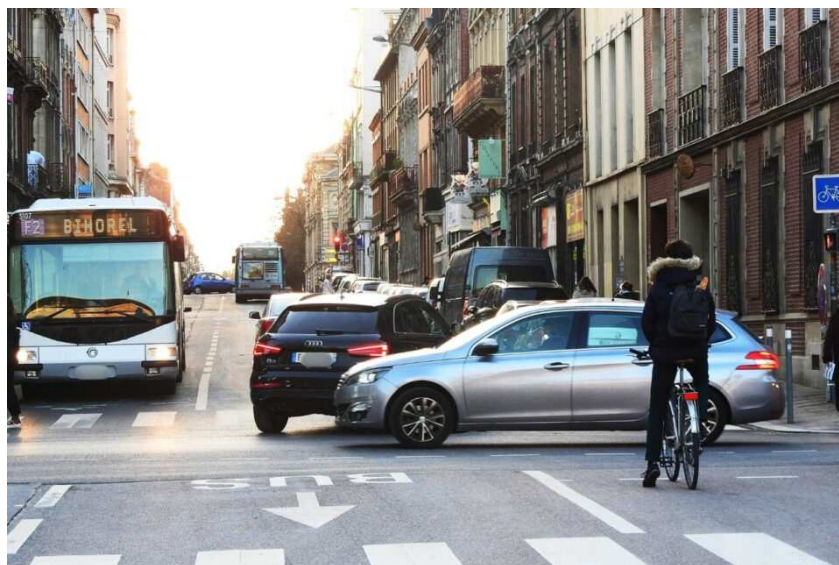
Depuis le printemps 2025, la vidéoverbalisation est expérimentée sur certains axes à Rouen. On fait le bilan avec la mairie plusieurs mois après.

Sur le même thème

[Sécurité routière](#)

[Stationnement](#)

Article réservé aux abonnés



Depuis sa mise en place expérimentale à Rouen, que révèle la vidéoverbalisation ? (©JB/76actu/Archives)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 12 janv. 2026 à 7h06

Depuis le printemps 2025, [à Rouen](#), vous pouvez vous faire **verbaliser à distance** pour des infractions : [c'est la vidéoverbalisation !](#) Elle est **en phase expérimentale** sur certains axes pour le moment. **Pour quel bilan plusieurs mois après ?** La mairie fait le point avec 76actu.

C'est quoi déjà la vidéoverbalisation ?

Pour rappel, cette expérimentation a été mise en place au printemps sur quelques artères rouennaises : **rues Jeanne-d’Arc, Jean-Lecanuet, de la République, Saint-Vivien et sur les quais rive droite.**

Avec pour mission de verbaliser diverses infractions avec un focus sur la « **protection des usagers vulnérables, piétons et cyclistes** », comme le rappelle Kader Chékhémani, adjoint en charge de la tranquillité publique. « Par exemple, on ne verbalise pas le téléphone au volant. On est plutôt sur le stationnement sur les trottoirs, les passages piétons ou les pistes cyclables. »

Selon l’adjoint, l’heure n’est pas encore au bilan final, « on le fera au printemps prochain après un mois d’expérimentation ». **Mais déjà des tendances se dégagent...**

Quel bilan pour la vidéoverbalisation à Rouen ?

« **On est à environ une centaine de vidéoverbalisations** », nous annonce Kadher Chékhémani. « Plus de la moitié relève **du stationnement sur trottoir**, 20 % pour le stationnement sur pistes cyclables et globalement le reste pour du stationnement très gênant. » De quoi conclure pour l’adjoint que « ce sont des phénomènes qui ne sont malheureusement pas résiduels ».

Comment fonctionne la vidéoverbalisation ?

Concrètement, la vidéoverbalisation est assurée par des agents assermentés. « C’est du flagrant délit », explique Kader Chékhémani. « L’agent est derrière la caméra, il constate, il fige l’image en cas de recours, et il verbalise. »

Pour cela, l’agent relève la plaque du véhicule, la date et l’heure, le lieu de commission et la nature de l’infraction. Le PV peut ensuite être notifié par courrier ou en ligne.

Mais le but assure-t-il, **n’est pas de verbaliser à tout prix** (pour ceux qui verraient là une nouvelle « pompe à fric »), mais « d’être dissuasif. C’est ce qu’on ne peut pas encore quantifier, l’effet de communication, que les gens aient la peur de la verbalisation. Car malheureusement, ils ont plus facilement peur de la verbalisation que de mettre en danger les autres usagers ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Reste à voir si cette expérimentation porte suffisamment ses fruits. Auquel cas, elle pourrait être reconduite, **voire étendue à d’autres axes**. Mais, annonce d’ores et déjà Kader Chékhémani, «

l'expérimentation a vocation à continuer dans les mêmes conditions, pour les mêmes infractions ». Et à condition bien sûr, que la prochaine majorité municipale soit du même avis.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Un mauvais fonctionnement » : des défenses osées face aux grands excès de vitesse en pays de Bray

Arnaud COMMUN

8-10 minutes

Les excès de vitesse de plus de 50 km/h sont devenus des délits depuis le 29 décembre 2025. Les auteurs de l'infraction avant cette date continuent d'être jugés par le tribunal de police. Reportage au palais de justice de Dieppe, avec un avocat prêt à tout pour sauver ses clients pris dans le pays de Bray.



Publié: 9 Janvier 2026 à 16h22 Temps de lecture: 2 min

Les gendarmes du peloton motorisés (PMO) de Neufchâtel-en-Bray font d'une pierre trois coups le dimanche 18 mai 2025, sur la route départementale 915, à la hauteur de Bradiancourt, près du lieu-dit Les Hayons : en contrôle de vitesse avec les jumelles sur cet axe limité à 80 km/h, ils voient débouler trois motards à 165 km/h. La vitesse de 156 km/h est retenue, soit plus de 70 km/h au-dessus de celle autorisée.

Deux sur les trois sont convoqués le mercredi 7 janvier 2026, devant le tribunal de police de Dieppe. Il y a d'abord Sébastien, 43 ans, domicilié dans l'Oise. Il n'est pas présent au palais de justice, contrairement à son avocat, Me Benjamin Terrier, du barreau de Paris, spécialiste du droit routier. Le défenseur prévient qu'il va dénoncer « *un mauvais fonctionnement de l'appareil cinémomètre* » des gendarmes.

« Monsieur reconnaît l'infraction »

Son client se trouve en tête de cortège, à 11 h 30, au bout d'une longue ligne droite. « *Monsieur reconnaît l'infraction* » relève la juge, Marion Haas, se référant à la procédure.





Les gendarmes continuent d'intercepter les auteurs des grands excès de vitesse, ils ne se contentent pas des radars automatiques. - Photo d'archives BMO de Dieppe

Michaël Bouraya, substitut du procureur, est formel : « *Les gendarmes vont cibler une première moto avec un laser. Celle de Monsieur. L'appareil est d'une fiabilité certaine. Ils ne peuvent pointer qu'un seul véhicule à la fois.* » Pour le parquet, le constat est implacable : Sébastien fonçait à 165 km/h. Il requiert une amende de 750 €. La suspension du permis pendant six mois a déjà été subie.

« On a une vitesse identique »

Me Terrier entre alors en action : « *On a effectivement trois motocyclistes. Sébastien est en tête du cortège. On a une vitesse relevée identique pour les trois motos. Comment les gendarmes ont-ils pu déterminer qu'ils roulaient exactement à la même vitesse ? Moi je pense que les gendarmes ont mesuré la vitesse du premier et qu'ils ont attribué la même vitesse aux trois motos.* »

Le défenseur doute de la fiabilité des jumelles : « *Normalement, l'appareil n'aurait pas dû afficher une mesure, puisque plusieurs véhicules se trouvaient dans son champ de vision.* » L'avocat précise que son client est « *conducteur d'engins* ». Il plaide une relaxe, voire, dans le pire des cas, une amende minorée. Peine perdue, la juge lui inflige 750 € d'amende. La suspension de six mois du permis déjà purgée, est confirmée.

Motos en fourrière

Me Terrier espère avoir plus de chance avec Daniel, 50 ans, domicilié aussi dans l'Oise. Lui aussi est absent. En plus de sa [pointe à 165 km/h \(vitesse retenue 156 km/h\)](#), Daniel a « *omis de présenter son permis de conduire, ou son récépissé de perte* », dixit la juge. Comme ses deux camarades, le quinquagénaire a vu sa moto partir en fourrière sur-le-champ.

« *Il reconnaissait l'infraction retenue à son encontre* », constate Marion Haas. Il a fait l'objet d'une rétention puis d'une suspension de six mois de son permis de conduire. Michaël Bouraya n'a aucun doute : après avoir visé la moto de Sébastien, le gendarme a eu le temps de viser celle de Daniel, et même la troisième. Ces radars captent les vitesses à plusieurs centaines de mètres.

Régulateurs de vitesse ?

Le représentant du ministère public n'est pas étonné par la vitesse identique des bolides : « *Certaines motos sont équipées d'un régulateur de vitesse. Qu'est-ce qui empêche de se caler ensemble à 165 km/h ? Vous entrerez en voie de condamnation. Je requiers une amende de 750 € et une suspension de permis de six mois, avec exécution provisoire. Plus 38 € d'amende pour le permis non présenté.* »

Qu'on m'explique comment matériellement les gendarmes ont-ils pu s'y prendre pour viser successivement les motos

Benjamin Terrier, Avocat au barreau de Paris

Benjamin Terrier plaide que son client se dit aujourd'hui innocent : « *Lui conteste avoir roulé à cette vitesse. Il est au guidon d'un véhicule de 47 chevaux. Qu'on m'explique comment matériellement les gendarmes ont-ils pu s'y prendre pour viser successivement les trois motos ! Le tribunal doit s'assurer que la vitesse a bien été relevée pour chacun des trois motocyclistes.* »

La relaxe plaidée

Il ajoute que « *cela a été extrêmement compliqué pour mon client. Dans sa commune, il n'y a pas d'offre de transports en commun. Il n'a pas pu se rendre au travail pendant six mois. Il est tombé en dépression. Il est conducteur de travaux. Il a trois enfants.* »

L'avocat parisien plaide la relaxe, persuadé que le PMO n'a pas eu le temps de relever la vitesse de chaque cylindrée.

Mais une fois encore, la juge croit en la parole des gendarmes et en la technologie : Daniel écope de la sanction requise par le parquet.

202 km/h retenus

Le peloton motorisé fait fort aussi le mercredi 18 juin 2025, sur l'A29 limitée à 130 km/h, sous le pont de la route départementale 282. Hadj, 31 ans, fonce dans le sens Neufchâtel-en-Bray/Aumale. Cet habitant du Pas-de-Calais se présente comme « *gérant d'un magasin de déstockage.* » « *Vous n'avez jamais été condamné par la justice* », observe la juge.



Les excès de vitesse de plus de 50 km/h commis depuis le 29 décembre 2025 sont désormais jugés en correctionnelle - Photo d'archives Olivier Schindler

« Monsieur a été contrôlé à 202 km/h, vitesse retenue, c'est-à-dire qu'il roulait bien au-dessus ! », déplore le substitut du procureur.
« Monsieur nous dit qu'il était pressé de rentrer chez lui. Il a dit que c'était une ligne droite. Je requiers une peine de six mois de suspension du permis, déjà exécutée, et une amende de 1 000 €. »

Nouvelle loi

Il fait une piqûre de rappel à Hadj : « [Depuis peu, cette contravention est un délit, avec une peine d'emprisonnement encourue de trois mois.](#) » Le prévenu est au courant. Mais comme l'infraction a été commise avant la nouvelle réglementation, il a encore droit au tribunal de police, parfois renommé tribunal contraventionnel. Les auteurs de la même infraction depuis le 29 décembre passeront en correctionnelle.

Le tribunal suit les réquisitions du parquet. Hadj devra aussi payer 62 € de droits fixes de procédure.

Lire aussi

[Quels ont été les propos du maire de Dieppe à l'occasion des vœux de l'année 2026](#)

[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Illois \(Seine-Maritime\)](#), [Neufchâtel-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#), [Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Seine-Maritime. Deux canards morts de la grippe aviaire à Cerza, provenaient du Parc de Clères

Julie Hervieux

2-3 minutes

Deux canards du parc de Clères cédés au zoo de Cerza sont morts de la grippe aviaire le 30 novembre dernier. La Préfecture de la Seine-Maritime place le parc seinomarin sous surveillance pour comprendre ce qu'il s'est passé.

- **A lire aussi.** [Luneray. Après la découverte du foyer de grippe aviaire, près de 300 volailles ont été abattues](#)

Deux canards touchés par la maladie

"Le résultat d'analyse du laboratoire de l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES) du 2 janvier, met en évidence la présence de génome de virus Influenza aviaire hautement pathogène, sur des extraits d'écouvillons trachéaux de deux canards du parc zoologique Cerza", indique un arrêté de la Préfecture, lundi 5 janvier. Ces deux canards provenant du parc de Clères, ont été cédés au zoo calvadosien le 14 novembre et sont décédés quelques jours après. La question est : étaient-ils déjà contaminés ou ont-ils contracté la maladie une fois dans le Calvados ?

Enquête et prélèvements

Une enquête épidémiologique sera réalisée afin de recenser toutes les catégories d'animaux présentes au parc de Clères, et pour chacune des espèces concernées, le nombre d'animaux déjà morts et le nombre d'animaux suspects. *"Le recensement est quotidiennement mis à jour par le vétérinaire sanitaire pour tenir compte des animaux nés ou morts pendant la durée de l'arrêté préfectoral",* précise l'arrêté. Des prélèvements par le vétérinaire sanitaire seront effectués afin de détecter la présence éventuelle du virus H5N1 au sein de la population des oiseaux du parc.

Un confinement des oiseaux

Par mesure de sécurité, les oiseaux du parc de Clères doivent rester dans leurs hébergements ou dans d'autres lieux du parc permettant "*leur confinement et leur isolement*", précise l'arrêté. Des moyens de désinfection sont mis en place aux entrées et sorties de l'exploitation. "*Aucun oiseau captif ne doit entrer dans l'exploitation ou en sortir*", peut-on lire sur l'arrêté.

Le parc de Clères sous surveillance pour des cas de grippe aviaire au Cerza

Benoît MARIN-CURTOUD

4-5 minutes

Deux canards décèdent et tout est dévasté : à la mi-novembre 2025, le parc de Clères a cédé deux volatiles au Cerza, lesquels sont morts dans la foulée de grippe aviaire. Le parc de Clères est désormais sous surveillance.



Publié: 9 Janvier 2026 à 21h12 Temps de lecture: 2 min

« *Le résultat d'analyse du laboratoire de l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES) du 2 janvier 2026 met en évidence la présence du génome du virus Influenza aviaire hautement pathogène sur des extraits d'écouvillons trachéaux de deux canards du parc zoologique Cerza* », note un arrêté préfectoral daté du 5 janvier 2026 qui va imposer de nouvelles mesures sanitaires au parc de Clères, au nord de [Rouen](#).

Pour comprendre cette affaire il faut savoir que le parc de Clères a vendu deux canards au Cerza le 14 novembre 2025 et que ceux-ci sont morts une quinzaine de jours plus tard, le 30 novembre. D'où des analyses qui ont révélé la présence du H5N1.

Ce virus, qui fait si peur à l'aviculture en France, qui entraîne les abattages de cheptels entiers de canards, poulets et autres oies, a-t-il été contracté au Cerza ou à Clères ?

Les oiseaux confinés

Dans le doute, la préfecture de la Seine-Maritime a prescrit de sérieuses mesures de prophylaxie au [parc de Clères](#) avec le placement sous surveillance du parc par la direction départementale de la protection des populations (DDPP). Cela entraîne une visite quotidienne des oiseaux du parc par le

vétérinaire sanitaire.

La préfecture demande une enquête épidémiologique avec le recensement de toutes les espèces concernées par le virus « *et le nombre d'animaux déjà morts et le nombre d'animaux suspects* ». Ce recensement sera mis à jour quotidiennement.

Des prélèvements pourront être réalisés pour détecter « *l'éventuelle présence du virus H5N1 au sein de la population des oiseaux du parc* ».

Par prévention, tous les oiseaux seront maintenus dans leurs hébergements, seront ainsi confinés pour limiter les contacts entre oiseaux du parc et oiseaux sauvages. Le parc doit par ailleurs ne plus accueillir ou faire sortir des oiseaux.

Le but : confirmer ou infirmer la présence du H5N1 au sein du parc de [Clères](#). Résultat dans quelques semaines.

Lire aussi

[À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Hockey sur glace – Ligue Magnus : les Dragons de Rouen battus par des Chamoniards revanchards](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Clères \(Seine-Maritime\)](#).

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



À Rouen, l'hôtel de ville et la Halle aux toiles sont désormais des monuments protégés

Paris Normandie

4-5 minutes

L'hôtel de ville et la Halle aux toiles à Rouen ont fait l'objet d'un classement en octobre 2025 qui affirme leur valeur patrimoniale.



La salle du conseil municipal de l'hôtel de ville de Rouen. - photo d'archives Stéphanie Péron Clément



Publié: 10 Janvier 2026 à 13h45 Temps de lecture: 1 min

Quand on évoque les monuments de [Rouen](#), c'est au Gros-Horloge ou à la cathédrale que l'on pense en premier. L'hôtel de ville de Rouen et la [Halle aux toiles](#) font désormais eux aussi partie des monuments protégés au titre des monuments historiques.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'ensemble des façades, toitures et une grande partie [des espaces intérieurs](#) ainsi que les collections mobilières et artistiques ont fait

l'objet le 20 octobre 2025 de deux arrêtés d'inscription relatifs aux bâtiments. Qui ont été suivis le 29 octobre 2025 par cinq arrêtés concernant les collections d'objets (mobilier, luminaires, œuvres d'art), sur avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture.

Salle du conseil

C'est une valorisation de l'héritage de l'après-guerre. Les deux édifices ont en commun d'avoir notamment bénéficié de la signature de [Maxime Old](#) et de son mobilier de style paquebot. La Halle aux toiles est un « palais » audacieux, doté d'un remarquable escalier d'honneur, réalisation du célèbre ferronnier d'art Raymond Subes, et doté d'une extraordinaire voûte en carène de navire.

Quant à L'hôtel de ville, ancien dortoir de l'abbaye Saint-Ouen, la salle du conseil municipal (1963-1964) abrite un mobilier élégant en bois de merisier, aux lignes épurées. On y remarque aussi des toiles et des fresques de Roger Tolmer, Robert Savary, Georges Mirianon ou encore des sculptures de Robert Couturier, Jean-Pierre Demarchi, témoignages du foisonnement artistique de l'après-guerre. Autant de symboles de « l'agglomération nouvelle » alliant fonctionnalisme et respect du beau matériau.

Lire aussi

[Suite à l'épisode neigeux, perturbations et travaux sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen](#)

[À Rouen, « La Bonne Faim », un nouveau fast-food pensé pour les sportifs et les autres](#)

[La Chine s'invite au Jardin des plantes : à Rouen, le jardin traditionnel bientôt achevé](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

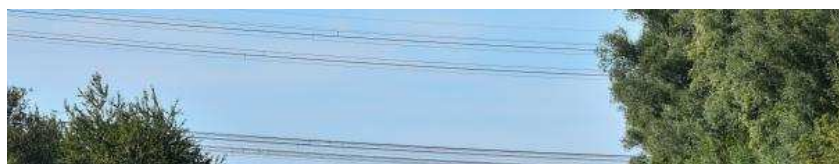
[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Travaux sur la digue de Bardouville : la préfecture met en demeure le gestionnaire du site

Brice Recotillon

6-7 minutes

Dans un arrêté en date du 24 décembre 2025, la préfecture de la Seine-Maritime met en demeure le syndicat mixte de gestion de la seine normande concernant les travaux de réfection de la digue de Bardouville.



La digue de Bardouville a fait l'objet de plusieurs travaux de réfection. - Paris Normandie - Photo d'archives



Publié: 11 Janvier 2026 à 08h54 Temps de lecture: 1 min

Située entre les communes seinomarines de Mauny et Bardouville, la digue de Bardouville a longtemps été pointée du doigt pour son mauvais état de fonctionnement.

Une digue affaiblie

Plusieurs salves de travaux ont été entreprises par le syndicat mixte de gestion de la seine normande (SMGSN), afin de limiter le [risque d'inondation de la route départementale 64](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un scénario qui s'est pourtant déjà [produit au hameau de Beaulieu](#). Suite à un épisode de fortes marées, en avril 2024, les eaux avaient alors emporté environ 35 mètres d'ouvrage au moment de la décrue.

Il y a un défaut de maintenance depuis 30 ans. Et c'est pour ça qu'on en arrive à un état désastreux de la digue.

Nathalie Haubert, Association Les pieds dans l'eau

Cette problématique récurrente liée à la montée eaux a poussé l'association *Les pieds dans l'eau* à [monter au créneau](#) de très nombreuses fois auprès des autorités compétentes. « *Il y a un défaut de maintenance depuis 30 ans. Et c'est pour ça qu'on en arrive à un état désastreux de la digue*, peste Nathalie Haubert, coprésidente de l'association Les pieds dans l'eau. *Si elle avait été entretenue de manière régulière, il n'y aurait pas eu ce type de problème. Et là, on en est toujours au même point.* »

Mise en demeure

Dans un [arrêté en date du 24 décembre](#) 2025, la préfecture de la Seine-Maritime met en demeure le gestionnaire du site, le SMGSN, de respecter l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2024 concernant la digue de protection de la zone de Bardouville.

« *Il s'agit d'un arrêté sur lequel nous échangeons avec l'État depuis la fin de l'année dernière*, précise à Paris Normandie la direction du syndicat mixte. *Depuis plusieurs années, beaucoup d'opérations ont été menées sur la digue de Mauny – Bardouville (études, travaux, surveillance...).* Cet arrêté s'inscrit dans une continuité de travail avec l'État sur ce secteur. »

L'arrête préfectoral pointe notamment l'absence « *d'une visite technique approfondie sur l'ensemble du linéaire de l'ouvrage classé, et de la transmission au préfet du compte rendu de cette visite* ». Autre nécessité, obligatoire, celle « *de transmettre au service en charge de la police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer des compléments au dossier de demande d'autorisation du système d'endiguement de Bardouville* ».

Exercice de simulation de crue

Il est également spécifié au gestionnaire de cette digue de Bardouville d'organiser « *un exercice de simulation d'une crue affectant son ouvrage, dans les quatre mois à compter de la notification du présent arrêté* ». Un cas pratique qui a déjà eu lieu

À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle

Benoît MARIN-CURTOUD

6-7 minutes

Sur un peu plus d'un demi-hectare près du CHU, des pelleteuses démarrent ce mois de janvier 2026 la création d'un nouveau jardin à Rouen qui sera traversé par la rue Marie-Curie. Explications.



Le futur jardin, avec au premier plan la zone ouverte au public et sa promenade sur pilotis, la zone d'extension des crues au second plan, et, en arrière-plan à gauche, la silhouette d'un futur gymnase dont les travaux commencent en avril. - Crédit Rouen Normandie Métropole



Publié: 11 Janvier 2026 à 20h15 Temps de lecture: 2 min

C'est aujourd'hui une friche, un peu à l'abandon, où les rejets de bouleaux et autres arbustes prospèrent : ce terrain de 5 900 m² situé de part et d'autre de la rue Marie-Curie à [Rouen](#), juste à côté de la rivière Aubette et de la route de Lyons-la-Forêt, va devenir un nouveau jardin, annonce la [Métropole Rouen Normandie](#).

La météo de cette rentrée a un peu perturbé leur entrée en action,

mais les premières pelleteuses devaient commencer l'aménagement le 5 janvier 2026 pour dépolluer le site avant l'aménagement proprement dit au printemps puis les plantations au dernier trimestre de cette nouvelle année.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des plantes pour dépolluer

À signaler que c'est un mélange de graminées et de légumineuses qui sera planté sur les terres polluées par des résidus de métaux et des métalloïdes une fois la couche de surface enlevée et expédiée dans une entreprise spécialisée. C'est un procédé de phytoremédiation/phytostabilisation assez innovant – les plantes les plus adaptées ont été retenues pour absorber les polluants – qui a notamment été utilisé sur le site de Repainville.



La friche Marais Marinox, bordée par la voie ferrée, semble à l'abandon aujourd'hui. - Photo Paris Normandie

L'objectif est triple : la renaturation d'une ancienne friche, la création d'une zone d'expansion en cas de crue de l'Aubette et l'agrément des habitants et usagers de ce nouveau quartier où il y a notamment le Médical Training Center.

« [Le site Marais Marinox](#) illustre parfaitement notre capacité à transformer des contraintes fortes – pollution des sols, risque inondation – en opportunité d'innovation écologique. En redonnant vie à cette friche industrielle, nous créons un nouvel espace de vie et de verdure pour les habitants et les usagers du Campus Santé tout en prenant nos responsabilités face aux nouveaux enjeux de notre siècle », estime le président de la Métropole [Nicolas Mayer-Rossignol](#).

Un jardin mais deux espaces

L'endroit est une friche industrielle depuis l'arrêt des activités de l'entreprise Marais Marinox (fabricant de serrures et de ferrures) et

sa démolition au milieu des années 2000. Il est intégré au périmètre de la [ZAC Rouen Innovation Santé](#) et a déjà fait l'objet de travaux pour l'aménagement d'espaces publics (perçement de la rue Marie-Curie et mise en valeur des berges de l'Aubette).

Un gymnase au nord du site, pour remplacer l'ancien gymnase Thuilleau, démoli rue d'Amiens pour faire place à l'extension du centre Becquerel, est aussi prévu. Les travaux devraient être lancés en avril 2026.

Ce jardin sera particulier puisqu'il sera traversé par la rue Marie-Curie. L'espace sera structuré en deux entités complémentaires avec à l'Est, une zone humide sanctuarisée à vocation principalement hydraulique et écologique.

C'est là que l'éventuelle crue de l'Aubette pourra s'étendre avec une capacité de stockage de 2 620 m³ d'eau, qui est en fait une compensation pour les zones d'extension de crue grignotées précédemment par les immeubles de la ZAC.

Une balade sur pilotis

Cette zone sera interdite au public mais il y aura un belvédère (côté gymnase) pour observer la faune et la flore.

À l'Ouest, au droit de la filature Léveillé, la zone sera ouverte au public, dédiée à la détente, et surtout comprendra un parcours pédagogique sur pilotis et des espaces de détente en bois.

Lire aussi

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Football – Coupe Gambardella : face au PSG, la marche était trop haute pour le FCR](#)

[Suite à l'épisode neigeux, perturbations et travaux sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)

Nouvelle Ligne Paris Normandie. État et collectivités valident une nouvelle feuille de route pour une refonte du projet à l'automne

Alexandre Leno

2-3 minutes

Bousculé par l'opposition de la région Île-de-France et par les crises politico-économiques du moment en France, le projet de Nouvelle Ligne Paris Normandie (LNPN) vient de trouver un nouveau souffle avec la mise en place d'une feuille de route validée par l'Etat et les collectivités concernées ; régions Île-de-France et Normandie, Métropole de Rouen Normandie et la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole.

Réunis en comité de pilotage, vendredi 9 janvier, tous se sont mis d'accord pour revoir le projet et aboutir à une nouvelle version "refondée" de la LNPN à l'automne prochain.

- Lire aussi. ["Trop de retard a été pris", les défenseurs de la LNPN relancent le projet, l'Etat promet une nouvelle feuille de route](#)

Identifier les impacts dans les Yvelines

Les grands principes du projet seront conservés à savoir *"l'arrivée des trains normands en gare de Saint-Lazare, destination historique des liaisons ferrées entre Paris et la Normandie", "la création de la nouvelle gare de Saint-Sever, à Rouen, qui s'inscrit dans un projet de reconquête urbaine", "le besoin de 4 voies entre Paris Saint-Lazare et Mantes-La-Jolie... [afin] de réduire les temps de parcours... au bénéfice des usagers franciliens et normands".*

Le projet doit prévoir également le maintien de l'arrêt de trains normands dans le Mantois et le Bonniérois et l'écoulement du fret ferroviaire depuis Le Havre.

- Lire aussi. ["La LNPN est un projet d'intérêt national" affirme le ministre des Transports](#)

Le Comité de pilotage s'est fixé, d'ici à l'automne prochain, d'identifier des solutions pour réduire les impacts du projet dans les

Yvelines, les Hauts-de-Seine et en Seine-Maritime, un des points noirs pointés en 2024 par [la région Ile-de-France qui s'était farouchement opposée au projet](#). Rien n'indique pour l'heure si le projet de SERM (Service Express Métropolitain) ou RER métropolitain, envisagé notamment sur l'étoile ferroviaire de Rouen, fera partie ou non du nouveau projet LNPN.

Suite à l'épisode neigeux, perturbations et travaux sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen

Paris Normandie

3-4 minutes

La neige tombée entre lundi 5 et mercredi 7 janvier 2026 a causé des dégâts sur l'A150 aux abords de Rouen. Des travaux vont être menés à compter de ce lundi 12 janvier 2026.



La neige a causé des dégâts sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen à hauteur de Canteleu. - Photo d'illustration Stéphanie Péron-Clément



Publié: 11 Janvier 2026 à 12h46 Temps de lecture: 1 min

L'épisode neigeux du début de semaine, entre lundi 5 et mercredi 7 janvier 2026, a causé des dégradations sur la chaussée de l'A150 dans le sens Barentin-Rouen au niveau de Canteleu, annonce la préfecture de Seine-Maritime [sur ses réseaux sociaux](#) ce dimanche 11 janvier 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En conséquence, la direction interdépartementale des routes va réaliser des travaux de réparation à compter du lundi 12 janvier 2026.

Voie de circulation réduite, bouchons à prévoir

D'ici là, la voie de droite est neutralisée sur cette portion de route, « à hauteur de Bapeaume », précisent les services préfectoraux.

Ils mettent en garde les automobilistes quant à d'éventuels bouchons lundi 12 janvier 2026, particulièrement entre 7 h et 9 h du matin, au pic habituel de circulation.

Lire aussi

[À Rouen, « La Bonne Faim », un nouveau fast-food pensé pour les sportifs et les autres](#)

[La Chine s'invite au Jardin des plantes : à Rouen, le jardin traditionnel bientôt achevé](#)

[Travaux sur la digue de Bardouville : la préfecture met en demeure le gestionnaire du site](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Canteleu \(Seine-Maritime\)](#) [Barentin \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Vincent Duteurtre nommé directeur général de l'Agence d'urbanisme Le Havre-Estuaire

Chloé Guérout

~3 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© LinkedIn

Depuis le 1^{er} décembre 2025, l'Agence d'urbanisme Le Havre-Estuaire de la Seine (AURH) a un nouveau directeur général. Vincent Duteurtre succède à Max Yvetot à la tête de cette structure.

Architecte et urbaniste de formation, Vincent Duteurtre dirigeait, depuis 2022, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de la Seine-Maritime (CAUE 76). Il s'est

notamment illustré en pilotant l'inscription du Havre au patrimoine mondial de l'Unesco.

Très honoré de cette nomination, il entend *«prendre part à nouveau au développement de la région havraise, large territoire estuarien et littoral aux multiples enjeux et aux potentialités immenses»*.

L'AURH accompagne les élus et les partenaires publics dans la définition des stratégies territoriales et des projets de développement. L'agence intervient sur des missions de projets urbains, d'urbanisme réglementaire, d'observatoires et d'études prospectives, à des échelles allant du quartier à la Vallée de la Seine.

Le Havre. Une centaine de manifestants contre le « coup de force » de Trump au Venezuela

Arnaud ROUXEL

4-5 minutes

Plusieurs organisations ont pris la parole, samedi 10 janvier 2026, sur la place de l'Hôtel-de-Ville du Havre, devant une centaine de militants, pour dénoncer l'enlèvement du président vénézuélien, le 3 janvier 2026, et « l'impérialisme américain ».



« Solidarité avec le peuple vénézuélien », ont clamé plusieurs des intervenants. - Arnaud Rouxel/Paris Normandie



Publié: 10 Janvier 2026 à 17h20 Temps de lecture: 1 min

« *Seul le peuple vénézuélien peut décider de son avenir* », soulignent successivement des militants, au micro. Une centaine de personnes a répondu à l'appel d'une douzaine d'organisations politiques, syndicales et associatives de gauche, samedi 10 janvier 2026, à 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, au Havre. Un rassemblement qui vise à protester contre la récente opération militaire des États-Unis au Venezuela, le 3 janvier 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La mainmise américaine

« Un coup de force », avait formulé le collectif réunissant notamment le Mouvement de la Paix, la Ligue des droits de l'Homme, Femmes solidaires, la FSU ou le PS, dans son communiqué de presse annonçant la mobilisation. Le président vénézuélien [Nicolàs Maduro](#), officiellement soupçonné par les États-Unis d'être à la tête d'un « narco-État », a été [enlevé](#) par les forces américaines avec son épouse. Et le pays d'Amérique du Sud est promis, dicit le président US Donald Trump, à la mainmise de son administration.

« *Non à l'impérialisme, les peuples ne sont pas à vendre* », dit face à la foule et ses drapeaux Rémi Caniel, membre du bureau de l'Union locale CGT du Havre. Un autre cégétiste, salarié de TotalEnergies, rappelle que le pétrole est l'un des principaux enjeux de cette capture. Il fustige « *la géométrie variable d'un droit international qui n'est ici que la loi du plus fort* ». Et rappelle que sa posture ne l'empêche pas « *d'avoir un regard objectif sur le régime vénézuélien* ».

« Le droit international a été piétiné »

« *Cette agression ouvre la voie à une multiplication des conflits. Le droit international a été piétiné* », appuie le collectif havrais pour la Palestine. « *Macron s'est aplati, à plat ventre, devant l'impérialisme américain* », martèle à son tour Sofia Cherigui, pour le Parti communiste, en référence à la position du président français, accusé de soutenir un changement de régime forcé.

Lire aussi

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Portes ouvertes 2026 : toutes les dates des établissements du Campus havrais](#)

[Handball – N1F : le HB Octeville s'impose sans briller face au Paris SC](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

[Le Havre](#)



Pourquoi un chirurgien de l'HPE au Havre part en « exil à Bruxelles » pour la grève des médecins

Propos recueillis par Patricia Lionnet

9–11 minutes

Mécontents de certaines mesures dans le projet de loi de financement de la « Sécu », les médecins libéraux de ville et des cliniques manifestent samedi 10 janvier 2026. Un praticien en grève de l'Hôpital privé de l'Estuaire fait un pas de côté en partant à Bruxelles...



Par Propos recueillis par Patricia Lionnet

Publié: 10 Janvier 2026 à 19h35 Temps de lecture: 1 min

En complément de la [manifestation des médecins](#), samedi 10 janvier 2026, certains praticiens, de bloc opératoire en particulier, prévoient un « exil » symbolique du dimanche 11 au 14 janvier 2026 à Bruxelles, pour « démontrer » les conséquences d'une fuite des médecins à l'étranger. Plus de 2 000 médecins doivent y participer, dont Claire Eveno-Saunier, chirurgien en libéral à l'Hôpital privé de l'Estuaire. Sa grève débute dimanche.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Êtes-vous à la tête de la grève des médecins à l'HPE, d'habitude plutôt discret ?

« Je ne suis pas à la tête d'un mouvement. La particularité de [l'HPE \(Hôpital privé de l'estuaire\)](#), c'est qu'il y a peu de mobilisation syndicale, en général. En arrivant ici, j'ai trouvé des professionnels de santé très pertinents, très compétents, très impliqués dans la prise en charge des patients, mais il n'y a pas de réelle unité

médicale. Chacun est un petit peu dans son monde, dans son unité. Je le constate parce que je suis secrétaire de CME (commission médicale d'établissement) depuis quelque temps. Donc j'essaie de fédérer, de faire du lien, un peu de communication.

Je le fais parce que je pense que l'HPE a une très grosse place au sein du territoire [de santé](#), que l'établissement aurait proposé beaucoup de spécialités médicales. Et je pense qu'on pourrait faire mieux si on était, nous, mieux coordonnés. Il est vrai qu'on croule déjà sous le boulot, c'est difficile de prendre du temps en plus pour ce travail. »

Comment se déroule donc la grève ?

« J'ai surtout incité mes collègues à se déclarer gréviste sur le site mis en place (medecinsongreves.fr). Il peut s'agir d'une grève administrative. Il y a plein de façons de faire grève, sur un ou plusieurs jours et de montrer, finalement, notre mécontentement. Ce qui revient dans la bouche de mes collègues en libéral, c'est qu'il n'y a déjà pas assez de place en consultation. Les délais d'attente explosent. Nous n'avons pas envie de prendre en otage nos patients. À titre personnel, je fais partie des 2 000 chirurgiens qui vont s'exiler à [Bruxelles](#) à partir de dimanche. »

« Avec 2 000 praticiens à Bruxelles, les blocs vont moins bien fonctionner »

En quoi consiste cette opération peu médiatisée ?

« Il s'agit de l'exil symbolique des médecins du bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes-réanimateurs) vers Bruxelles pour montrer que si 2 000 praticiens s'exilent à Bruxelles, les blocs de [chirurgie libérale](#) vont beaucoup moins bien tourner. L'idée est de faire front. Cette ville a été choisie parce qu'elle est proche en étant au-delà du territoire national. Je me suis inscrite en octobre pour cette opération organisée jusqu'à mercredi. Sur place, nous allons avoir un séminaire de formation avec des sessions de travail autour de l'organisation du système de soins, de son financement et de la manière dont nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice. »

Et quelles conséquences pour les patients ?

« Je pars dimanche jusqu'à mercredi soir. Comme cette opération est programmée de longue date, je n'ai pas planifié d'intervention. Une réponse médicale sera apportée puisque nous sommes 2 à faire de la chirurgie vasculaire. Mon collègue qui ne fait pas grève assure la continuité des soins. Ce que je voudrais que la population comprenne, c'est qu'on ne le fait pas contre eux. On le fait pour

eux. Je pense que [la Sécurité sociale](#) est précieuse, je ne voudrais pas d'un système à la NHS (système de santé publique britannique) où les patients prennent leur ticket quand ils ont un souci de santé en attendant huit mois. »

« Un patient une heure dans mon bureau, mais jusqu'à quand ? »

Et vous, au-delà des motifs de colère qui sont connus, pourquoi êtes-vous en grève ?

« Tout est parti des nouveaux contrats Optam (Option pratique tarifaire maîtrisée), que les médecins du secteur 2 signent avec l'Assurance maladie. Le but est de limiter les dépassements d'[honoraires](#). On s'engage à limiter le volume de ces dépassements en proportion et en valeur absolue. Pour les patients qui ont un tiers payant généralisé, on prend l'activité au tarif opposable. J'ai fait 0 % de dépassement d'honoraires. Nous avons reçu les nouveaux contrats en avril 2025, on me dit que je suis dans les clous, une bonne élève et surprise on m'enlève la liberté tarifaire. Je ne peux pas le supporter.

J'ai fait mon travail. J'ai l'impression de m'être fait avoir dans les grandes largeurs. Il y a eu un mouvement de grogne un peu généralisé auprès des praticiens signataires de l'Optam. Donc, on m'a proposé 95 % de mon activité au tarif opposable et 5 % de dépassement d'honoraire. Quand je fais mon bilan entre 2024 et 2025, je n'ai pas gagné tellement plus avec des charges qui augmentent. Je ne veux pas faire pleurer dans les chaumières, je ne suis pas malheureuse. Mais difficile d'accepter ce que fait de l'assurance-maladie : elle ne négocie pas, mais impose. »

C'est ce que vous regrettez le plus ?

« Il n'y a rien de rangé sous une logique médicale. Ce n'est pas celle de l'administratif. Ce que j'adore dans mon travail, c'est le relationnel, que le patient arrive avec un motif de consultation, et que je trouve la solution. Un patient peut passer une heure dans mon bureau... mais jusqu'à quand ? »

Lire aussi

[Comédiens de la Lézarde : le jubilé de la troupe à Montivilliers et Harfleur en janvier-février 2026](#)

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Le Havre. Un nouveau pressing vient d'ouvrir ses portes quartier](#)

Les raisons de leur mobilisation



Publié le 9/01/2026 à 16:00 Temps de lecture: 2 min

Des milliers de médecins libéraux ont entamé lundi 5 une grève nationale jusqu'au 15 janvier 2026 à l'appel des sept syndicats représentatifs (MG France, CSMF, FML et UFML pour les généralistes et Avenir Spé/Le Bloc, UFML et SML pour les spécialistes) pour protester contre plusieurs mesures du budget de la Sécurité sociale (dont le durcissement des règles encadrant les arrêts de travail, perçu comme une remise en cause directe de l'autonomie médicale et de la relation de confiance entre médecins et patients).

Point d'orgue du mécontentement : la manifestation nationale à Paris samedi 10 janvier. Jérôme Massy, ophtalmologiste à Tourville-la-Rivière au sein d'un groupe également présent à Dieppe et à Deauville et représentant syndical du Snof, Syndicat national des ophtalmologistes de France défilera au côté de ses confrères. En grève toute la semaine (sauf pour les urgences), il sera présent « *à titre personnel et par solidarité. On a constaté que l'État avait fait des choix sur la santé en termes de, non pas modération comme on l'entend, mais blocage de l'enveloppe budgétaire, puisqu'elle était limitée à 0,9 % d'augmentation. Ce qui ne tient pas compte de l'évolution démographique, de son vieillissement, donc de l'augmentation du nombre de soins, d'actes, de plus en plus techniques.* » Pascal Girard, généraliste au Havre, lui, n'a pas fait grève cette semaine en raison d'un « *certain assouplissement tarifaire* » en 2024. Mais il compte défiler samedi parce que « *des tarifs pourraient a contrario être imposés par la Sécu.* »

[Le Havre](#)



Près de Rouen : les enseignants de ce lycée indignés et inquiets face aux mesures annoncées par le rectorat

6-7 minutes

Le lycée André Maurois, à Elbeuf, a reçu en fin d'année les prévisions du budget du rectorat pour sa rentrée 2026, et certaines décisions font craindre le pire au corps enseignant.

Sur le même thème

[Education](#)

[Emploi](#)

Article réservé aux abonnés



Les enseignants du lycée André Maurois d'Elbeuf sont inquiets pour leur avenir et celui des élèves suite aux dernières mesures annoncées par le rectorat. ©Le Journal d'Elbeuf

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 11 janv. 2026 à 21h57

Depuis l'envoi du budget par le **rectorat** de l'académie de Normandie au lycée André Maurois, à [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), pour la rentrée 2026 de l'établissement, la direction est plongée dans l'incompréhension. Les enseignants expriment leur **inquiétude** face à certaines décisions qui risquent, selon eux, d'avoir de lourdes **conséquences** sur le parcours des élèves et sur l'avenir des professeurs. Aujourd'hui, ils **alertent** sur la situation.

La filière technologique impactée

L'établissement André Maurois dispense un enseignement **général**, mais également **technologique** avec la filière STMG qui comprend aujourd'hui 3 classes de 1ère et autant de Terminale. Mais dès la rentrée prochaine, une classe de 1ère va **fermer**. Or, aujourd'hui, elles affichent toutes complet, avec 35 élèves par classe. Une décision **incohérente** pour le corps enseignant qui s'inquiète des conséquences sur le choix d'orientation des élèves : « 35 élèves ne pourront plus poursuivre dans la filière STMG. 35 élèves à qui on va imposer de s'orienter vers une filière générale ou vers un lycée professionnel, constate Stéphane Heude, professeur et coordinateur des équipes Economie-Gestion du lycée. On leur impose une **orientation** par défaut. »

Déjà, l'année passée, le rectorat avait décidé de fermer une 1ère STMG à la rentrée 2025, avant de **rétropédaler** et d'annuler sa décision devant le nombre d'élèves demandant cette filière. Les enseignants espèrent vivement un scénario similaire en 2026 car la fermeture de cette classe entraînera logiquement celle d'une Terminale et menace donc directement leurs **emplois**. « On observera à la rentrée 2026 au minimum la **suppression** de deux postes, avec des grosses interrogations pour la suite », poursuit Stéphane Heude.

L'insertion professionnelle menacée

Une autre mesure annoncée par le rectorat est venue grossir les préoccupations de l'équipe Economie-Gestion. Celle de la réduction des **capacités d'accueil** dans deux formations d'études supérieures proposées par le lycée André-Maurois : les BTS Comptabilité/Gestion et Management Commercial Opérationnel, qui passeront de 24 places disponibles à 16 pour le premier, et de 35 places disponibles à 18 pour le second.

Des classes qui, là aussi, faisaient le plein jusqu'à aujourd'hui, traduisant une **demande** importante dans le bassin elbeuvien pour cet enseignement supérieur. Un territoire qui ne dispose pas d'alternatives de proximité en termes de **formation** professionnelle. « Les étudiants devront aller sur Rouen, ou à la fac », déplore Stéphane Heude, qui craint également un impact sur **l'insertion** professionnelle des élèves.

En effet, l'équipe Economie-Gestion observe un besoin sur le marché du travail des profils formés dans ces BTS. Selon eux, une réduction de leurs capacités d'accueil apparaît « en décalage avec les besoins économiques du territoire. »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Une décision imposée « sans explications »

Les professeurs du lycée André Maurois sont aujourd'hui dans **l'incompréhension** face à des mesures décidées selon eux « sans connaissance réelle des données locales ». Le manque de communication de la part du rectorat quant à ces prévisions suscite également **l'indignation**.

Cette décision nous a été imposée sans explications, personne n'a eu de justification concernant ces réductions d'effectifs, c'est ce qui nous surprend et nous alerte.

Même si l'enseignant n'ignore pas pour autant les problématiques **budgétaires** qui se cachent bien souvent derrière ces annonces. Le corps enseignant et les élèves du lycée André Maurois tirent donc la sonnette d'alarme à travers notamment une **pétition** en ligne (www.change.org), que le **maire d'Elbeuf**, Djoudé Merabet, a invité à signer dans une vidéo sur sa page Facebook et dans laquelle il dénonce « une décision qui va remettre en cause l'offre de formation du territoire elbeuvien ».

Le rectorat justifie ses mesures

Suite à nos sollicitations, le rectorat affirme de son côté que la réduction d'effectifs dans les deux classes de BTS s'explique par « le constat de places restées **vacantes** de manière récurrente sur ces formations depuis plusieurs années », et dans une logique **d'équilibre** territorial en répartissant « les flux d'étudiants à l'échelle de l'académie afin de garantir une **mixité** et une viabilité des cohortes dans l'ensemble des domaines professionnels du secteur. »

Et d'ajouter concernant la fermeture de 1ère STMG : « l'ouverture d'une division supplémentaire de 1ère STMG en juillet 2025 répondait à un besoin **ponctuel** », informe le rectorat.

Cette mesure n'avait pas vocation à devenir pérenne, cette division ne sera effectivement pas reconduite à la rentrée 2026, l'établissement retrouvant ainsi sa structure initiale de référence.

Par ailleurs, le rectorat affirme rester « **attentif** aux inquiétudes exprimées par la communauté éducative » et garder la volonté d'instaurer un « **dialogue** social habituel afin d'accompagner au mieux les enseignants. »

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"Si le maire n'est pas ambitieux, qui va l'être ?" : Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, candidat à sa réélection - ICI

7-9 minutes

Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen © Radio France - ICI Normandie

Diffusé le lundi 12 janvier 2026 à 7:44

Publié le lundi 12 janvier 2026 à 7:44

Le maire socialiste de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, est candidat à sa réélection en mars 2026. Il détaille ce lundi sur ICI Normandie les grands axes de sa campagne, autour de la qualité de vie, des transports publics, sans oublier le stade Diochon.

Nicolas Mayer Rossignol est candidat à sa réélection à la mairie de Rouen les 16 et 22 mars 2026, [il l'a annoncé officiellement le 9 janvier](#). Qualité de vie, transports publics, stade Diochon, et rassemblement avec les écologistes et les communistes, le maire socialiste ortant revient sur les grands axes de sa campagne au micro d'ICI Normandie ce lundi 12 janvier 2026.

C'est l'un des axes phares de la campagne de Nicolas Mayer-Rossignol, vouloir faire de Rouen la ville la plus agréable de France, c'était pourtant déjà l'objectif il y a six ans : "C'est très ambitieux, mais si le maire n'est pas ambitieux, qui va l'être ?" Il rappelle la situation à son arrivée en 2020, en plein Covid, mais aussi : *"C'était Lubrizol, 10.000 tonnes d'hydrocarbures, un énorme nuage noir. Quand vous tapiez Rouen dans les moteurs de recherche sur internet, ça ne donnait pas envie de vivre à Rouen. Aujourd'hui, on est la quatrième ville la plus dynamique géographiquement, mais il y a encore énormément à faire. La qualité de vie, c'est le quotidien, ce sont les transports, ce sont des personnes qui sont dans des conditions difficiles, les familles monoparentales par exemple, les mamans solos ou les jeunes qui ne trouvent pas leur place dans la société. C'est bien sûr le commerce dynamique dans la ville pour pouvoir simplement aller chercher ses produits près de chez soi. La ville du quart d'heure."*

Gratuité des transports en commun

Parmi ses propositions les plus importantes, Nicolas Mayer-Rossignol veut mettre en avant *"la gratuité des transports. C'est une gratuité entre guillemets, parce qu'on sait bien qu'il y a un coût. Mais regardez la révolution que ça a été. On a fait la gratuité le samedi, une révolution pour le commerce. On a fait la gratuité pour d'autres situations et notamment pour les moins de 18 ans. Regardez le gain écologique et le gain de pouvoir d'achat. Si vous avez deux ou trois enfants, c'est 200, 400, 600 euros de gain de pouvoir d'achat par an. Il faut aller plus loin. Je pense à la gratuité pour les moins de 25 ans. Je pense à la gratuité pour les plus de 65 ans : c'est aussi important pour les seniors de pouvoir aller en ville, pour éviter les ennuis avec la voiture, etc. On est pionniers là-dessus, ça fonctionne, c'est bon pour la planète, c'est bon pour le pouvoir d'achat, c'est bon pour la qualité de vie. Franchement, continuons."*

Agrandissement du stade Diochon

L'Écologiste Jean-Michel Bérégovoy qui a rallié la liste du maire sortant vendredi avait annoncé sur ICI Normandie que la priorité était l'agrandissement du stade Diochon et non pas la création d'un nouveau stade. *"Si on raisonne à long terme et indépendamment de la saison sportive du moment, on a besoin de nouveaux équipements et on a besoin d'agrandir les équipements actuels. Diochon est un stade vénérable. Sa jauge 8.000 à 9.000 places est limitante si des clubs, que soit le foot ou le rugby, accèdent à des niveaux supérieurs. Le travail déjà lancé. Dans cette période, ce serait quand même dommage, alors qu'on est en pleine dynamique, alors que les choses sont lancées, de bloquer, de perdre deux ans parce qu'on aurait une alternance. C'est la démocratie, mais franchement, quand on est en pleine dynamique, qu'on a plutôt besoin aujourd'hui de continuer sur la lancée. La priorité est évidemment de rénover le stade actuel et ça ira beaucoup plus vite. Ensuite, est-ce qu'il faut un nouveau stade dans un second temps ? Je pense à titre personnel que probablement oui, mais tout le monde comprend bien que ça prend plus de temps que d'étendre Diochon, alors que c'est déjà compliqué techniquement, que de faire un nouveau stade."*

Rassemblement avec les communistes et les Écologistes

Lors de l'annonce de sa candidature vendredi, [les Écologistes et les communistes ont annoncé rejoindre la liste du maire sortant](#), une union dès le premier tour. Mais Nicolas Mayer-Rossignol

assure ne "rien" leur avoir promis. *"J'ai toujours porté l'union de la gauche et même au-delà. J'ai été président de région, j'ai porté ce rassemblement, je l'ai fait ici. S'il y a une chose que je promets, c'est que la gauche doit être fidèle à ses valeurs fondamentales et à la République. Je porte une gauche qui est républicaine et qui est claire là-dessus, qui est claire sur la laïcité, qui est claire, sur le fait qu'on est pro-européen, comporte des valeurs universalistes, et ça, c'est extrêmement important."*

Contre l'extrême-droite et "la droite extrême"

Nicolas Mayer-Rossignol a désigné ses ennemis, l'extrême-droite, [Grégoire Houdan, candidat du Rassemblement national](#) et "la droite extrême". Il détaille : *"On le voit très bien au niveau national, c'est Monsieur Ciotti, c'est Monsieur Wauquiez. Je demande à chacun d'être clair et il y a des actes. Vous savez, c'est la phrase d'André Malraux L'homme ou la femme est ce qu'il fait, il l'a dit à Oradour-sur-Glane. Je me souviens de Jacques Chirac, de l'héritage laissé par le général de Gaulle. Il y avait une droite qui était claire sur des valeurs et sur la distinction et l'étanchéité avec l'extrême droite. Aujourd'hui, il y en a toujours, mais clairement, il y a aussi une dérive d'une partie de ces droites. À l'inverse, il y a beaucoup de gens qui sont de gauche ou pas, mais qui ont des valeurs profondément humanistes et qui sont déterminés à les défendre dans notre démocratie."*

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Transports en commun](#)
- [Bus](#)
- [Incendie à l'usine Lubrizol à Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux

Municipales à Rouen : communistes et écologistes s'engagent dès le premier tour avec Nicolas Mayer-Rossignol

Mehdi Chebana

5–6 minutes

Après les écologistes, les communistes ont choisi, eux aussi, de se ranger aux côtés de Nicolas Mayer Rossignol, dès le premier tour des municipales à Rouen. Ils ont voté massivement en ce sens jeudi 8 janvier 2026.



Par Mehdi Chebana

Publié: 9 Janvier 2026 à 19h52 Temps de lecture: 2 min

Les communistes rouennais ont voté, jeudi 8 janvier 2026 soir, à 80 % en faveur de la conclusion d'un accord politique visant à faire campagne, dès le premier tour, aux côtés de Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de [Rouen](#) officiellement candidat à sa succession depuis le mercredi 7 janvier 2026.

« Nous aurions souhaité que LFI fasse également partie de cette coalition de gauche, cela se fera peut-être au second tour. »

Manuel Labbé, élu communiste

« Nous avons fait ce choix parce que le bilan de ces six dernières années est ultra-positif sur le plan social et sur le plan écologique et que nous pouvons encore avancer sur beaucoup de sujets comme les transports ou la santé », explique leur chef de file, Manuel Labbé, à Paris-Normandie. « Il était aussi nécessaire de se rassembler face à des adversaires de plus en plus menaçants, à savoir l'extrême-droite et la droite austéritaire. Nous aurions souhaité que LFI fasse également partie de cette coalition de gauche, cela se fera peut-être au second tour », ajoute-t-il.

Ce ralliement des communistes a été annoncé au lendemain de l'officialisation de la [candidature de Nicolas Mayer-Rossignol](#) et quelques heures après celui des écologistes, dont la tête de liste Jean-Michel Bérégovoy [a renoncé à sa propre candidature](#) pour s'unir avec le maire socialiste sortant.

Cela faisait seize ans que les socialistes, les écologistes et les communistes rouennais n'avaient pas fait cause commune dès le premier tour des élections municipales à Rouen. La dernière fois, c'était en 2008, quand la coalition emmenée par la socialiste Valérie Fourneyron l'avait emporté dès le premier tour face au maire centriste sortant, Pierre Albertini.

Composition de liste à venir

« C'est un souvenir lointain, la société a beaucoup changé depuis, l'extrême-droite n'était pas aussi forte à l'époque, le contexte était moins morose », a relevé vendredi soir Jean-Michel Bérégovoy, lors d'une conférence de presse organisée dans le petit théâtre des Mots éphémères, quais rive gauche.

Sur scène, Nicolas Mayer-Rossignol était également entouré de Manuel Labbé et de représentants de Place publique et Éveil citoyen, qui lui apportent leur soutien. Il faudra attendre encore quelques semaines avant de connaître la composition exacte de la liste prévue dans cet accord politique qualifié « d'historique » par tous les partis concernés.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Hockey sur glace – Ligue Magnus : les Dragons de Rouen battus par des Chamoniards revanchards](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Municipales à Rouen : le candidat Lutte Ouvrière Eric Moisan, inlassable porte-parole des travailleurs

5–6 minutes

Eric Moisan conduira la liste Lutte Ouvrière aux élections municipales de Rouen, comme il l'a déjà fait à Dieppe ou aux législatives. Pour porter, encore, la voix des travailleurs.

Sur le même thème

[Lutte Ouvrière](#)

[Municipales 2026](#)



Après deux candidatures à Dieppe, Eric Moisan sera tête de la liste Lutte Ouvrière à Rouen. (©MC/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 10 janv. 2026 à 16h44

C'est un nouveau nom dans les [municipales](#) de [Rouen](#), mais **Eric Moisan** n'est pas un débutant des campagnes électorales. Déjà à la tête de la liste **Lutte Ouvrière** à Dieppe, en 2014 (1,85 % des voix) et 2020 (1,33 %), ainsi qu'aux législatives plusieurs fois, ce professeur d'histoire-géographie en lycée porte **la voix des travailleurs** sur un nouveau terrain.

Politisé dès 18 ans au début des années 1990, Eric Moisan n'a pas de programme à présenter aux Rouennais, mais **un message**

commun aux 250 listes que Lutte Ouvrière devrait présenter dans tout le pays : le **capitalisme** « mène à la concurrence et à la **guerre économique**, qui devient la guerre tout court ». Il est à l'origine des problèmes des travailleurs, « quelle que soit leur religion ou leur couleur de peau. Une telle société ne présente pas d'avenir, il faut absolument en changer. »

La révolte des travailleurs comme horizon

L'horizon à atteindre est une société où les travailleurs prennent les choses en main face à la « dictature des actionnaires ». Les élections municipales sont vues comme une occasion de porter ce discours à un moment où la population est plus à l'écoute, d'atteindre un public plus large.

À ce titre, la présence d'une [liste NPA-R](#) à Rouen est une bonne chose pour Eric Moisan. « Ca veut dire que les **idées révolutionnaires** qu'on défend tous seront dites plusieurs fois, tant mieux. »

"Il faut s'exprimer collectivement grâce à l'opportunité que représente une élection. Avec comme perspective de changer la société, et faire que les travailleurs s'organisent pour se défendre, discuter, reprendre confiance en eux et dans la politique."

Au coeur du propos d'Eric Moisan figurent les questions de salaire, du partage des richesses et du travail, du logement... Pour Lutte Ouvrière, seul **un parti de travailleurs** peut porter ces problématiques. Les partis politiques « professionnels » ne trouvent pas grâce à leurs yeux, même à gauche. « Ils pensent pouvoir trouver une solution dans le cadre de cette société. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

Pas tendre avec **Nicolas Mayer-Rossignol** « un ennemi des travailleurs, un notable du PS », Eric Moisan enrage de voir **le Rassemblement National** se présenter en ami. « Ils font des courbettes devant le grand patronat, et s'appuient sur le désespoir des travailleurs en faisant croire que certains devraient avoir plus de droits que d'autres. »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Le seul véritable allié du travailleur est de toute façon le travailleur lui-même, voué à prendre son destin en main pour renverser la table et **accomplir la révolte**. Un lointain avenir qu'Eric Moisan devrait défendre lors d'un meeting, qu'il espère organiser à la Halle

aux Toiles à une date qui reste à fixer.

Pour rappel, voici les autres candidatures déclarées pour les municipales à Rouen :

[Amaury Renault, candidat NPA-R, veut « porter la voix des travailleurs »](#)

Amaury Renault, étudiant de 23 ans, est le candidat du NPA-R (Nouveau Parti Anticapitaliste – Révolutionnaire) aux municipales 2026 à Rouen.

[Le candidat LFI Maxime Da Silva appelle les écolos et communistes à le rejoindre](#)

Maxime Da Silva, tête de liste de LFI aux élections municipales à Rouen, lance sa campagne en appelant les écolos et communistes à se joindre à lui dès le premier tour.

[Candidat de Reconquête, Frédéric Mazier veut « reprendre Rouen en main »](#)

Candidat pour le parti Reconquête aux municipales 2026 à Rouen, Frédéric Mazier veut « reprendre en main » la ville. Son programme tourne autour de la lutte contre l'insécurité.

[Grégoire Houdan, candidat du RN, veut « mettre fin au règne des socialistes »](#)

Il sera la tête de liste du Rassemblement National pour les élections municipales de mars 2026 à Rouen. Grégoire Houdan, 24 ans, veut « mettre fin au règne des socialistes ».

[Marine Caron candidate aux municipales 2026 : « Nous allons créer la plus belle des surprises »](#)

Marine Caron (Horizons) a officiellement déclaré sa candidature aux élections municipales à Rouen (Seine-Maritime) jeudi 25 septembre 2025, dans son nouveau local de campagne.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 à Longueil : les élus laissent leur place : "on a réalisé 99,9 % de nos projets"

5-6 minutes

Le maire de Longueil (Seine-Maritime), Didier Ledrait, confiera son écharpe en mars à celui ou celle qui lui succèdera, avec le sentiment d'avoir accompli sa mission.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



Didier Ledrait, le maire de Longueil (Seine-Maritime), avec ses adjoints et Elise, la secrétaire de mairie. ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 11 janv. 2026 à 18h06

À [Longueil \(Seine-Maritime\)](#), depuis 2014, le « je » se conjugue au « nous » ! Ce qui a assuré le changement du village n'est pas le fait d'un seul homme, en l'occurrence le maire **Didier Ledrait**, mais de toute une équipe. Et cette même équipe, excepté un élu, a décidé de quitter le navire en mars 2026 pour laisser place à un nouveau collectif. On l'aura compris, le maire n'est pas candidat à sa succession et compte savourer pleinement les derniers mois avant

de laisser son écharpe. « Je suis maire jusqu'au bout et ma priorité aujourd'hui est de terminer notre programme », dit-il.

99,9 % des projets réalisés

Pas étonnant donc de trouver des pelleteuses et des engins autour de la mairie où un important chantier a démarré en août avec l'aménagement du premier étage de la mairie en salle de réunion, salle d'archives et espace de détente.

Les travaux sont aussi à l'extérieur avec la réfection du parking de la mairie et la végétalisation des espaces. Depuis 2014, tous les bâtiments publics ont été rénovés et restructurés, le patrimoine bâti et naturel a été préservé, voire valorisé. L'école a été maintenue et accueille depuis cette année les maternelles.

Aujourd'hui, Longueil fait figure d'exemple, notamment pour ses aménagements résilients où le « durable » s'est concrétisé à travers le projet Entre deux rives, où la mobilité partagée a trouvé sa place route de la Mer, où l'esthétique s'est conjuguée au pratique.

« Je suis un maire heureux, j'ai pu faire tout cela avec une équipe formidable. Aujourd'hui, on peut dire qu'on a réalisé 99,9 % de nos projets. Rien n'a été laissé au hasard et nous sommes fiers de transmettre à nos successeurs un village impeccable, transformé, où il fait bon vivre. »

Didier Ledrait et son équipe avaient une vision précise de ce qu'ils voulaient faire de Longueil : « Nous étions conscients d'avoir un environnement exceptionnel sur le plan bâti et naturel, on a fonctionné de manière pragmatique en construisant projet après projet » dit-il.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

L'argent n'a pas été un obstacle pour l'équipe : « Nous avons dépensé 6,6 millions d'euros en investissements sur les deux mandats, mais sur des projets à long terme. L'équipe qui va reprendre n'aura que de l'entretien à faire », poursuit l' élu.

Le secret de Didier Ledrait, c'est la rigueur dans le budget de fonctionnement et la persévérance pour dénicher les aides et les subventions. Il salue pour cela le travail d'Élise, la secrétaire de mairie, de ses adjoints et des agents communaux qui ont fait de nombreux travaux en régie.

« On a été des bâtisseurs d'avenir. Chaque jour, ma mission a été de penser avant tout au bien commun, à la collectivité. Me dire pour qui et pour quoi on fait tout ça. On ne dort pas bien tous les jours quand on est maire, il y a les chantiers et les engagements financiers que cela implique, il y a les intempéries. Etre maire d'un petit village implique qu'on soit appelé à n'importe quelle heure mais c'est une mission qui a tellement de sens, être auprès des gens. La ruralité c'est l'avenir de notre pays, il faut revenir à la base », martèle l' élu.

Didier Ledrait va pouvoir prendre sa vraie retraite au printemps prochain, profiter de son entourage et notamment de son épouse qui a toujours été d'une aide précieuse à ses côtés.

À l'aube de 2026, il n'a qu'un souhait à formuler, « que les habitants de Longueil ouvrent les yeux sur ce que nous avons accompli, nous ne souhaitons pas des louanges mais seulement qu'ils reconnaissent que le village a vécu une mutation profonde à travers notre passage », conclut-il.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Campagne électorale oblige, les vœux des maires normands scrutés à la loupe

Dorothée BRIMONT

7-9 minutes

C'est une tradition républicaine, les vœux de la municipalité. Loin d'être une obligation, c'est un exercice très répandu dans les villes comme à la campagne. 2026 ne dérogera pas à la règle. Mais les règles, elles, sont plus strictes pour les édiles. La campagne des municipales rebat les cartes... de vœux.



Publié: 10 Janvier 2026 à 07h36 Temps de lecture: 2 min

Le code électoral est très strict en ce qui concerne les vœux des maires en période électorale. Depuis le 1er septembre 2025 (6 mois avant le scrutin), les actions de communication mises en œuvre par la commune sont encadrées. Et de ce fait, les cérémonies des vœux.

L'un des principaux critères est la neutralité : « *Chaque moyen de communication de la collectivité doit évoquer la vie locale, sans mentionner l'élection à venir ou encore mettre en avant les actions du candidat et de l'équipe sortants. Il convient de garder un ton neutre et informatif, dépourvu de toute propagande ou polémique électorale* », précise l'[ADM76](#) (association départementale des maires). L'antériorité est également prise en compte. Ainsi, il est convenu de ne pas faire plus que ce qui a été fait les années précédentes.

Des règles bien connues des maires

Ces règles sont largement respectées par les communes et les maires sortants. « *C'est assez simple, nous n'avons pas le droit de faire différemment des autres années*, résume l'un des membres de [l'équipe municipale d'Edouard Philippe](#) au Havre. *Donc, nous*

allons faire pareil que d'habitude. À l'exception près que nous n'allons pas annoncer de nouveaux projets. » Effectivement, le règlement stipule que les maires peuvent uniquement évoquer, lors de la cérémonie des vœux, des projets déjà lancés. Quant au bilan, il ne peut porter que sur l'année écoulée et non sur l'intégralité du mandat.

L'inquiétude n'est donc pas de mise au cabinet de l'ancien Premier ministre, *« ce n'est pas sa première élection. On connaît les règles par cœur. »* Il est important de préciser que cette réglementation ne porte que sur les moyens de communication municipaux ou intercommunaux. Le maire peut utiliser ses moyens de campagne ou ses propres réseaux sociaux pour évoquer ces sujets. Pratique très largement répandue.

Pas d'innovation

À Rouen, [les équipes de Nicolas Mayer Rossignol](#) sont également très au fait de la réglementation. Le cabinet fait savoir que *« les vœux 2026, côté Métropole et côté Ville de Rouen, s'inscrivent dans le respect des principes d'antériorité et de régularité : il s'agit de formats et de modalités déjà existants les années précédentes, sans innovation particulière liée au contexte électoral. Aucune action nouvelle n'est mise en place à cette occasion et aucun moyen supplémentaire – qu'il soit financier, humain ou matériel – n'est mobilisé pour leur organisation ou leur communication. L'objectif est de maintenir une information institutionnelle normale, sans caractère promotionnel ni rupture avec les pratiques habituelles. »*

Des oppositions à l'affût

Si l'inquiétude n'est pas de mise chez les maires sortants, elle peut être palpable chez leurs concurrents. À l'instar de [Marine Caron](#), tête liste *Réussir Rouen*. *« Les vœux municipaux ont lieu tous les ans et j'y suis présente à chaque fois. C'est un temps important pour rencontrer l'ensemble des acteurs du territoire et les agents. Ça marque le début de l'année et ça donne le cap. »* Un cap qui ne devrait pas être abordé par le candidat Mayer Rossignol. *« C'est un exercice démocratique mais il va y avoir une vigilance sur ce qui va être dit, d'autant que c'est un événement porté par la Ville. Je serai attentive. »* Le point de crispation pour la candidate reste les vœux métropolitains, le maire de Rouen étant également le président de la métropole. *« De manière successive, ils [les vœux de la Métropole, NDLR] ont été annulés au motif qu'il fallait faire des économies budgétaires. [C'était encore le cas l'année dernière](#). Et là tout d'un coup, on les repositionne comme des vœux importants et*

d'envergure. Je suis étonnée du double discours. » Pour l'heure, un recours n'est pas envisagé.

Du côté de [Samuel Brigantino](#), tête de liste *Évreux en mouvement*, la vigilance est de mise. « *Nous allons nous y rendre avec l'équipe [NDLR, aux vœux de Guy Lefranc, maire sortant d'Évreux]. Nous avons très souvent [des constats d'huissiers](#) lorsqu'il y a des événements de façon que les règles du code électoral soient respectées.* » Pour le candidat, il est important que « *le maire d'Évreux fasse bien ses vœux et pas sa campagne sur le dos de la collectivité* ». L'homme est très attentif aux débordements car « *ce sont des choses que je vois des fois. Je me permets de lui rappeler de rester dans le cadre. Tout comme nous restons dans notre cadre.* » Samuel Brigantino reste d'autant plus vigilant « *qu'il est compliqué aujourd'hui de se lancer dans une campagne municipale parce que finalement toutes les règles sont faites pour avantager le maire en place.* »

Inéligibilité, annulation du scrutin...

Le non-respect de ces règles du code électoral peut conduire à l'annulation du scrutin et l'inéligibilité du candidat. Dans les cas les plus extrêmes, des sanctions pénales peuvent être prises. L'article L113-1 du code électoral prévoit, par exemple, une peine d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende en cas de manquement du candidat.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Hockey sur glace – Ligue Magnus : les Dragons de Rouen battus par des Chamoniards revanchards](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Normandie](#) [Rouen](#) [\(Seine-Maritime\)](#) [Le Havre](#) [\(Seine-Maritime\)](#) [Évreux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Auban Al Jiboury, conseiller municipal sortant est candidat aux élections municipales

Paris Normandie

4-5 minutes

Du nouveau au Houlme, près de Rouen. Alan Al Jiboury (divers gauche) se présente aux municipales en mars prochain. Il espère succéder à Daniel Grenier, maire depuis un quart de siècle.



Publié: 12 Janvier 2026 à 07h46 Temps de lecture: 1 min

Auban Al Jiboury, conseiller municipal sortant (il était 15e sur la liste « Le Houlme demain » du maire Daniel Grenier en 2020) est candidat aux élections municipales de mars 2026 avec sa liste « Osons [Le Houlme](#) », une liste d'union de la gauche composée de nombreux sortants et des nouveaux, des personnalités de gauche, de l'écologie et de la société civile attachés aux valeurs de démocratie locale, de solidarité et de laïcité.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Redevenir une ville vivante »

« Notre candidature s'appuie sur une conviction forte, explique Auban Al Jiboury. [Notre commune](#) à tous les atouts pour redevenir une ville vivante, solidaire et tournée vers l'avenir. Avec une équipe rassemblée, mêlant expérience, compétences, dynamisme et attachement au territoire, nous présenterons aux habitants un projet complet, sérieux et ambitieux. »

Ce projet reposera sur plusieurs engagements essentiels : renforcer la proximité et la transparence dans l'action municipale, revitaliser la vie locale, culturelle, associative et commerciale,

améliorer le cadre de vie et l'espace public pour toutes et tous, accompagner la transition écologique avec des actions concrètes et accessibles et soutenir les familles, les jeunes, les aînés et toutes celles et ceux qui vivent et font vivre notre commune.



La liste « Osons Le Houlme » d'Auban Al Jiboury, faite de nombreux sortants et de nouveaux candidats. - Photo Paris-Normandie

« Nous souhaitons mener cette campagne dans un esprit d'écoute, de respect et de dialogue poursuit le candidat. Et nous continuerons à venir à la rencontre des habitants pour échanger sur leurs attentes, leurs préoccupations et leurs idées. Car une ville ne se construit jamais seule : elle se construit avec celles et ceux qui y vivent au quotidien. Pleinement engagés pour la ville, nous invitons tous les habitants à participer à cette dynamique nouvelle et à construire, ensemble, notre ville de demain. »

Contact : osons.lehoulme@gmail.com

Lire aussi

[À Rouen, le chantier d'un nouveau jardin démarre sur une friche industrielle](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Hockey sur glace – Ligue Magnus : les Dragons de Rouen battus par des Chamoniards revanchards](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Houlme \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Municipales à Gainneville : Lionel Schlessler, premier adjoint, se lance dans la course à la mairie

Romain Huynh

6-8 minutes

Lionel Schlessler, premier adjoint au maire de Gainneville, a déclaré sa candidature aux élections municipales de mars 2026. Une annonce qui s'inscrit dans une suite de désaccords avec Martial Galopin, actuel occupant de la mairie.



Publié: 9 Janvier 2026 à 17h13 Temps de lecture: 2 min

Après le maire sortant, [Martial Galopin](#), et [Joséphine Landormi](#), un troisième candidat se déclare pour la course à la mairie de Gainneville, aux élections municipales de mars 2026. Lionel Schlessler est, lui aussi, membre du conseil municipal, élu en 2020 avec l'actuelle majorité.

Le candidat prévient d'emblée : « *Je ne me présente pas contre l'un ou l'autre candidat, mais pour les Gainnevillais.* » Pour autant, celui qui reste aujourd'hui encore premier adjoint au maire a clairement pris ses distances avec Martial Galopin. Une suite de désaccords entre les deux hommes conduit le premier magistrat de la commune à lui retirer ses délégations, en 2022. C'est donc de son côté qu'il part pour briguer la mairie, à la tête d'une liste de 23 personnes. « *Des étudiants, des actifs, des retraités... des personnes très investies dans les associations, parfois au niveau national, d'autres dans le fonctionnement de l'école* », détaille le candidat qui annonce qu'il présentera sa liste « Un renouveau pour Gainneville » rapidement après les fêtes de fin d'année.

Au programme, un nouveau complexe sportif





Lionel Schlessier, actuel adjoint au maire, brigue la mairie au scrutin de mars 2026. - Romain Huynh/Paris Normandie

La priorité, pour l'ancien officier de l'administration pénitentiaire, qui reste réserviste, c'est le nettoyage de la commune. *« Il faut refaire les routes, les passages piétons, la voirie, l'éclairage public, annonce-t-il. Il faut notamment en remettre autour de l'école, c'est une question de sécurité. »* L'école qui ferait également partie des premiers chantiers, en cas de victoire aux élections. *« Il y a beaucoup de réparations à faire, estime-t-il. Nous investirons aussi dans des tableaux numériques plus nombreux. »*

Enfin, Lionel Schlessier et ses colistiers entendent doter Gainneville d'un complexe sportif d'envergure, avec gymnase, piste de 400 m, terrains de foot et de rugby.

Dans le dossier – épineux – de l'ancienne mairie école, qui voit s'opposer le maire et Joséphine Landormi, la liste « Un renouveau pour Gainneville » semble tenir une position intermédiaire. *« Je voudrais avant tout sauver la façade, comme ça a été fait à l'ancienne poste du Havre. L'idée serait de détruire et refaire complètement l'arrière, mais cela représente un coût important. Je ne ferai rien sans l'approbation pleine et entière des habitants »,* affirme le candidat.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Le Havre. Les restaurants traditionnels face à une crise inédite, des patrons témoignent](#)

[Portes ouvertes 2026 : toutes les dates des établissements du Campus havrais](#)

[Handball – N1F : le HB Octeville s'impose sans briller face au Paris SC](#)

Municipales 2026. Corinne Mellien mise sur « un fonctionnement transparent », au Tréport

Karine Néel

5-6 minutes

À l'origine de son engagement, la volonté de lutter contre le manque de transparence. La Tréportaise Corinne Mellien constitue une 3e liste citoyenne pour les prochaines municipales et invite les habitants à se mobiliser.



Publié: 9 Janvier 2026 à 07h38 Temps de lecture: 2 min

Une troisième liste se profile pour les municipales 2026 au Tréport. Corinne Mellien, conseillère municipale d'opposition, annonce la création du collectif « Un Nouveau Souffle pour Le Tréport ».

Arrivée suite à une démission, elle constate rapidement les limites de son mandat. « *Toutes les places dans les commissions avaient déjà été attribuées. Le dialogue s'est avéré difficile* », explique-t-elle. Deux anciens membres de sa liste ont d'ailleurs rejoint la majorité. Cette expérience l'a conduite à vouloir bâtir un projet différent pour la ville.

Un collectif citoyen pour 2026

« Un Nouveau Souffle pour Le Tréport » est ainsi lancé. Ce collectif « *citoyen indépendant* » veut changer les méthodes de gestion municipales. « *Au Tréport, la gestion municipale manque de transparence. Les décisions sont prises en commissions, sans information préalable. Les conseils municipaux se limitent à l'enregistrement de décisions déjà prises.* »

Transparence et vie locale au cœur du projet

« *Nous portons l'idée d'un fonctionnement fondé sur l'écoute, le respect et l'intérêt général* », affirme la conseillère. Le collectif

propose entre autres de créer des comités de quartier pour recueillir les attentes des habitants sur leur quotidien. Il veut aussi remettre en valeur le centre-ville portuaire car « *beaucoup trop d'événements sont concentrés à la salle Reggiani* », relancer les fêtes de quartier et encourager la culture.

Sur la sécurité, « Un Nouveau Souffle » alerte sur les risques de ruissellement, d'érosion côtière et de glissement des falaises qui « *exigent de réels plans d'action et des informations claires aux habitants* ».

Appel à candidatures

La liste n'est pas finalisée. « *Nous recherchons des habitants engagés, de tous horizons, prêts à s'investir selon leurs compétences et leur envie* », annonce Corinne Mellien. Le collectif n'a pas encore désigné sa tête de liste mais Corinne Mellien pense « *qu'un regard féminin sur la ville représenterait une véritable richesse, dans un territoire historiquement gouverné par des hommes* ».

Contact mail : nouveausoufflepourletreport@gmail.com. Page Facebook « Un nouveau souffle pour Le Tréport ». Permanence publique tous les mardis à partir du 13 janvier à 18h au Quai 39, quai François-1er.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

[Championnat de France de cyclo-cross : la Tréportaise Lise Klaes a hâte de se mesurer aux meilleures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

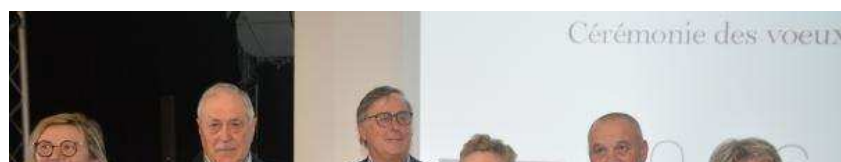
[Élections municipales Le Tréport \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



Municipales 2026 : « Je m'investis pour ma commune » Lionel Perré brigue un second mandat de maire à

De notre correspondante Muriel Lecordier

5-7 minutes

Près de Dieppe, le maire sortant de Freulleville, Lionel Perré a pris sa décision de repartir pour un nouveau mandat aux prochaines municipales de 2026. Il ne veut pas de polémique avec sa rivale annoncée.



Par De notre correspondante Muriel Lecordier

Publié: 11 Janvier 2026 à 16h45 Temps de lecture: 2 min

C'est officiel : Lionel Perré, 64 ans, retraité de l'industrie, brigue un second mandat de maire : « *Nous sommes au complet (11 en tout NDLR). Je repars avec la même équipe, sauf Charles Camus, qui déménage bientôt. Il est remplacé par Jérôme Dequesne, retraité de la police. Nous avons à nouveau la parité, et cela depuis quatre mandats, dans le bourg et le hameau du Manoir du Val* » précise-t-il. La seconde mandature est une évidence pour celui qui a œuvré en tant que premier adjoint aux côtés d'Annie Boutin durant trois mandats, avant de prendre les rênes à son départ. « *J'ai ici toutes mes racines, mes parents, mes grands-parents habitaient Freulleville. J'y vis depuis l'âge de 14 ans. Je me représente parce que je connais parfaitement le village, ses habitants et son fonctionnement. L'expérience permet d'éviter les erreurs.* » [Petit clin d'œil à Laure Casada](#), artiste parisienne installée dans la commune depuis un an et qui brigue elle aussi un mandat de maire.

Pas de polémique

Le maire sortant refuse toute polémique face à son adversaire, qui plaide en faveur d'une redynamisation du village et évoque une dépense « inconsiderée » pour le City Park. Lionel Perré part serein : *« Je me suis investi dans la vie de la commune ainsi qu'auprès de la Communauté de Communes. Notre village est le seul de la vallée de la Béthune à avoir obtenu une médiathèque. J'ai aussi été le fer de lance pour lutter contre l'installation d'éoliennes »*. Pour ce qui concerne le City Parc : *« Le gros chantier est fini et nous allons de nouveau pouvoir investir »*. Et de rappeler que ce parc, largement subventionné, s'intégrait dans un plus large projet de sécurisation avec des travaux au niveau du rond-point et le déplacement de l'arrêt de bus.

Un éclairage économique



Lionel Perré vit à Freulleville depuis l'âge de ses 14 ans. - Photo ML/Paris Normandie

« Nos finances sont aujourd'hui à l'état normal. Nous avons fortement réduit les charges de fonctionnement tout en maintenant la qualité de service, sans augmenter les impôts, ce que nous continuerons à faire, en mutualisant les moyens avec les communes environnantes ». Autre objectif : le maintien du patrimoine communal, en très bon état : salle des fêtes, école, mairie, église : *« tout a été remis en état et aux normes. Le curé nous a d'ailleurs remerciés. Il nous reste à effacer les réseaux et passer la totalité de l'éclairage public en Leds »*. Quant à la création d'allées piétonnes espérées par la liste adverse, Lionel Perré en appelle à nouveau à plus de réalisme : *« nos rues sont trop étroites et cela poserait des problèmes de circulation et de sécurité »*.

Sensibiliser aux premiers secours

Lionel Perré réfléchit à un local participatif « afin de permettre aux gens de se rencontrer autour d'un café, de jeux » Il compte lui aussi dynamiser la commune, avec des animations estivales, des concerts « *Avec mes obligations à la Com Com, je n'ai plus le temps. Je vais déléguer le plan culturel pour qu'il se passe plus de choses* ». Il réfléchit à une sensibilisation aux gestes de premier secours et à la sécurité grâce aux compétences du nouveau conseiller, Jérôme Dequesne.

Lire aussi

[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

[Championnat de France de cyclo-cross : la Tréportaise Lise Klaes a hâte de se mesurer aux meilleures](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)



Quels ont été les propos du maire de Dieppe à l'occasion des vœux de l'année 2026

Loïc Potier

6-7 minutes

À l'occasion des vœux de la ville de Dieppe devant plus de 500 personnes, le maire n'a pas évoqué les grands projets à venir en dehors du projet scientifique et culturel au château musée



Le maire a évoqué le grand projet scientifique et culturel du château musée de Dieppe. - Photo : Stéphanie Péron/Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 12 Janvier 2026 à 07h05 Temps de lecture: 2 min

Contraint par les prochaines élections municipales de mars 2026, Nicolas Langlois (PCF), le maire de Dieppe n'a pas fait d'annonces spectaculaires à l'occasion des vœux 2026 prononcés, vendredi 9 janvier 2026, dans la grande salle du conseil municipal devant plus de 500 personnes. Comme il se représente pour la prochaine mandature il introduit ses propos sans intelligence artificielle ni chat GPT : « avec toutes les diversités, les parcours de vie et les

opinions, le trait d'union est le désir d'être ensemble et d'incarner l'unité de Dieppe. »

Une phrase du chanteur Naâman

En reprenant la phrase [du chanteur Naâman décédé le 7 février dernier](#) : « *c'est en faisant le tour du monde que je me suis rendu compte de la beauté de Dieppe* » que Nicolas Langlois a fait le tour des différentes actions sociales culturelles, éducatives et sportives de la ville. Pour la prochaine mandature, il a toutefois évoqué le grand chambardement du château musée de Dieppe et de projet scientifique et culturel mis en place. Il entraînera la fermeture de l'édifice historique en 2027 et pour plusieurs années, tout en sachant que 2027 sera l'année consacrée au millénaire de Guillaume le Conquérant.

De grands travaux au musée

Ce projet scientifique et culturel a déjà commencé par [des actions en faveur des personnes souffrant un handicap](#). L'association signe sans frontière a pour exemple permis la conception d'un petit livret touristique destiné aux personnes malentendantes et un grand travail a été effectué avec l'APEI afin d'autoriser un accès à tous. Les prochaines échéances sont beaucoup plus lourdes avec une modification du parcours des visites obligeant de grands travaux dans les salles et une modernisation de l'ensemble. Même les terrasses pourraient être provisoirement fermées car récemment lors de la découverte d'archives, il y aurait naguère un potager en ce lieu. Toujours dans le chapitre culturel, il a mentionné la transformation de l'école Michelet dans le quartier du Pollet.

Les pêcheurs et le port en avant



Nicolas Langlois a évoqué la beauté de la ville de Dieppe sous

toutes ses formes - Photo LP/Paris Normandie

Le souhait le plus rapproché du maire sera la réouverture à la circulation du pont Colbert, restauré depuis deux ans à la suite de la décision de port de Normandie. Elle est prévue aux alentours du 24 janvier, mais les conditions climatiques franchement déplorables de ce début janvier : neige, froid et tempête, ont probablement fait reculer de quelques jours la fin de l'attente des Dieppois. « *Nous attendons avec impatience ses premières rotations.* » Le monde de la pêche a été défendu avec un mot pour les [naufragés du Tim Bao](#) et plus récemment du [Chant du Loup](#), échoué sur les enrochements de l'entrée du port de Dieppe.

Alpine, EPR 2, le grand changement

L'industrie avec Alpine a été évoquée : « *La manufacture s'est fixé l'objectif de construire plus de 50 véhicules par jour.* » Le programme logement et la transformation des friches industrielles découlent du grand chantier EPR2 de la centrale nucléaire de Penly et va transformer la ville. « *Un quart des recrutements des emplois locaux sont Dieppois. Rappelons que le port a accueilli de nouvelles entreprises avec TSM remorquage et le chantier naval Padmos.* » Le chantier de la gare SNCF a également commencé. Le maire a terminé sur l'identité dieppoise et les caractéristiques des quartiers de la ville qui sont découpés en sous-quartiers très différents des uns des autres.

Lire aussi

[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

[Championnat de France de cyclo-cross : la Tréportaise Lise Klaes a hâte de se mesurer aux meilleures](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\).](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville

Loïc Potier

5-7 minutes

Devant 180 personnes à Offranville, près de Dieppe, Patrice Martin, le député rassemblement national (RN) de la 6e circonscription de Seine-Maritime, a défendu agriculteurs, pêcheurs et industriels à l'occasion de ses vœux.



Pour le député RN Patrice Martin, c'était l'occasion de récompenser les personnes impliquées dans la vie citoyenne. - Photo LP/Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 11 Janvier 2026 à 18h05 Temps de lecture: 2 min

Pour cette année 2026, Patrice Martin, le député rassemblement national (RN) de la 6e circonscription de la Seine-Maritime couvrant la région dieppoise, les villes sœurs et le Nord du pays de Bray a choisi la salle Guy de Maupassant à Offranville, près de Dieppe, pour prononcer ses vœux pour la nouvelle année, samedi 10 janvier. « *Nous étions 100 l'an dernier à Neufchâtel, nous sommes*

180 à Offranville cette année et nous serons le double la prochaine fois » a-t-il conclu. L'ancien agriculteur du Pays de Bray a évoqué la politique générale et les positions de son parti d'opposition au gouvernement Lecornu et au président Macron et son désarroi avant d'aborder les sujets beaucoup plus régionaux. « Il faut écouter, défendre et agir pour la France » a-t-il dit en introduction.

L'agriculture et la pêche en danger

« Je suis un ancien agriculteur et je défends leurs actions contre les normes imposées. La France n'assure même plus son autonomie alimentaire. Les agriculteurs doivent vivre de leur travail. Il faut aussi faire attention à la volaille venant d'Ukraine. Je constate un chiffre. Il y a de moins en moins d'agriculteurs en France. C'est une aberration. » Il a également défendu les intérêts des pêcheurs dieppois et tréportais. *« C'est une activité en grande souffrance. Entre 70 et 80 % du poisson consommé en France vient de l'exportation. Avec les normes, il n'y aura bientôt plus de pêcheurs sur les côtes françaises. »* Il a fait part de son opposition au champ éolien offshore en cours d'installation entre Dieppe et Le Tréport.

Réindustrialiser la France



Le député RN a évoqué les sujets nationaux mais aussi locaux lors de ses vœux. - Photo LP/Paris Normandie

Il n'oublie pas l'industrie. *« C'est une priorité de réindustrialiser la France. Ce ne sont pas que des effets d'annonce. Récemment, l'entreprise de flaconnage Jenniver étalée sur deux sites entre la Somme et la vallée de la Bresle vient de licenciés 84 salariés. Il faut revoir le coût de l'électricité d'autant que sur notre territoire,*

*nous avons la centrale nucléaire de Penly dont le programme du grand chantier EPR2 ne prendra pas de retard. » Il a également mis l'accent sur le travail des policiers, gendarmes, pompiers et toutes les personnes ayant une mission publique qui sont parfois « *mal reçues* » et pour finir il a remis trois médailles de l'assemblée nationale récompensant leurs loyaux services. Florence Lemerrier, représentant Haudricourt, Pascale Leclerc représentant le Bourg-Dun et Donald Brument, [fervent opposant au dossier Aquind](#) ont obtenu la distinction.*

Le candidat dieppois aux municipales présenté

En tant qu'invité Gilles Pennelle, député européen désormais installé en Bretagne mais né à Dieppe, est venu. Parmi les personnes présentes, le candidat RN aux municipales de 2026 [Antoine Labé était présenté à l'assistance](#) et attaché parlementaire du député. « *C'est un défi que de prendre la ville de Dieppe, mais on y arrivera.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

[Championnat de France de cyclo-cross : la Tréportaise Lise Klaes a hâte de se mesurer aux meilleures](#)

[Football. Privés de match à cause de la tempête Goretti, QRM et Dieppe s'arrangent pour pouvoir jouer](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Offranville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



Christophe Ferrari : “Les métropoles sont reconnues comme les moteurs des politiques de transition écologique”

Par Philippine Ramognino

9–11 minutes

En tant que président de Grenoble-Alpes Métropole, quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels sont confrontées les métropoles dans leurs démarches de décarbonation ?

Les principaux défis restent liés aux compétences des métropoles. En d’autres mots, elles doivent agir dans les domaines où elles sont compétentes, de façon déterminée, et donc décliner la trajectoire de neutralité carbone sur l’ensemble des champs qui relèvent de leurs prérogatives. Cela renvoie évidemment à la question de l’habitat, du logement, des mobilités, des services publics de proximité – comme le traitement des déchets, l’accès à l’eau ou l’assainissement –, toutes ces politiques sur lesquelles elles ont une responsabilité et qui représentent un défi important. L’ensemble doit être structuré par une trajectoire définie globalement. Les plans climat-air-énergie offrent aux métropoles la capacité de mettre en place les différents documents stratégiques qui permettent d’atteindre ces objectifs. Historiquement, Grenoble Alpes Métropole a été la première à adopter un tel plan, actuellement en pleine révision. Il nous a permis de définir à la fois la trajectoire et les actions nécessaires, car il ne suffit pas de mettre en place de grands schémas directeurs : ils sont certes essentiels, mais ensuite une métropole doit déployer les mesures qui permettent de les atteindre. Cela explique que nous ayons été labellisés “climat-air-énergie 5 étoiles” par l’Ademe, et que nous ayons obtenu la note la plus élevée de France. Sylvain Waserman [*le président-directeur général de l’Ademe, ndlr*] avait déclaré que nous étions les “best in class” en matière d’air-énergie-climat.

Comment se décline concrètement votre plan ?

Notre stratégie concerne notre politique d’implantation des

activités, mais également la manière dont nous entraînons l'ensemble des acteurs du territoire, qu'ils soient économiques, associatifs, culturels, sportifs ou encore universitaires. Le rôle de la métropole réside évidemment dans ses compétences propres, mais implique aussi d'entraîner tout un écosystème afin de créer une dynamique partenariale. Cet aspect a participé à construire ce rôle si particulier des métropoles, que peu de collectivités jouent. Les départements n'ont pas cette casquette, et les régions sont si grandes qu'il s'avère compliqué pour elles de faire du "cousu main". Nous avons la capacité d'être à la fois une "puissance de feu" et les animatrices du territoire, en termes de moyens comme de vision stratégique. C'est ce qui caractérise le niveau intercommunal de façon globale, et les métropoles en particulier.

(Les acteurs universitaires représentent un gage de neutralité.

Quelle gouvernance avez-vous mise en place pour parvenir à décrocher le plus haut niveau du label "Territoire engagé transition écologique" l'an dernier ?

Nous avons développé plusieurs aspects afin que la transition écologique devienne véritablement une politique transverse. Le point de départ réside dans une impulsion politique forte du président et de son exécutif, impliquant également les services. La mission "Climat" est directement rattachée au niveau du directeur général, une nécessité pour générer une dynamique dans l'administration et que les agents ne travaillent pas en silo. Par ailleurs, nous avons depuis toujours adossé notre plan Climat à un conseil scientifique. Les acteurs universitaires représentent un gage de neutralité : nous ne sommes pas dans l'autosatisfaction et nous avons besoin de scientifiques à la fois pour leur neutralité et leur indépendance afin de porter, suivre et mener nos politiques.

Vous avez également mis en place une convention citoyenne pour le climat. Dans quelle mesure la sollicitez-vous ?

La décarbonation des métropoles nécessite certes des règlements ambitieux, mais aussi d'acculturer et d'associer la population pour qu'elle soit partie prenante du changement. Pour ce faire, nous avons en effet mis en place une convention citoyenne pour le climat : une centaine de citoyens nous ont soumis plus de 200 propositions retenues par l'assemblée métropolitaine. Nous avons respecté l'ensemble des propositions formulées, Nous avons respecté l'ensemble des propositions formulées, aujourd'hui réunies sous la houlette d'un comité chargé de suivre leur mise en œuvre.

Une fois toutes les compétences "techniques" de gestion du territoire (voirie, eau, transport...) mises en œuvre, la

métropole a-t-elle encore la capacité et l'argent pour mener de véritables politiques écologiques ?

Il est clair que nous ne pouvons pas, financièrement, tout mener seuls. Pour assurer la transition écologique du pays, l'État a sa place et doit l'assumer. Nous voyons très bien qu'il n'est pas au rendez-vous à ce niveau : par exemple, en ce qui concerne la dépense par habitant pour le ferroviaire, il reste très en deçà de ses voisins européens. L'État doit aussi se positionner en soutien : il ne peut pas demander à ses collectivités d'être actrices de la transition écologique en baissant leurs moyens de façon régulière.

Nous sommes considérés comme de mauvais gestionnaires, or nous n'avons rien à voir avec la dette nationale. Nous en avons, mais c'est de la bonne dette. Nous pouvons dire de manière imagée que c'est comme "du bon cholestérol", quand l'État en a du mauvais. Or, un bon médecin ne prescrit pas un traitement identique à tous ses patients.

Reussir la transition écologique se fait dans le partage et la coopération.

Quels sont vos rapports avec l'État ?

Nous collaborons avec toutes les parties prenantes, dont l'État. Le problème est qu'il n'y a pas qu'un seul État : l'État local n'est pas l'État régional, qui n'est lui-même pas l'État national. Ce dernier représente, selon moi, un grand vide. Nous avons jusqu'ici très peu de relations, mais cela est en train d'évoluer. Le nouveau ministre de l'Industrie, Sébastien Martin, connaît son sujet : c'est un acteur de terrain et un ancien président d'intercommunalité. Donc oui, nous travaillons avec tout le monde, mais nous menons notre politique et avons notre propre ingénierie. L'État vient surtout en cofinancement de nos projets.

Justement, comment financez-vous vos projets écologiques ?

Nous disposons d'un plan pluriannuel d'investissement, et avons porté notre capacité de désengagement au maximum possible, soit entre douze et quatorze ans. Toutes les collectivités ne le font pas, mais si l'on s'endette, c'est car nous pourrions rembourser sur la durée. Lorsque l'on rénove nos bâtiments publics ou que l'on crée des réseaux de chaleur, nous nous projetons sur le long terme. Nous sommes de très bons gestionnaires car nous faisons attention à nos dépenses. Des dépenses que l'on souhaite allouer à l'investissement du territoire en matière transition écologique, pour lequel nous cherchons les financements là où ils se trouvent.

La métropole du Grand Paris a finalement plutôt un rôle de planification.

Le rôle des métropoles vis-à-vis de la transition écologique a-t-il évolué depuis la création du statut en 2010 ?

Oui, indéniablement. Les métropoles sont montées en puissance de manière très forte sur plusieurs aspects, et sont désormais reconnues par tous les acteurs – économiques, universitaires, citoyens – comme étant les moteurs des politiques de transition écologique. Aujourd'hui, plus personne ne discute du fait que la métropole est au cœur de l'animation territoriale sur ces sujets. Nous avons à la fois la possibilité de porter des actions puissantes, tout en ayant une granulométrie extrêmement fine. Et nous nous sommes vraiment musclés, à Grenoble Alpes Métropole, en produisant des outils tels que des sociétés publiques locales. L'agence locale de l'énergie est notre bras armé. Nous avons monté un projet similaire avec la société publique locale du transport, qui offre du conseil à la mobilité durable. Par ailleurs, nous sommes compétents en matière d'énergie – l'une des premières compétences de la loi Maptam [*loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, ndlr*] –, et sommes donc gestionnaires des contrats de concession des réseaux. De mon point de vue, les métropoles ont le statut le plus élaboré sur les sujets de transitions écologique et énergétique. Elles jouent par ailleurs un rôle de dialogue : ce n'est pas "les urbains contre le reste du monde." Réussir la transition écologique se fait dans le partage et la coopération.

Face à des grandes métropoles, Grenoble Alpes a-t-elle autant de marge de manœuvre ?

Je ne nous mets pas dans la même catégorie que Paris, Lyon ou Aix-Marseille qui sont, de fait, des objets qui nous ont toujours dépassé. En revanche, je ne suis pas sûr que Paris ait autant de puissance d'action que nous : la métropole du Grand Paris a finalement plutôt un rôle de planification. Nous sommes, certes, une petite métropole en taille, mais nous appartenons à la première génération de métropoles. Notre dimension plurielle, à la fois économique et scientifique, a sûrement participé à construire ce statut si particulier.

Propos recueillis par Philippine Ramognino

Fonction publique : l'État contraint de renforcer l'information sur le report des congés

Par Marie Malaterre

3–4 minutes

Les choses vont bientôt se clarifier autour de l'épineuse question du droit au report de congés dans la fonction publique.

Pour rappel, un premier décret, publié au Journal officiel le 22 juin 2025, est venu fixer le régime applicable au maintien des droits aux congés annuels acquis par les agents publics. Il transpose ainsi à la fonction publique les règles européennes concernant le report et l'indemnisation de congés non pris en cas, notamment d'arrêts maladie.

Or, par une décision rendue le 17 octobre, le Conseil d'État a annulé la décision implicite par laquelle le Premier ministre a refusé d'abroger les dispositions de deux articles d'un décret datant de 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'État. Selon la haute juridiction, ces dispositions ne subordonneraient pas *“l'extinction de droit aux congés annuels ou celle du droit à leur indemnisation en fin de relation de travail, dans la limite de quatre semaines par an, lorsqu'ils n'ont pas pu être pris en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité, d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'un congé d'adoption à l'information de l'agent par l'employeur portant sur le nombre de jours de congés dont il dispose à la suite de leur report en raison d'un de ces congés, ainsi que la date jusqu'à laquelle ces jours de congés peuvent être pris”*.

Lire aussi : [Report et indemnisation des congés non pris : la fonction publique s'aligne sur le droit européen](#)

En d'autres termes, le Conseil d'État a censuré le gouvernement pour ne pas avoir suffisamment protégé les droits aux congés des fonctionnaires. Selon lui, la réglementation actuelle était insuffisante dans la mesure où elle ne prévoyait pas l'obligation pour l'employeur de prévenir explicitement l'agent du nombre de jours de congés reportés à la suite de ces absences et aussi de la

date limite pour les utiliser. La haute juridiction a donc enjoint le Premier ministre de modifier le texte initial et d'y introduire un droit pour l'agent à être informé du report desdits congés du fait d'une absence pour raison de santé ou liée à des responsabilités familiales ou parentales.

De plus, un projet de décret qui doit répondre à l'injonction du Conseil d'État sera présenté, le 13 janvier, en Conseil commun de la fonction publique (CCFP). Il pose le principe du droit à l'information de l'agent par l'employeur portant sur le nombre de jours de congé annuel dont il dispose à la suite de leur report, ainsi que la date jusqu'à laquelle ces jours de congé annuel peuvent être pris et des conséquences de l'absence d'exercice de ses droits par l'agent, notamment la perte du congé non utilisé à la fin de la période de report autorisée et la perte éventuelle du droit à l'indemnité compensatrice en fin de relation de travail.

Il pose également le principe de suspension de la période de report de 15 mois tant que l'employeur n'a pas procédé à une telle information.

Après la réforme des corps techniques, les premiers défis autour du nouveau corps unique de l'Insee

Par Paul Idczak

4-5 minutes

C'est un des principaux changements statutaires actés par la récente transposition de la réforme de la haute fonction publique aux grands corps d'ingénieurs de l'État : les deux corps de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), à savoir les administrateurs et les inspecteurs généraux, ont fusionné au sein du nouveau corps unique des ingénieurs nationaux de la statistique, de l'économie et de la donnée (Insed). Et si la réforme a été mise en place le 1^{er} décembre dernier, l'Insee, gestionnaire du nouveau corps qui compte un peu moins de 800 membres, s'active en coulisses pour gérer les premiers chantiers liés aux nouveautés instaurées par les décrets.

Lire aussi : [La réforme des corps techniques de l'État officialisée par décret](#)

Première priorité, rapidement lancée : la communication.

"Nous voulions communiquer davantage sur le nouveau corps et sur ses domaines de compétence, indique à Acteurs publics Sylvie Lagarde, la déléguée à l'encadrement supérieur de l'Insee. Car si 40 % des membres du corps travaillent à l'Insee, le reste évolue dans d'autres services, à l'extérieur, et nous souhaitons insister sur notre appartenance plus large à la communauté des grands corps techniques." [Un compte](#) a ainsi été lancé sur le réseau social LinkedIn, qui permet aux Insed d'être informés des dernières actualités, nominations et opportunités professionnelles. Au-delà d'être un outil de travail, ce compte est aussi une vitrine *"en direction des différents viviers où recrute l'Insee, comme Polytechnique et les écoles normales"*, complète Sylvie Lagarde.

Deux nouvelles voies d'accès à partir de 2027

Car la réforme a également officialisé la création de nouvelles voies d'accès au corps des Insed, qui doit accueillir environ 25 nouveaux

membres chaque année. Un concours “Talents” ouvert aux boursiers de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique doit voir le jour en 2027, ainsi qu'une voie spécifiquement réservée aux titulaires d'un doctorat, la même année.

Et si le premier cité reprendra les épreuves classiques du concours externe, l'Insee part en revanche d'une page blanche concernant le second. *“Pour le concours “docteurs”, il y a tout à inventer en termes d'épreuves et d'identification du type de profils que nous chercherons à recruter”,* pointe la DES de l'Insee, qui précise que l'Institut *“a déjà reçu de nombreuses demandes de docteurs, qui passaient jusqu'ici aussi bien le concours interne que le concours externe et qui veulent se renseigner sur les modalités des futures épreuves”.*

Alimenter l'inspection générale

Au-delà de ces futures innovations, accompagnées par de nouvelles grilles indiciaires plus avantageuses, déjà connues, ainsi qu'un volet indemnitaire et la création d'emplois fonctionnels encore en chantier, la fusion des deux corps ouvre de nouvelles interrogations, notamment sur l'attractivité de certains postes d'encadrement en interne. Comme l'explique Sylvie Lagarde, *“auparavant, la promotion des administrateurs dans le corps des inspecteurs généraux était un moyen d'encourager nos membres à prendre des responsabilités comme chef de service ou chef de département. Mais désormais, maintenant que l'essentiel de la carrière se déroule au 2^e grade du corps, ces outils d'incitation n'existent plus, surtout avec un 3^e grade aussi restreint.”*

Lire aussi : [Emplois fonctionnels, primes, gestion : l'administration s'active sur la réforme des grands corps techniques](#)

Par extension, l'Insee doit aussi réfléchir aux façons d'alimenter, à moyen terme, son inspection générale, où atterrissaient naturellement les inspecteurs généraux en fin de carrière, et ceux en attente d'affectation. Avec la fusion des corps, ce ne sera plus le cas. Ce qui implique, note Sylvie Lagarde, le lancement d'une *“réflexion”* sur les expériences et les parcours à y valoriser, *“étant donné la nature des travaux qui y sont menés”.*

PLF 2026 : la commission des finances cherche à rouvrir le jeu des amendements

Par *Philippine Ramognino*

7-9 minutes

Les discussions autour du projet de budget de l'État pour 2026 ont repris ce jeudi 8 janvier à la commission des finances de l'Assemblée nationale. Son président, Éric Coquerel, a tenu à introduire l'examen du projet de loi de finances en deuxième lecture avec une leçon de jurisprudence administrative. Un rappel de circonstance, tant le processus législatif atypique brouille les repères réglementaires et multiplie les questions juridiques. Mais aussi une manière, pour le député LFI, d'ouvrir la possibilité de modifier le projet de loi de finances en dérogeant à la règle dite "de l'entonnoir", qui réduit théoriquement les amendements que les parlementaires sont autorisés à déposer lors de la nouvelle lecture d'un texte.

Lire aussi : ["La tuyauterie juridique bloque" : Yaël Braun-Pivet veut une réforme de la procédure budgétaire](#)

En effet, comme le rappelle la [fiche](#) concernant la procédure législative de l'Assemblée nationale, *"les amendements doivent être en relation directe avec une disposition restant en discussion, les seules exceptions concernant les amendements destinés à assurer le respect de la Constitution, à opérer une coordination avec des textes en cours d'examen ou à corriger une erreur matérielle"*. Et lorsqu'un texte est rejeté, tel que l'a été le PLF 2026 par l'Assemblée nationale en première lecture, les dispositions qui avaient été introduites à ce moment ne peuvent pas l'être à nouveau. *"Dès lors aucun article additionnel, résultant des délibérations de l'Assemblée avant ce rejet, n'est en discussion"*, a rappelé Éric Coquerel.

"J'insiste sur ce point car plusieurs auteurs d'amendements se sont prévalus d'une adoption en première lecture à l'Assemblée pour proposer des articles additionnels, qui ne peuvent plus l'être en nouvelle lecture dans la mesure où ils ne figuraient ni dans le texte

initial du projet, ni dans le texte adopté par le Sénat”, a ajouté le président de la Commission des finances.

Ouverture à la dérogation

Mais des dérogations existent, à en croire la jurisprudence présentée par le président de la commission des finances qui a tenu à en tirer parti. Éric Coquerel a brandi la [décision numéro 2011 - 642 DC](#) sur la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 du Conseil constitutionnel, qui n'avait pas censuré une disposition introduite dans le PLFSS par le gouvernement après la réunion de la commission mixte paritaire ayant pour ambition d'augmenter les ressources. La raison : les prévisions économiques qui avaient initialement été présentées dans le PLFSS lors de son dépôt avaient été modifiées, et la mesure proposait de rétablir l'équilibre financier.

Lire aussi : [Ruptures conventionnelles, femmes enceintes : le Sénat vote des mesures pour les fonctionnaires dans le PLF 2026](#)

Une situation similaire à cette année : le PLFSS a été adopté avec une dégradation de 6,6 milliards d'euros par rapport à l'équilibre financier initialement présenté dans le projet de loi de finances. En conséquence, telle qu'elle a été modifiée par le Sénat – qui l'a adopté contrairement à l'Assemblée nationale – et qu'elle revient donc en commission, la nouvelle version du PLF conduit en cumulé à un déficit plus important. *“Il s'agit d'une circonstance de droit, et non de fait, mais dans la mesure où le Conseil constitutionnel avait relevé dans sa décision de 2011 qu'il convenait de tenir compte des modifications des, je cite, “circonstances de droit ou de fait survenant en cours d'examen du texte”, j'en ai déduit que la transposition du raisonnement de 2011 était légitime”,* estime Éric Coquerel.

Des conditions à la recevabilité

Le président de la commission des finances a donc considéré comme recevables les amendements qui proposent de nouvelles recettes ou ceux qui mettent sur la table de potentielles nouvelles économies, *“destinées à rétablir l'équilibre financier proposé dans le projet initial et à compenser la dégradation résultant des mesures votées en PLFSS”*. Pour qu'ils soient acceptés, les députés auteurs devaient justifier *“précisément, dans l'exposé sommaire de l'amendement, le fait de déroger à la règle de l'entonnoir pour ce seul motif”,* à travers des montants chiffrés, *“et qui étaient contenus dans l'enveloppe de la dégradation de l'équilibre résultant du PLFSS, et strictement affectés au budget de*

l'État". En d'autres termes, il n'était pas possible de proposer une hausse de recette pour la puissance publique supérieure à 6,6 milliards d'euros.

Éric Coquerel a rappelé avoir déjà eu recours à ces dérogations l'an dernier, lors de la commission mixte paritaire. Il avait alors, *"en accord avec le président Raynal"* – Claude Raynal (PS) est président de la commission des finances du Sénat –, considéré comme recevables certaines propositions d'impositions supplémentaires. *"Cette dérogation à la règle de l'entonnoir a pour seul objet de dégager des recettes supplémentaires ou de proposer des économies nouvelles et ne peut pas être étendue de façon excessive, sauf à être totalement dévoyée"*, a résumé Éric Coquerel. *"Elle ne doit pas être un moyen détourné d'avoir un débat général sur l'ensemble des choix fiscaux qui a vocation à se tenir exclusivement lors de la première lecture"*.

Discussions plus longues

Le contournement de la règle de l'entonnoir a pour autant ouvert la voie à un nombre plus que conséquent d'amendements : plus de 2 000. À titre de comparaison, pour le PLF 2024 – le dernier projet de loi de finances ayant fait l'objet d'une seconde lecture, l'article 49.3 ayant été utilisé l'an dernier –, 641 amendements avaient été déposés. Elle met au défi la commission des finances de ne pas traîner, celle-ci devant avoir balayé les 263 articles du texte avant samedi 10 janvier après-midi.

Lire aussi : [Jean-Pierre Sueur : "Il faut rendre ses droits au Parlement"](#)

Le président de la commission des finances a tenu à justifier sa position, arguant que cette dérogation *"n'est pas une invention de circonstance"* mais une résultante de la décision du Conseil constitutionnel précitée, datée de décembre 2011. *"À partir du moment où les décisions intervenues cette année lors de l'examen du PLF 2026 ont dégradé significativement l'équilibre de l'État, il serait étrange de vouloir que le législateur financier ne puisse pas avoir toutes les cartes en main pour remédier à cette dégradation soit par des économies supplémentaires, soit par des recettes supplémentaires"*, a-t-il insisté.

Mais la présidente de l'Assemblée nationale suivra-t-elle la même ligne en séance publique ? Si Éric Coquerel *"espère"* qu'elle accordera un avis favorable aux amendements précisément chiffrés et justifiés, ce sera à Yaël Braun-Pivet de trancher et d'accorder ou non le caractère dérogatoire à ces derniers. Comme le précise l'article 93 du règlement du Palais Bourbon, l'irrecevabilité d'une

proposition ou d'un amendement peut être opposée à tout moment *“tant par le Président de l'Assemblée que par le Gouvernement”*. Réponse le mardi 13 janvier, date du début de l'examen en séance publique, qui devrait aboutir le vendredi 23 janvier.

Un problème informatique a retardé le dépôt des amendements

Alors que la limite de dépôt des amendements avait initialement été arrêtée au mardi 6 janvier, celle-ci a finalement été reportée au lendemain pour les amendements concernant les états budgétaires. La raison : l'application [Eloi](#) a connu un “problème informatique”, qui n'a été résolu que lundi soir. *“Le nombre d'amendements déposés atteste du fait que chacun a disposé de la possibilité d'amender sans que ces incidents techniques entravent l'exercice de ce droit”*, a toutefois tempéré Éric Coquerel. Pour la séance publique qui démarre la semaine prochaine, le délai de dépôt des amendements a été fixé à ce samedi 10 janvier, à 17 h.